

Le Monde

Sous le signe du roseau

(Suite de la première page.)

En outre, des groupes sociaux différents supportent les coûts correspondants de l'inactivité. Ainsi, en Italie, plus de 70 % des entrées en chômage sont le fait de jeunes à la recherche de leur premier emploi ; alors que, en Belgique et au Danemark, l'accroissement du chômage, pour plus de 90 %, est lié à des licenciements. La France, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et l'Allemagne constituent un troisième groupe dans lequel les trois motifs de chômage (quête d'un premier emploi, licenciements, démission) se combinent dans des proportions variables, le cas le plus équilibré étant sans doute celui de l'Allemagne.

Une autre hétérogénéité importante, qui permet une recherche très variée de « flexibilité », est celle de la part des transferts sociaux. Sans doute, la montée en pourcentage de revenu disponible des ménages a été générale, mais les différences sont plus amples qu'avant les années 70. C'est ainsi que la RFA vient en tête avec plus de 40 % des revenus des ménages provenant des prestations sociales alors que la France et le Royaume-Uni se situent à 33 % et l'Italie à 27 %.

Le maximum n'est pas l'optimum

Si la « flexibilité » prend des formes diverses ici et là, les gouvernements sont très convaincus, en tout cas, qu'elle est indispensable dans la société d'aujourd'hui et que ce que l'on appelle le « modèle fordiste » (forte mécanisation standardisée et exaltation de la consommation de masse grâce à une progression du salaire nominal en anticipant les gains de productivité) ne peut plus convenir. Nous assistons à une tentative de restauration de mécanismes plus concurrentiels sur le marché du travail.

Robert Boyer, dans le rapport précité, ne demande qu'une seule chose : que les conséquences de ce « nouveau cours » de la FERE (3), se sentent tous deux rangés à ce point de vue, insistant sur la nécessité d'un meilleur usage de la décentralisation pour assurer plus de souplesse à notre économie, de négociations au niveau local entre partenaires sociaux plus qu'au sommet, afin de favoriser les ajustements nécessaires à la conjoncture.

Tout d'abord, ce qui réussit au niveau individuel n'est peut-être pas aussi bénéfique à celui de la collectivité nationale. Par exemple, bien qu'initialement la flexibilité salariale soit favorable à l'emploi, il existe un seuil au-delà duquel elle déstabilise l'ensemble du système et fait passer l'économie d'un équilibre avec l'emploi croissant à un équilibre où, au contraire, il décroît. En effet, l'excès de sensibilité des salaires à la conjoncture déprime la demande effective, via la consommation et le mécanisme de l'investissement, de sorte que cet effet négatif macroéconomique l'emporte sur les avantages locaux de la flexibilité.

Au reste, l'histoire des années 30 a bien montré que la « flexibilité maximale n'est pas optimale ». La dépression de 1929 intervient dans une situation où les marchés du travail démentent tout à fait concurrentiels. On pourrait même voir dans l'insuffisante progression des salaires l'une des origines de la crise de 1929. L'absence de règles contraignantes concernant les licen-

ciements est loin alors, comme on le croit aujourd'hui, d'être la condition nécessaire et suffisante d'une reprise des embauches. Une vitesse d'ajustement beaucoup plus élevée que de nos jours n'a pas empêché la persistance de taux de chômage sans précédent.

Autre considération importante : si pour une nation donnée les avantages de la flexibilité sont peu de doute, il n'en est pas nécessairement de même lorsque cette stratégie s'étend à l'ensemble des pays. Il est évidemment exclu, par le principe comptable même qu'il faut que les exportations d'un pays correspondent aux importations d'un autre, que toutes les économies nationales puissent jouir d'une compétitivité relative favorable, et donc d'une croissance liée au surplus des échanges extérieurs.

Si la flexibilité est un moyen de lutter pour le partage des marchés internationaux donnés, elle peut contribuer par son caractère universel et général à contracter la demande mondiale. On peut songer, estime Robert Boyer, à un mécanisme équivalent à celui des dévaluations compétitives ou du protectionnisme. Du coup, une montée du chômage rend possible une nouvelle phase de « flexibilité », engendrant un cercle vicieux dépressif.

On ne peut donc sans danger assimiler la flexibilité et le retour aux mécanismes concurrentiels sur le marché du travail. Il ne conviendrait donc pas de passer à l'excès les recommandations du FMI à cet égard (2) et surestimer les caractères autorégulateurs de la concurrence. La politique économique a encore de beaux jours devant elle, car il est vain d'attendre une solution, une sorte de crise en Europe, de la rapidité des ajustements microéconomiques.

C'est donc vers une flexibilité « bien tempérée » que l'on doit se diriger. M. Henri Guillaume, commissaire général au Plan, et M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, participent au colloque de la FERE (3), se sentent tous deux rangés à ce point de vue, insistant sur la nécessité d'un meilleur usage de la décentralisation pour assurer plus de souplesse à notre économie, de négociations au niveau local entre partenaires sociaux plus qu'au sommet, afin de favoriser les ajustements nécessaires à la conjoncture.

Coller au terrain, casser les rigidités économiques et sociales qui se sont plus des protections dans un monde en mutation, mais au contraire des barrières à la « nouvelle croissance », inventer, négocier des formes plus souples d'organisation, de durée du travail et de rémunération, tout ce « travail » — comme l'on parle lors d'un accouchement — va dans le bon sens. Le défi est clair : marier la flexibilité et la solidarité.

PIERRE DROUIN.

(2) Le Monde du 14 septembre 1984.
(3) Organisé par la FERE (Fédération européenne de recherches économiques), 1, rue Descartes, 75005 Paris.

idées

« 1 500 jours », d'André Bergeron

A travers la lorgnette de Force Ouvrière

EN cette fin d'été 1984, la « rentrée » sociale de M. André Bergeron est également littéraire. Pour la première fois depuis 1976, le secrétaire général de FO publie un livre, le quatrième, intitulé *1 500 jours*, couvrant la période juin 1980-mai 1984. Le livre se présente comme un rapport d'activité de congrès... à la différence près que la lecture en est moins infiniment austère. Dans le langage simple et accessible qui lui est coutumier, M. Bergeron enrichit de quelques annotations personnelles des éditoriaux, des discours et des interviews de ce moment choisi d'histoire syndicale et sociale. Rédigé avant les événements politiques de juillet dernier, il est construit autour de trois chapitres d'importance inégale : la fin d'une époque (celle du giscardisme), la première phase du septennat de M. Mitterrand et le « grand tournant » (celui de la rigueur).

M. Bergeron entraîne son lecteur dans un court voyage dans le « bergéronisme ». « Les principes qui nous réunissent, explique-t-il, ne sont en effet pas circonstanciels. Ils ne peuvent être modifiés au gré des fluctuations de la vie politique. » Un fil conducteur. On retrouve dans cet ouvrage la mé-

thode de l'auteur vis-à-vis de l'« état d'esprit » ou des « réformateurs modernistes », son souci permanent de l'équilibre social, son trouble d'adhésion socialiste devant l'« excitation actionniste » d'une partie du P.S. L'écrit politique de M. Bergeron est toujours révélateur d'une sorte de gouvernement-bis, est bien présente, mais sans excès puisque M. Bergeron évite par exemple de reprendre ses réactions sur la nomination de M. Chirac en Lorraine.

Les impressions sur les principes qui nous gouvernent sont alimentées de quelques anecdotes. On apprend ainsi que M. Giscard d'Estaing lui avait confié : « La 5^e semaine, c'est vous. Je reprendrai l'idée de la semaine sans. » Le moment n'est venu qu'après mai 1981. Et M. Bergeron y voit une des causes de l'échec de l'ancien président. On découvre aussi la réaction de M. Bérégovoy après la protestation de FO contre la présence du PC au gouvernement : « Alors, c'est la guerre ? » Réponse : « Non, c'est la morale ! » Mais le lecteur reste sur sa faim tant il est évident que M. Bergeron n'a destiné ses confidences qu'au compte-gouttes. Il aurait tellement plus à dire !

Le leader de FO ne cache pas son scepticisme quant à l'influence du mouvement syndical sur les politiques gouvernementales. Indéniablement, l'auteur montre, à travers ses pacifiques combats, plus d'estime pour M. Sarre, qui soutient « à tenu carde », que pour M. Mauroy, avec qui le courant passait mal. L'ancien premier ministre ouvrirait souvent « de grands yeux étonnés » devant les conseils de prudence qu'il lui prodiguait. Sans dissimuler ses désaccords avec lui, il manifeste aussi une certaine considération pour M. Mitterrand et rend hommage à la « droiture » de M. Jospin. Un jugement qui équilibre une illustration photographique qui fait plutôt la part belle à l'opposition.

M. Bergeron citant à longueur de page Bergeron (inutile de chercher dans une quelconque valorisation d'un membre du bureau confédéral un éventuel successeur !), il en résulte parfois une certaine auto-satisfaction quant à la vérification — souvent réelle — de certains de ses pronostics économiques et sociaux. Mais le syndicaliste sait aussi reconnaître quand il se trompe comme pour l'inflation en 1983. Il lui arrive aussi de laisser poindre des confusions, comme lorsqu'il annonce en août 1983

500 000 chômeurs de plus à la fin de l'année... Il s'agit de la fin 1984. Certaines appréciations sont également fort discutables comme lorsqu'il évoque les « nombreuses grèves et manifestations un peu partout dans tout le pays » au moment du blocage des salaires. Cette effervescence sociale avait alors échappé aux observateurs.

On peut relever aussi une description étonnante (vues les réserves exprimées par FO sur les lois Auroux, un silence complet sur les relations — pourtant marquées par trois « sommets » depuis 1981 — avec les autres confédérations « représentatives » comme le CFC et le CFTC, et un oubli, celui de l'accord signé par FO le 22 novembre 1982 à la sortie du blocage des salaires. Il y a des omissions qui parlent autant que de longs discours...

Malgré ses imperfections, le livre est fort intéressant. Il ne contient guère de révélations fracassantes mais permet de saisir une idée précise de l'homme qui dirige FO. Elle est tout à l'honneur du type de syndicalisme qu'il défend.

MICHEL NOBLECOURT.
Éditions Flammarion.
208 pages, 65 F.

LETTRES AU Monde

Égalité et liberté

On ne peut pas ne pas réagir à l'article de M. René Sédillot, « La querelle des libertés », publié dans le Monde du 15 septembre.

Il est faux, archifaux, que seule l'égalité permette la liberté ! Si est incertaine la mesure du pouvoir d'un petit nombre sur les autres leur apporte des privilèges, qui peut se dire libre, en conscience, si ce n'est que par l'oppression du plus grand nombre ?

Il est faux, archifaux, que l'égalité soit incompatible avec la liberté. Au contraire, c'est parce que nous sommes égaux en droit que nous pouvons être libres, personne n'ayant, de droit, aucun pouvoir sur sa vie, pas plus que moi sur celle d'autrui !

Il est faux également que le libéralisme économique aille de pair avec la liberté politique : la loi du plus fort dans le domaine économique ne peut s'effectuer que par l'oppression des plus démunis !

Il n'est guère réconfortant de constater, à travers cet article, la faiblesse idéologique et morale de la droite. C'est à la gauche que revient l'idée : si la liberté découle de l'égalité est « de droit », il faut s'efforcer d'agir pour qu'elle soit « de fait ».

JEAN-BAPTISTE CHAUMÉ,
étudiant (Paris).

Les juifs en Bulgarie

L'article très documenté de Thomas Schreiber sur la Bulgarie (le Monde du 9 septembre) passe sous silence une situation exceptionnelle : la cohabitation amicale des juifs et des chrétiens orthodoxes.

Dans ces deux communautés, les citoyens appelés citoyens de seconde classe, étaient tolérés, car détenteurs d'une Révélation antérieure à celle de Mahomet, mais, en même temps, humiliés par la communauté musulmane du fait de leur refus d'accepter l'islam.

En 1877, pendant la guerre qui libéra le pays des occupants turcs installés depuis cinq siècles, les deux communautés participèrent à la révolte appuyée par le tsar. Plus tard, toute la nation, clergé compris, s'opposa aux décrets antisémites de l'occupant nazi. Enfin, à l'instauration du régime communiste, le président Georges Dimitrov permit l'émigration des juifs bulgares vers la Palestine. Ceux qui restèrent en Bulgarie, convertis au communisme, purent conserver leur spécificité culturelle, éducatrice, en particulier, un hebdomadaire et un annuaire juifs, situation qui contraste singulièrement avec celle des juifs d'URSS.

D. B. GINSBOURG
(Ville-d'Avray).

« La Forge » va-t-elle mourir ?

Début 1983, notre journal, *La Forge*, est vu interdire un procès en diffamation par deux cadres de la société Allibert-Sommer à Grenoble. L'article incriminé — une lettre d'un ouvrier d'Allibert — reprenait certaines rumeurs selon lesquelles ces personnes auraient appartenu à la police de Vichy, à l'OAS et au SAC.

N'ayant pu faire la preuve des faits allégués dans la correspondance adressée à notre journal, notre directeur de publication, M. Alfred Zimmer, fut condamné pour diffamation à une amende de 2 000 francs avec sursis avec bénéfice de circonstances atténuantes et à verser 2 000 francs de dommages-

Intérêts à chacun des deux plaignants

Ceux-ci firent appel et le 25 janvier 1984, notre directeur de publication fut condamné à verser 40 000 francs de dommages-intérêts à chacun d'eux.

Cette somme de 80 000 francs est tout à fait inhabituelle, voire sans précédent pour un journal à faible tirage et diffusion comme le nôtre ; elle place dans une situation difficile, et cela dans une période où l'on parle beaucoup de liberté de la presse et de pluralisme. Ni la société En Avant, editrice du journal, ni son directeur de publication ne sont en mesure de payer une telle somme.

L'étranglement financier d'un journal qui dénonce les théories racistes et fascistes, les groupes politiques et les hommes qui les mettent en œuvre, signifierait que « l'échec » de la liberté de la presse est la défection de la liberté de la presse et du pluralisme. La Forge DOIT VIRE ! Pour lui en assurer les moyens financiers, nous lançons une souscription.

Journal *La Forge*,
société En Avant
15, rue Popincourt,
75011 Paris.

Spielberg surait...

Depuis quelques jours, on nous rebat les oreilles un peu partout avec *Indiana Jones et le Temple Maudit*. Or quand on sait que Spielberg puise allégrement ses idées dans les « serials » américains, la bande dessinée d'après guerre, sans parler de la grande époque du cinéma d'aventure hollywoodien et plus particulièrement des films de Cecil B. de Mille, on reste songeur quant à l'originalité de son inspiration, car enfin le cinéaste se contente de « piquer » ici et là des séquences qu'il monte hâtivement. Bien sûr il y a 9 000 mètres de corde, 230 000 mètres cubes de bois et 250 salles d'exploitation en France, et, bien sûr, tout cela est du second degré, du clin d'œil. Seulement voilà : à force de trop en faire et de pratiquer la référence on lasse et, pour tout dire, on assassine. L'aventure était plus dans un documentaire où je ne l'attendais pas : celui du commandant Costeau sur l'Amazonie (TF 1).

PIERRE CARAN
(Thonon-les-Bains).

L'île de Ré, bien national

C'est à l'unanimité des quarante-cinq conseillers généraux de la Charente-Maritime que le projet de pont faisant de l'île de Ré la grande banlieue de La Rochelle a été voté. Un tel vote appelle deux remarques :

- 1) Environ la moitié des maisons réhabilitées ou neuves de l'île appartiennent à des estivants. Ces non-résidents n'ont pas voix au chapitre, la gestion municipale leur échappe (bien qu'ils paient le foncier et la taxe d'habitation), encore plus l'élection des conseillers généraux ;
- 2) Les îles du littoral atlantique devraient échapper à la tutelle des départements limitrophes ; du point de vue de la conservation des sites naturels et humains elles constituent un bien national. Marc Ambroise-Rendu a rappelé dans le Monde du 29 août les dix conditions posées par M. Mauroy, et qui devraient protéger l'île contre une urbanisation démesurée. L'argent manquant pour ce sauvetage, alors qu'on en va trouver pour le pont. Comme on peut le comprendre en lisant le Monde du 30 août, faute de ces

crédits, « l'île de Ré sera livrée à toutes les convoitises ». C'est désastreux.

PAUL POTTEVIN,
ingénieur (Mauroux).

La délation, terrain de toute dictature

Il ne faut pas, on ne doit pas laisser passer les propos tenus par M. Montebellin à « Apostrophes » le 14 septembre.

Il s'agissait ni plus ni moins de justifier la délation. Si *mon voisin est dissident*, déclare-t-il en substance, et si la police me confond avec lui, je dénoncerai évidemment mon voisin. Comme Roland Castro avait raison, qui n'hésita pas à reconnaître l'extrême danger que recelaient ces paroles dites avec bonhomie.

Je ne rappellerai pas les circonstances de cette intervention. Je veux seulement citer ce que nous savons tous mais oublions parfois trop facilement : la délation est le terrain de toute dictature. Un historien ne devrait jamais oublier cette grande leçon de l'histoire. Si l'on peut amnistier tous ces « petits collaborateurs », sous l'occupation nazie, qui tremblaient pour leur vie ou celle de leur famille et dénonçaient qu'un voisin, qu'un ami, si l'on peut comprendre leur faiblesse qui devint lâcheté (avec souvent la bonne conscience des « honnêtes gens »), on ne peut pas, on ne doit pas les justifier. Et on ne doit pas oublier. Il faut crier sans relâche que les dictateurs ont besoin, pour s'établir, de la grande peur des bien-pensants ; qu'ils ont besoin, pour s'établir, de notre peur de la mort qui peut-être nous feraient collaborer ; qu'ils ont besoin, pour assassiner, de notre amour pour nos proches, pour nos enfants, qui multiplie leurs moyens de pression, et peut-être nous forcera à dénoncer. Il faut se répéter sans cesse que si, un jour, la peur pour nos enfants nous poussait à une telle criminelle faiblesse, nous ne pourrions à jamais que rougir sous leurs regards.

CORINNE BLONDEL
(La Queue-en-Brie).

L'Etat et l'emploi

En réduisant de 5500 ses effectifs, l'Etat donne le mauvais exemple. D'abord, même s'il le fait sans fluctuations, cela réduit le nombre des emplois proposés à la population active, alors que l'activité de l'Etat n'a pas diminué. Bien plus, la population active augmentant annuellement de 300 000 unités, pour que les effectifs de la fonction publique ne représentent toujours 10 % environ, rien que pour suivre l'évolution démographique, l'Etat aurait dû embaucher 30 000 fonctionnaires de plus. Enfin, avec les gains de productivité dans les productions primaires et secondaires, c'est la part des services du tertiaire qui devrait augmenter, y compris l'administration. Alors, en augmentant pas, mais en réduisant de 5500 ses effectifs, c'est 40 000 à 50 000 personnes que l'Etat va frustrer d'un emploi, pour les rejeter dans le chômage ; il ne les aura pas moins à charge, mais de façon improductive. La seule alternative d'un coût intermédiaire serait de faire comme au Danemark et en Suède : financer 200 000 emplois à mi-temps de suppléance dans des services sociaux, à l'échelle municipale ou nationale, dans la santé, dans la culture ou dans l'éducation.

[NDLR. — De telles mesures sont étudiées actuellement par le gouvernement.]

PAUL ABELA,
ingénieur-économiste
(Rambouillet).

Entendu...

Un de mes patients me racontait une manifestation de jeunes Maghrébins à Port-de-Bouc où plusieurs vitrines avaient été brisées... Il parlait que les forces de l'ordre locales ont pu se faire pour intervenir. En tous les cas, et sans doute pour calmer les esprits, un policier du coin disait à un commerçant en colère : « La prochaine fois, ce que vous faites : vous tirez ! Mais après n'oubliez pas de rentrer le corps chez vous, pour qu'on vous considère en état de légitime défense... »

ROGER FELTUS
(Marseille).

Le Monde

LES JEUNES DANS LA SOCIÉTÉ

Dans ce numéro, un second dossier
LA DÉSERTIFICATION
NUMÉRO DE SEPTEMBRE 1984
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 5,50 F

Le Monde

5, rue des Italiens - 75427 PARIS CEDEX 09

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4287-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 69572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,25 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 F. ; Canada, 1,20 \$; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 1,95 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.U., 1 \$; G.-B., 65 p. ; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 95 p. ; Italie, 1 600 L. ; Liban, 378 F. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 F. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 2,75 kr. ; Suisse, 1,20 L. ; Yougoslavie, 110 din.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Lussan, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonville-Méry (1944-1968) ; Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimé au Monde, 5, rue des Italiens, PARIS-CEDEX 09

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437 ISSN : 0393 - 2037

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1089 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1245 F	1819 F	2369 F
ÉTRANGER (par mandat)				
1. BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1240 F
2. SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1197 F	1530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre un chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-propos en espèces d'impression.

Le Monde

DIPLOMATIE

La cérémonie en présence de...

En hommage à... M. François Mitterrand... célébreront conjointement... la cérémonie franco-allemande... les passés... Participeront... Herrn, Roland Dumas et Jean... défense, ministre des Affaires... de anciens combattants ; Jean... Maurice Herzog, ancien... secrétaire national du MRP... des deux pays, des... d'associations d'anciens combattants.

LIBRES OPINIONS

Au-delà

par JOSEPH...

TOUTE occasion est bonne pour France et de l'Allemagne... une vieille histoire... l'incroyable nombre des... mieux placé pour accueillir... de nos remords... reconnaissance de cette... terait non de neuf. De... la nécessaire. M. Kohl... penser aussi, surtout... mille ans, à séparer les... carolingienne. Ce n'est... la division de 843 qui... vouldras constater... être encore dans... destin qui, sous peine... au singulier.

Les espoirs tristes... bleu se farent vers. Le... propositions pour... pas encore... se souviend des... ou même à deux, dans... t'ard ? Ne peut-on... essentiels que la... son de l'industrie, le... fester par des... nécessairement, surtout... longue la nomination... trations mais des... déclarations commu... meilleure démonstration... séparer que des... Moscou ?

Pourquoi ne pas... vos de nos... descripteurs en commun... verraient parler... l'Assemblée nationale... le modèle de l'Office... non de l'environnement... forcé ou cet office... avant été préconisé... université franco-allemande... effectuer leur « mobilité... boue allemande, au... de l'acheminement.

De plus, choses... approches et démenties... avec l'Etat communiste... for que ce sera utile... l'appui direct de la France... ben direct allemand à ce... l'intérêt de l'Europe.

Les deux gouvernements... au moins une fois par an... ments reçus le programme... l'année suivante, notamment... une européenne. Une... tiques de hauts fonctionnaires, de... culturelle, ainsi que de... allemandes, peuvent être... mos un catalogue des réalisations... politique intérieure européenne... seraient ainsi progresser de... les Français et les Allemands... pour les autres des étrangers... cette voie. Ils n'y resteraient pas... PS. — Et si, puisqu'il se... Mitterrand dédaigne, geste... lides de guerre des deux pays... ports en commun de l'autre pays... que les victimes « nationales » ?

* Professeur de civilisation allemande.

« L'Espagne et le Guatemala... ont rétabli leurs relations... été vu renouer le 22 septembre... relations diplomatiques avec le Gu... ténia. La rupture était intervenue... en 1980 à la suite d'un assaut... par la police guatémaltèque contre... l'ambassade d'Espagne. Trente-neuf... ryan et étudiants, qui occupaient... pacifiquement les lieux, avaient... méré la mort dans l'incendie qui...

À TRAVERS LE

Etats-Unis

UNE PARTIE DES MISSILES AIR-AIR AMÉRICAINS INUTILISABLES. — Un quart des missiles air-air Sidewinder et un tiers des Sparrow de l'Armada navale, mardi 19 septembre à Washington M. Frank Costello, directeur de la division de la sécurité nationale de la Cour des comptes des Etats-Unis. Ces deux types de missiles constituent des armes de combat sérieuses des forces américaines. Ces engins souffriraient de dé-

سكنا من الاصل

DIPLOMATIE

La cérémonie franco-allemande
en présence de MM. Mitterrand et Kohl
« En hommage aux morts des combats passés »

M. François Mitterrand et le chancelier de RFA, M. Helmut Kohl, célébreront conjointement, samedi 22 septembre, à Verdun (Meuse), une cérémonie franco-allemande d'« hommage aux morts des combats passés ». Participeront notamment à cette cérémonie MM. Charles Heron, Roland Dumas et Jean Laurain, respectivement ministre de la Défense, ministre des affaires européennes et secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants ; MM. Pierre Massey, Jacques Delors, Louis Joxe, Maurice Herzog, anciens ministres, François Dorel, membre du secrétariat national du MRG, ainsi que des parlementaires et des généraux des deux pays, des personnalités régionales et des représentants d'associations d'anciens combattants.

LIBRES OPINIONS

Au-delà de Verdun

par JOSEPH ROVAN (*)

TOUTE occasion est bonne pour célébrer la réconciliation de la France et de l'Allemagne. Les combats de Verdun sont certes une vieille histoire, terrible, absurde, inconcevable par l'incroyable nombre des morts — 700 000, — mais quel lieu serait mieux placé pour accueillir la cérémonie de nos regrets convergents, de nos remords enfin réunis ? Cependant, s'il ne s'agit pas de réconciliation de cette nouvelle rencontre franco-allemande n'apporterait rien de neuf. De Gaulle et Adenauer, à Reims, avaient fait et dit le nécessaire. MM. Kohl et Mitterrand, en choisissant Verdun, ont dû penser aussi, surtout peut-être, au traité de 843, qui, pour plus de mille ans, a séparé les avenirs des principales parties de l'Europe carolingienne. Ce n'est pas seulement l'affrontement de 1916, c'est la division de 843 que nous devons aujourd'hui dépasser si nous voulons conserver aux pays et aux peuples d'Europe une chance d'être encore dans cinquante ans maîtres de leur propre destin, d'un destin qui, sous peine d'effacement collectif, doit désormais s'écrire au singulier.

Les espoirs timides suscités par le sommet européen de Fontainebleau se font vifs. La nouvelle commission qui devait élaborer des propositions pour accélérer l'événement de l'union politique n'a même pas encore pu être constituée pour de mauvaises raisons de préséance, et pourtant les échéances approchent. Ne faut-il pas dès lors se souvenir des méthodes de Jean Monnet, et s'avancer hardiment, à six ou même à deux, avec la certitude que les autres suivront, tôt ou tard ? Ne peut-on donner à la volonté d'union dans des domaines aussi essentiels que la politique extérieure, la défense, la modernisation de l'industrie, la recherche scientifique la possibilité de se manifester par des nouvelles mises en commun ? Cela n'entraînerait pas nécessairement, surtout pour une première étape qui peut être fort longue, la nomination de ministres communs ou la fusion des administrations, mais des démarches communes, des actions communes, des déclarations communes, des voyages communs à l'étranger. Quelle meilleure démonstration de l'unité de toutes tentatives pour nous séparer que des voyages communs de MM. Chirac et Genscher à Moscou ?

Pourquoi ne pas loger dans les mêmes immeubles certains services de nos ambassades, où les centres culturels qui élaborent désormais en commun leurs programmes ? Des ministères français viendraient parler au Bundestag et leurs collègues allemands à l'Assemblée nationale. Des offices communs pourraient être créés sur le modèle de l'office franco-allemand pour la jeunesse, pour la protection de l'environnement par exemple, et notamment pour celle des forêts, ou cet office franco-allemand de l'audiovisuel dont la création avait été préconisée ici même il y a quelques années, ou encore une université franco-allemande. Les hauts fonctionnaires pourraient effectuer leur « mobilité » ou ce qui correspond à celle-ci dans la pratique allemande, au sein de l'administration de l'autre pays.

De plus, chose essentielle dans les circonstances présentes, les approches et démarches de la République fédérale dans ses relations avec l'Etat communiste allemand devraient pouvoir bénéficier, chaque fois que ce sera utile, et à l'issue de réflexions menées en commun, de l'appui direct de la France, et il devrait en être de même pour le soutien direct allemand à ce que la France accomplit hors d'Europe dans l'intérêt de l'Europe.

Les deux gouvernements pourraient siéger ensemble au complet au moins une fois par an et présenter ensuite devant les deux Parlements réunis le programme d'action de l'Union franco-allemande pour l'année suivante, notamment pour ce qui est des progrès de l'unification européenne. Une commission mixte composée d'hommes politiques, de hauts fonctionnaires, de responsables de la vie économique et culturelle, ainsi que de spécialistes des relations franco-allemandes, pourrait être chargée d'élaborer dans un délai de trois mois un catalogue des réalisations possibles. Sans attendre déjà de la politique intérieure européenne, les relations franco-allemandes cesseraient ainsi progressivement de relever de la politique extérieure, et les Français et les Allemands cesseraient peu à peu d'être les uns pour les autres des étrangers. S'ils s'engageaient rapidement sur cette voie, ils n'y resteraient pas longtemps seuls.

PS. — Et si, puisqu'ils se rencontrent à Verdun, MM. Kohl et Mitterrand décidaient, geste symbolique, que, désormais, les inviolables de guerre des deux pays bénéficieraient sur les réseaux de transports en commun de l'autre pays des mêmes avantages et réductions que les victimes « nationales » ?

* Professeur de civilisation allemande à la Sorbonne.

M. Gromyko attendra
d'avoir rencontré M. Shultz
pour prononcer son discours à l'ONU

De notre correspondant

New-York. — Tout en restant calfeutré au siège de la mission soviétique auprès de l'ONU à New-York, où il est arrivé mardi 18 septembre, M. Gromyko n'a pas dit un mot de plus que dimanche soir, M. Andreï Gromyko demeure le point de mire des Nations unies, où les travaux de la 39^e assemblée générale ont commencé depuis deux jours. Les sources officielles soviétiques ont créé une certaine sensation mercredi en annonçant que le chef de la diplomatie soviétique avait décidé de retarder de deux jours l'allocation qu'il devait prononcer mardi prochain, 25 septembre, devant l'assemblée.

Les milieux diplomatiques occidentaux, qui misent sur un dégel à court terme des relations entre Washington et Moscou, ont immédiatement interprété ce contretemps comme une confirmation de leur thèse. Les dirigeants du Kremlin attendent avec la plus grande attention le discours que prononcera le président Reagan le lundi 24 septembre à la même tribune de l'ONU, et disposent des derniers éléments puisque M. Gromyko aura aussi rencontré mercredi prochain son homologue américain, M. Shultz. Ils pourront ainsi mieux moduler leur réponse, qui sera délivrée le lendemain publiquement à l'ONU par le vétéran de la diplomatie soviétique et, le 28 septembre, en privé, au président Reagan.

En d'autres termes, Moscou serait prêt à faire preuve de la souplesse nécessaire et à reprendre sérieusement le dialogue avec Washington, aussitôt passé le cap de l'élection présidentielle américaine.

Si la Maison Blanche se montre disposée à changer de ton et à tenir un langage raisonnable sur le sujet qui préoccupe le plus actuellement l'URSS, le lancement d'une nouvelle course aux armements dans le domaine spatial, les divergences entre les deux superpuissances sur l'ouverture de négociations à ce sujet semblent maintenant moins grandes qu'il y a quelques mois lorsque Moscou a proposé de geler pour la durée de la campagne présidentielle les armes spatiales.

Les militaires du Pentagone chargés de doter des armes spatiales ne sont pas chauds du tout à l'idée d'un moratoire qui les empêcherait de procéder, en principe en novembre prochain, aux essais d'un nouveau missile lancé par avion depuis la haute atmosphère pour détruire des satellites ennemis. Un

succès leur donnerait une avance technologique considérable sur les Soviétiques, qui ont mis au point, il y a déjà une dizaine d'années un « satellite tueur » assez primaire ne pouvant s'attaquer qu'aux objectifs en orbite basse, c'est-à-dire en principe non militaires. Mais la Maison Blanche, croit-on savoir, a repris récemment le dossier des armes spatiales, et il n'est pas impossible qu'elle soit prête à montrer un peu plus de souplesse.

Un commentaire de M. Gromyko, reproduit par l'agence Tass mercredi soir, a donné une indication supplémentaire sur les intentions du Kremlin. Recevant à la résidence soviétique le banquier David Rockefeller, le ministre soviétique a accusé Washington, selon Tass, d'être responsable de la « tension dangereuse » qui pèse actuellement sur les relations Est-Ouest. Mais il a ajouté aussi que l'URSS se prononçait « pour la normalisation des relations avec les Etats-Unis, pour des relations honnêtes avec eux, afin d'arrêter le cours aux armements et réduire radicalement les dépenses sur la base de l'égalité et de la sécurité mutuelle ».

Un « message très positif »
du secrétaire d'Etat

La route sera longue avant d'en arriver là. Mais on ne peut exclure qu'une négociation réussie sur les armes spatiales ouvre la voie à la reprise des négociations de Genève sur les armes stratégiques (INF) et sur les armes stratégiques (START) sur des bases nouvelles. Si l'on en juge en tout cas par les propos tenus mardi par M. George Shultz sur une chaîne de télévision américaine, le président Reagan et lui-même souhaitent transmettre un « message très positif » à M. Gromyko et à ses collègues du Kremlin, exprimant leur volonté d'établir des relations plus constructives avec l'URSS. L'enjeu pour le chef de la Maison Blanche est en tout cas immédiat. Une reprise durable du dialogue avec Moscou constituerait sans doute le coup le plus dur pour l'adversaire démocrate dans l'élection présidentielle. M. Walter Mondale, et sonnerait probablement le glas de sa campagne.

Avant son intervention à l'ONU, M. Gromyko aura l'occasion de lancer un signal supplémentaire vers les Etats-Unis. Il a été invité dimanche soir à la grande réception que donnera le président Reagan à l'Hôtel Waldorf Astoria à New-York en l'honneur des dignitaires étrangers présents au rendez-vous de l'assemblée générale. La question qui se pose est de savoir s'il acceptera de se rendre à cette invitation.

(Interim.)

L'URSS a libéré cinq marins américains
capturés dans le détroit de Behring

Washington (AFP). — Cinq marins américains, qui étaient détenus depuis plus d'une semaine en Sibirie après que leur bateau se fut échoué dans les eaux territoriales soviétiques, ont été remis en liberté mercredi 19 septembre, à 23 h 30 GMT, a annoncé le département d'Etat.

Les marins ont pu quitter le brise-glace soviétique *Alberg*, exact au rendez-vous avec le garde-côtes américain *Sherman* quelque part dans la mer de Behring. Les cinq hommes devaient ensuite se rendre dans le petit port balnéaire de Gambell, en Alaska, situé sur l'île Saint-Lawrence, à environ 8 kilomètres du point de rencontre.

Quatre des cinq marins ont regagné aussitôt leur propre bateau, le *Frieda K*, que les autorités soviétiques avaient rendu peu auparavant aux officiers du garde-côtes américains. Quant au capitaine Tabb Thoms, commandant du *Frieda K*, il a affirmé dans un entretien avec la chaîne de télévision ABC que ses

hommes n'avaient fait l'objet d'aucun mauvais traitement, mais que les autorités soviétiques avaient « utilisé tous les moyens psychologiques pour leur faire signer une déclaration attestant qu'ils avaient violé intentionnellement les eaux territoriales de l'URSS. Aucun membre de l'équipage, toutefois, n'a cédé à ces pressions.

Les marins américains ont toujours affirmé qu'ils s'étaient aventurés par mégarde dans les eaux soviétiques, mercredi dernier, alors qu'ils allaient livrer des vivres à un village esquimaux. Ils avaient été arrêtés à la suite de cet incident et détenus dans un hôtel d'Ourelik, localité sibérienne.

Le département d'Etat avait officiellement protesté auprès des autorités soviétiques contre cette arrestation, qui ne leur avait été signalée que vendredi, et contre le fait qu'il n'avait pas été possible d'entrer en liaison avec les marins avant dimanche.

AMÉRIQUES

Nicaragua

Des sandinistes ont assiégé un local
de la Coordination démocratique

Managua (AFP). — La police est intervenue mercredi 19 septembre à Léon, au nord-ouest de Managua, pour permettre aux principaux dirigeants de l'opposition de sortir du local dans lequel ils tenaient une réunion et qui était assiégé depuis plusieurs heures par des centaines de manifestants sandinistes.

Ces derniers, armés de pierres et de gourdin, avaient encerclé le local, dans lequel s'étaient rassemblés quatre cents personnes, en présence du principal dirigeant de la Coordination démocratique nicaraguayenne (CDN), M. Arturo Cruz. La police, qui est intervenue avec plusieurs heures de retard, a dû former des chaînes pour protéger la sortie des membres de la CDN.

L'évêque de Léon est également intervenu de son côté. Un responsable de la CDN a affirmé qu'une trentaine de sympathisants de cette organisation auraient été interpellés et qu'un dirigeant local a disparu. C'est la première fois que des militants sandinistes s'en prennent directement à la Coordination démocratique.

Cet incident s'est produit alors qu'il est question à Managua de discussions entre les représentants du Front sandiniste et de la CDN pour permettre à celle-ci de participer aux élections présidentielles et législatives du 4 novembre (le Monde du 20 septembre).

La CDN, qui regroupe les partis social-chrétiens, social-démocrates et libéral-constitutionnaliste, avait

Les dirigeants de la Contrase plaignent du comportement du gouvernement français. — Les dirigeants des organisations armées antisandinistes, de passage à Paris (le Monde du 19 septembre), se sont plaints de ne pas avoir été reçus par des représentants du gouvernement français. Leurs demandes d'audience ont été rejetées par le ministère des relations extérieures. Ils ont, en revanche, rencontré des parlementaires de l'UDF et du RPR. Ils ont affirmé, d'autre part, que le consulat de France au Honduras a refusé des visas à certains des dirigeants de la Force démocratique nicaraguayenne (FDN) basée à Tegucigalpa. — (AFP.)

refusé d'inscrire dans les délais ses candidats, dont M. Arturo Cruz. Elle estimait que les garanties pour que cette consultation soit réellement libre n'existaient pas. Les partis constituant cette alliance avaient perdu leur personnalité juridique à la suite de ce refus.


Venezuela

LES ÉTUDIANTS RÉCLAMENT
LA DÉMISSION DU RECTEUR
DE L'UNIVERSITÉ DE
CARACAS

Caracas (AFP). — Des étudiants ont manifesté, mercredi soir 19 septembre, à l'université de Caracas pour protester contre le rôle des forces de l'ordre lors d'un incident survenu dans la matinée et au cours duquel, selon un bilan officiel, seize étudiants et quatre gardes nationaux ont été blessés. Avant d'être dispersés par la police, les étudiants ont demandé, lors d'une assemblée générale très mouvementée, la démission du recteur, M. Edmundo Chirinos, et ont annoncé la grève des cours.

Mercredi matin, un groupe de deux cents élèves de l'école vétérinaire et agrochimique de Maracay, à 100 kilomètres à l'ouest de Caracas, s'étaient emparés de cinq autobus pour se diriger vers la capitale et remettre un cahier de revendications au recteur. À l'entrée de la ville, les véhicules avaient été stoppés par la garde nationale. Alors que des négociations se poursuivaient entre les forces de l'ordre et les étudiants, les autobus démarraient rapidement, heurtant des membres de la garde nationale et provoquant un échange de tirs, selon un communiqué officiel.

Le gouvernement a demandé aux étudiants de « ne pas se laisser emporter dans des actions violentes, qui ne se justifient pas dans la mesure où l'exécutif est disposé à clarifier les faits incriminés ». Le président Jaime Lusinchi a déploré ces incidents et affirmé qu'il ne « tolérerait » pas que les étudiants menacent l'ordre public.



Alain Minc
L'AVENIR EN FACE

Formules brillantes, paradoxes audacieux, fermeté de la pensée... Pierre Drouin / Le Monde
C'est intelligent. C'est agréable à lire... Philippe Simonnot / L'Express
L'incarnation écrite la plus élaborée de ce courant qu'il faudrait, faute de mieux, nommer "libéralisme de gauche". Pierre Briancçon / Libération

COLLECTION L'HISTOIRE IMMÉDIATE - 79 F

S E U I L

A TRAVERS LE MONDE

Etats-Unis

UNE PARTIE DES MISSILES AIR-AIR AMÉRICAINS INUTILISABLES. — Un quart des missiles air-air Sidewinder et un tiers des Sparrow de l'aéronavale sont inutilisables au combat, a révélé, mardi 18 septembre à Washington M. Frank Conahan, directeur de la division de la sécurité nationale de la Cour des comptes des Etats-Unis. Ces deux types de missiles constituent l'essentiel des armes de combat aérien des forces américaines. Ces engins souffriraient de dé-

fauts de fabrication ou d'un manque d'entretien. — (AP.)

Japon

INCENDIE CRIMINEL AU SIEGE DU PARTI GOUVERNEMENTAL. — Un incendie d'origine criminelle a ravagé mercredi soir 19 septembre l'immeuble abritant le siège du Parti libéral-démocrate (au pouvoir) dans le centre de Tokyo. Le sinistre n'a pu être circonscrit qu'au bout de deux heures, et deux pompiers ont été blessés. Les criminels auraient fait usage de bombes incendiaires mais des témoins rapportent avoir vu des

lance-flammes dirigés contre l'immeuble. — (AFP, UPL.)

Norvège

UN SOUS-MARIN ÉTRANGER DANS LES EAUX NORVÉGIENNES. — Pris dans les mailles d'un chalut norvégien mardi 18 septembre, un sous-marin étranger a réussi à entraîner pendant une heure le chalutier jusqu'à la limite des eaux internationales avant de réussir à percer le chalut, a annoncé un porte-parole de la marine.

PROCHE-ORIENT

Le Liban du Sud encagé

II. - Le mal de l'occupé

De notre envoyée spéciale
FRANÇOISE CHIPAUX

Depuis que les attentats contre leurs forces sont devenus quotidiens, les Israéliens tentent d'isoler le Liban du Sud pour mieux en assurer le contrôle. Un tiers du territoire national est soumis à un régime d'occupation de plus en plus strict, et, surtout pour les musulmans, les déplacements sont accompagnés de tracasseries administratives et de fouilles qui transforment les déplacements en aventures pénibles et incertaines (le Monde du 20 septembre).

Nabatieh. - La Régie des tabacs... le seul fait de prononcer le nom de ce vaste bâtiment juché au sommet d'une colline qui domine la grande ville commerçante du Sud fait frissonner les Libanais. Il s'agit, en effet, de l'un des quatre centres d'interrogatoires, avec Mar-Elias, près de Saïda, Tyr et l'observatoire de Jabal-Saïf, que l'armée israélienne a installés au Liban du Sud. Un passage plus ou moins prolongé dans ces centres, que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) n'a pas l'autorisation de visiter, précède généralement l'emprisonnement au camp d'Ansar.

Avec la multiplication des attentats contre ses troupes, Israël a durci son occupation et la répression des « menées hostiles ». Tous les témoignages recueillis font état de « tortures » dans ces centres d'interrogatoires où des détenus restent parfois jusqu'à trois mois. Un médecin de Nabatieh, qui a passé une nuit près de la Régie, nous a dit avoir entendu des cris de souffrance.

Alors que la présence militaire israélienne se fait moins visible, les hommes du Shin Bet (service de renseignements) et ceux de l'unité antiterroriste, qui opèrent généralement dans les territoires occupés, abondent au Liban du Sud. En civil, ils circulent dans des voitures à plaques libanaises ou sans immatriculation. Ils traversent les zones de la force interarmée des Nations unies du Liban (FINUL) avec leurs armes, sur présentation de leurs cartes. « Quand ils refusent de leur montrer, on les refuse », nous dit un responsable de la FINUL. « Cela donne lieu à quelques protestations. On ne peut rien faire de plus. » On voit ces agents dans toute la région sortir des castrons israéliens et arrêter les voitures sur les routes. On pourrait d'ailleurs les confondre très facilement avec de jeunes Libanais, dont ils ont adopté le style décontracté, jeans et tee-shirts. La plupart des arrestations sont désormais effectuées par ces « spécialistes », qui, le plus souvent, opèrent de nuit. Soudain, ils débarquent de plusieurs véhicules dans un village, provoquant l'effroi de la population et bien souvent des troubles, qui ont abouti à plusieurs reprises à la mort d'hommes. Les soldats français de la FINUL, après un incident de ce genre dans un village de leur zone, ont donné aux habitants des fusées éclairantes pour qu'ils puissent les prévenir de toute arrivée intempestive.

À Maaraké, depuis les troubles du mois d'août, quinze soldats israéliens de la Force interarmée patrouillent la nuit dans le village. « Quand on les voit arriver, on les suit et on essaie de savoir ce qu'ils veulent. Mais ils nous disent agir pour la sécurité des forces d'occupation, et nous ne pouvons pas faire grand-chose », reconnaît un responsable de la FINUL. Dans toute la zone où sont déployés les soldats de l'ONU, l'armée israélienne a aussi des postes fixes, et les rapports entre les deux autorités ne vont pas sans problèmes. « Comme nous sommes arrivés avant eux, nous avons les meilleures positions, et ils viennent s'installer près de nous. De plus, comme on ne nous tire pas dessus c'est une petite sécurité pour eux. Il faut les comprendre », ajoute notre interlocuteur. Ce voisinage n'est, cependant, pas toujours compris de la population, qui attend une protection des « casques bleus ».

La « bonne frontière »

Vidé de ses occupants en novembre dernier, le camp d'Ansar renferme aujourd'hui entre sept cents et huit cents prisonniers, dont les trois quarts seraient des sympathisants d'Amal. À ce chiffre, il faut ajouter les détenus qui sont dans les centres d'interrogatoires et dont le nombre est difficile à établir, ainsi que les résistants, sur qui pèsent les plus lourds soupçons et qui sont, eux, emprisonnés en Israël.

Les choses ont bien changé pour les troupes israéliennes depuis juin 1982, et cela jusque dans la bande frontalière occupée depuis 1978 par l'Etat hébreu. « Avant, les gens allaient facilement en Israël pour travailler ou se faire soigner », reconnaît un professeur d'Al-Ebel, petit village chrétien sur la « bonne frontière ». Ces visites sont devenues rarissimes malgré la carte d'identité spéciale qu'obtiennent, à leur demande, les habitants du secteur pour se rendre sans problèmes dans le pays voisin. On continue, certes, à travailler dans les usines de Galilée, dont les salaires (1 500 livres libanaises, contre environ 1 000 livres au Liban) demeurent attractifs. Certains malades continuent à se faire admettre dans les hôpitaux israéliens, où les soins sont gratuits, mais c'est plus, semble-t-il, en raison de la difficulté de circuler dans leur propre pays que d'un choix librement consenti. La « bonne frontière » n'est-elle pas complètement abandonnée par l'Etat hébreu ?

À Al-Ebel, le maire, vieux monsieur de quatre-vingt-quatre ans, qui enalte avec nostalgie la culture française, constate amèrement : « Il n'y a pas d'Etat libanais ici. Notre sécurité quotidienne, même contre les voyous, est assurée par les Israéliens. Cette année, j'ai dû leur demander de refaire des routes pour accéder aux champs. Ils l'ont fait. Ils nous viennent en aide comme des amis, mais cela ne remplace pas

l'Etat. » Ce qu'il pense de l'occupation ? « Les faibles doivent se taire », répond-il pudiquement. « Tant que nous n'aurons pas un Etat fort, une armée forte, que pouvons-nous faire ? » A Bent-Jbaïl, village chiite voisin, le langage n'est guère différent, mais personne n'accepte de parler politique dans la rue. « La région est très surveillée. Les habitants n'ont pas licence de s'exprimer », dit un médecin. « Tout le monde souffre du manque de liberté. Simplement, ici les gens ont plus peur qu'ailleurs, car, depuis des années, nous sommes les premières victimes des conflits avec Israël. » Depuis quelques mois, cependant, des attaques visent l'armée israélienne ou l'Armée de libération du Liban du Sud (ALS) - milice créée et financée par Israël - dans cette bande frontalière jusque-là calme.

Les perpétuelles rumeurs sur un hypothétique « plan israélien de regroupement » d'une partie des populations chrétiennes du Sud dans cette « bande de sécurité », dont seraient chassés les chiites, n'alarment pas outre mesure ces derniers. « Ici, explique un étudiant, peut-être trop confiant, chrétiens et musulmans ont comme les mêmes souffrances, et ils partagent la même pauvreté. Pourquoi faudrait-il qu'ils se battent un jour ? »

Le durcissement de l'occupation est d'autant plus mal supporté que beaucoup de mesures prises en de comportement apparaissent comme arbitraires et inutilement vexatoires. « Comment ne pas se plaindre quand, en pleine intervention chirurgicale, vous voyez débarquer des soldats en armes dans la salle d'opération à la recherche de suspects ? », s'écrit le docteur Hikmat Al-Amine, responsable de l'hôpital du Secours populaire à Nabatieh. « Il faut une permission pour aller chercher des médicaments à Beyrouth, ajoute-t-il ; on doit passer obligatoirement à la Régie des tabacs et y attendre des heures pour obtenir le droit de transporter un malade à Saïda. Le téléphone est coupé entre les principales villes du Sud. Nous sommes traités en mineurs. »

Le fléau des taxes

C'est sur le plan économique que les griefs sont les plus sévères à l'encontre d'Israël, accusé de toutes parts de « casser » l'économie du Liban du Sud pour s'annexer son marché. « Depuis l'occupation, le taux de chômage est passé de 5 % à 35 %, assure un expert agronome de Saïda : 200 hectares de vergers ont été détruits pour des raisons de sécurité par les Israéliens et, de cette façon, nous n'avons plus les moyens d'envoyer notre production au Nord. Alors, elle pourrit sur place et nous sommes envahis par les agrumes et légumes israéliens. » Ceux-ci arrivent par Naqoura, où ils sont transférés dans des camions marqués « Product of Lebanon » pour être réexpédiés vers Beyrouth, Châouï et le monde arabe. Cette contrebande, pratiquée à très grande échelle, enrichit certains commerçants libanais, qui ont très vite compris, par exemple, le profit qu'ils pouvaient tirer du port franc de Haïffa. Pour éviter les droits de douane au Liban, ces malins importent d'Europe des tonnes de marchandises qu'ils font débarquer à Haïffa au prix d'un très faible prélèvement de 1 % destiné à financer l'ALS. Encouragé par Israël, ce tra-

fic rétribue ainsi ses alliés, l'ALS d'une part, les milices chrétiennes ou druzes d'autre part.

Les perdants sont les petits commerçants locaux, ruinés par cette concurrence. Ainsi, le chrétien de Saïda, qui avait l'habitude d'expédier chaque jour un camion d'agrumes vers Beyrouth ne peut plus le faire qu'une fois par mois. « Le ferry ne transporte que cinq ou six camions à chaque voyage », dit-il avant de se consoler : « C'est encore pire pour les musulmans, qui doivent emprunter la route. »

Gouverneur de Tyr et de Bent-Jbaïl, M. Gassan Haïdar est las de recenser tous ses accrochages avec l'occupant. « Hier, nous dit-il, j'ai passé dix heures à Tyr pour obtenir l'autorisation de faire aborder un bateau de blé venant de Beyrouth qui attendait depuis quinze jours dans la rade. Ils veulent nous vendre leur farine, mais, chez nous, l'Etat subventionne le blé pour maintenir le pain à un prix accessible. En empêchant l'arrivée des bateaux, ils font monter les cours et accroissent la tension. Dans un autre domaine, nous avons obtenu 50 millions de livres de l'Etat pour réparer les routes (particulièrement défoncées au Sud par un mauvais entretien et le passage incessant des blindés israéliens) mais, jusqu'à maintenant, les Israéliens ne l'ont pas passé à l'asphalte venant de Beyrouth. Ils veulent qu'on l'achète cher, alors on ne fait rien, et dans deux mois il sera trop tard à cause des pluies. »

Dans cette région où 80 % des emplois sont agricoles, la faillite menace. Le sort des pêcheurs de Tyr, de Sarfand ou de Saïda n'est guère enviable. Tous ont interdiction de dépasser un périmètre de 5 kilomètres autour de leur port d'attache, et, en mer, ils sont harcelés par la marine israélienne, qui multiplie les contrôles. Ensuite, à leur retour, au port, il leur faut payer à l'ALS une redevance sur leurs prises.

Ces taxes, prélevées dans la plus parfaite illégalité par l'ALS ou par les milices, sont devenues un fléau dont se plaignent autant les chrétiens que les musulmans. Tous ont le sentiment d'être rançonnés à chaque pas. « Pour faire ou obtenir quoi que ce soit, remarque le docteur Bizri, député de Saïda, il faut payer. Pour chaque acte administratif, l'achat ou la vente d'un terrain, l'obtention d'une carte d'identité ou d'un extrait d'état civil, l'ALS ou les forces libanaises prennent un pourcentage. Chaque famille doit verser une « cotisation » qui lui est souvent extorquée. Par ces pratiques, l'ALS se fait détester d'une population dont la résistance à l'occupant croît sans cesse.

Prochain article :

QUE VEUT ISRAËL ?

Au CREA - France
18, rue de l'Arrière
75008 PARIS
Tél. : 288-42-53

ARABE LITTÉRAIRE MODERNE : Stages intensifs (débutants) et extensifs (tous niveaux) : à partir du 15 octobre 1984.
ANGLAIS : Stage intensif agrégé par l'Etat (très bonne base requise) : 8 semaines à partir du 20 septembre 1984.

« Un livre assez étonnant »
Josette Alia (le Nouvel Observateur)



« Le leader le plus connu et le moins compris »
(le Nouvel Économiste)
« Un livre dense et éclairant »
(Jeune Afrique)

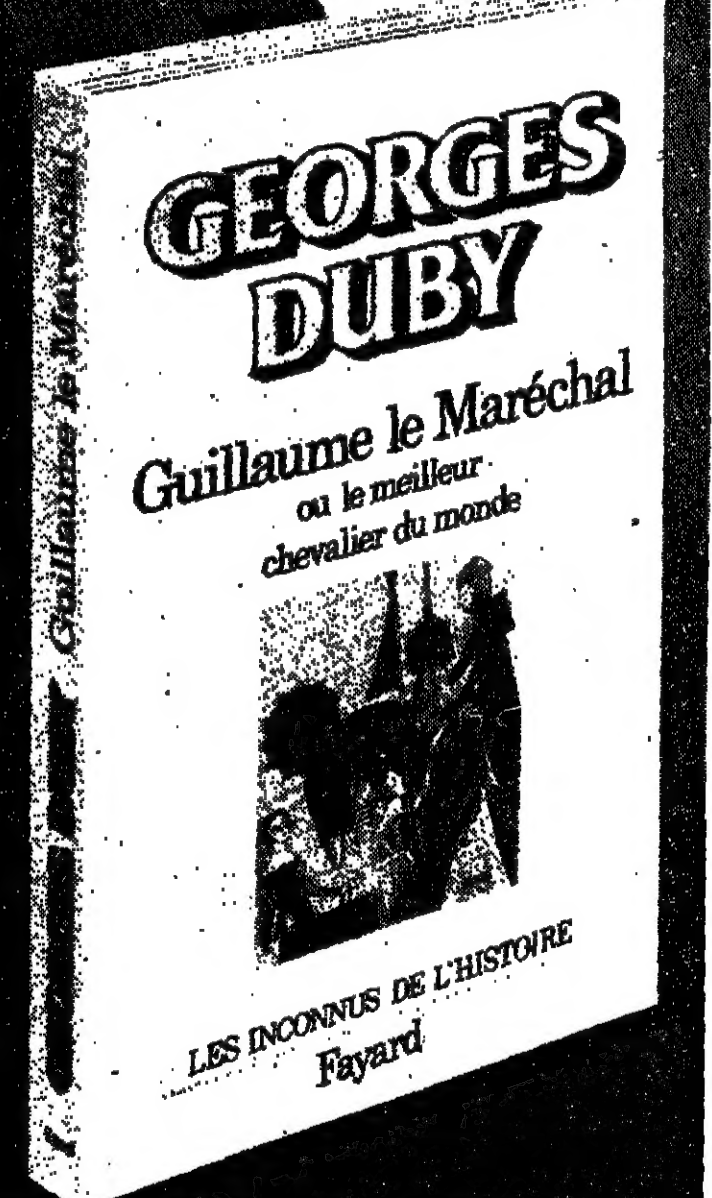
EDITIONS
PERMAMÉL
FAVRE
ALIA

Dans la même collection

Afrique: Les chefs parlent

L'exemplaire leçon d'un grand maître de l'histoire médiévale

Pierre Miquel - L'Express



Page après page, Georges Duby a tissé son analyse autour du poème pour lequel il s'est pris de passion. Encore faudrait-il saluer aussitôt, pour nuancer ce terme d'« analyse » - même si c'est de cela qu'il s'agit -, les talents de littérateur dont fait montre l'historien. Il a constamment affirmé son souci de « bien écrire » et de faire passer auprès d'un public aussi large que possible des recherches difficiles. Jamais peut-être il n'avait à ce point gagné son pari.

Didier Eribon, Le Nouvel Observateur

La vie du comte Guillaume a permis à l'historien Georges Duby de retracer avec éclat les mœurs et les hauts faits d'un univers écartelé entre deux époques.

Jean-Paul Lommi-Amunatègui, Le Matin

Collection LES INCONNUS DE L'HISTOIRE
dirigée par Jean Montalbetti

FAYARD

192 p. - 69 F

IR LE TCHAD

LES SOLDATS FRANÇAIS QUITTENT LE TCHAD SANS GLOIRE

affirment les « bivectors »

« Tchadisme » se dit maintenant sur les lèvres des militaires français qui ont quitté le Tchad sans gloire. Les bivectors, ces hommes de la zone, affirment que leur mission était de contrôler le territoire libyen, et non de lutter contre le terrorisme. Ils ont été déçus de ne pas trouver de grands ennemis, mais seulement des bandes de pillards. Ils ont été déçus de ne pas trouver de grands ennemis, mais seulement des bandes de pillards. Ils ont été déçus de ne pas trouver de grands ennemis, mais seulement des bandes de pillards.

Sud dans les mines d'affrontements

Les tensions, qui avaient été à l'origine de ces affrontements, sont devenues plus vives. Les tensions, qui avaient été à l'origine de ces affrontements, sont devenues plus vives. Les tensions, qui avaient été à l'origine de ces affrontements, sont devenues plus vives.

Sur les droits des Noirs

Les tensions, qui avaient été à l'origine de ces affrontements, sont devenues plus vives. Les tensions, qui avaient été à l'origine de ces affrontements, sont devenues plus vives. Les tensions, qui avaient été à l'origine de ces affrontements, sont devenues plus vives.

Les tensions, qui avaient été à l'origine de ces affrontements, sont devenues plus vives. Les tensions, qui avaient été à l'origine de ces affrontements, sont devenues plus vives. Les tensions, qui avaient été à l'origine de ces affrontements, sont devenues plus vives.

TIQUE VOUS MOTIVE
NIVEAU BAC +1
BAC +2
UNE PROMOTION
TECHNICO-COMMERCIALE
12 mois de cours et de TD
à partir de septembre 1984
UNE DOUBLE COMPÉTENCE
en 12 mois de cours et de TD
à partir de septembre 1984
34, rue Camille-Pisot
92300 Levallois-Perret
Tél. : (1) 738-14-47

L'effet Le Pen

Le discours
Les réseaux
L'électorat



Un livre indispensable
pour ceux qu'inquiète
le regain
du racisme et de la xénophobie

Une co-édition
La Découverte Le Monde

AGFA

PHOTOCOPIE LE CONTRAT

SÉRIEUX

U

UNIVERSEL

R

RATIONNEL

AGFA-GEVAERT

COLLEURS

ASIE

Afghanistan

JOURNALISTE D'ANTENNE 2 TOMBÉ DANS UNE EMBUSCADE

Jacques Abouchar serait prisonnier des Soviétiques

« Aucun canal n'est négligé pour obtenir des précisions sur le sort » du journaliste d'Antenne 2, Jacques Abouchar, disparu en Afghanistan, déclarait-on jeudi matin 20 septembre au Quai d'Orsay, où l'on se

disait cependant dans la plus grande incertitude. A Islamabad, capitale du Pakistan, l'ambassadeur d'URSS, M. Vitaly Smirnov, a affirmé le même jour ne pas être au courant de « cette affaire ».

Tombé dans une embuscade et blessé, dans la nuit de lundi 17 à mardi 18 septembre, Jacques Abouchar a été capturé par les troupes soviétiques, qui l'ont conduit, mercredi, dans une garnison de Kandahar, ont affirmé plusieurs représentants de la résistance afghane. Selon des témoignages afghans recueillis à Quetta, capitale de la province pakistanaise du Balouchistan, proche de la frontière, d'où était partie l'équipe de télévision, Jacques Abouchar aurait été vu juché sur un char soviétique et montré aux populations dans le secteur où s'est produit l'embuscade.

Celle-ci a eu lieu à une trentaine de kilomètres du poste frontière de

Chaman, sur la route de Kandahar. L'équipe d'Antenne 2 et une vingtaine de maquisards appartenant au groupe modéré et pro-occidental de M. A. Gailani, avaient pris place dans plusieurs véhicules tout terrain qui roulaient tous feux éteints. Le convoi était pris sous le feu nourri de mitrailleuses lourdes et de fusils d'assaut, a déclaré Hugues Delatude, journaliste indépendant, âgé de vingt-six ans, qui accompagnait l'équipe. « La voiture dans laquelle nous nous trouvions (les trois journalistes d'Antenne 2 et Delatude) a fait un tonneau et nous nous sommes enfuis en courant », a-t-il précisé. Le cameraman Jean-Louis Saporito, souffrant de trois fractures aux côtes, le preneur de son,

Georges Hansen, et Delatude, deux volontaires français de l'organisation humanitaire la Guilde du raid, M^{lle} Anne de Beaumont et M. Yves de Beauregard, ainsi que les vingt maquisards, ont pu regagner Quetta à pied. Le directeur de l'antenne d'Action internationale contre la faim, M. Philippe Fabry, coordonne le rapatriement des rescapés.

En s'enfuyant, ceux-ci ont pu voir quatre à sept tanks équipés de puissants projecteurs qui cherchaient à les repérer dans le terrain désertique où se trouvait l'embuscade.

Le chauffeur du véhicule dans lequel avaient pris place les journalistes a précisé que Jacques Abouchar, blessé à l'épaule lorsque la voiture s'est retournée pendant l'embuscade, lui avait demandé de l'abandonner, car il se trouvait dans l'incapacité de s'enfuir.

Tout le matériel de l'équipe audiovisuelle se trouvait dans la voiture de tête saisie par les Soviétiques et remorquée au poste militaire de Boldak, près de la frontière, a indiqué, de son côté, M. Fabry.

Les milieux afghans et occidentaux de Quetta ont l'impression que les assaillants attendaient le convoi, certains disent même qu'ils patrouillaient dans ce but à 10 km de la frontière depuis deux jours. M. Gailani a affirmé à l'AFP avoir prévenu les journalistes avant leur départ des « risques » que présentait le voyage en raison de l'intensification des patrouilles et des embuscades des forces soviético-afghanes.

Un avion d'Europe Assistance affrété par Antenne 2 avec à son bord le directeur de l'information de la chaîne, M. Michel Thoulouze, est arrivé mercredi soir à Karachi, d'où il devait repartir pour Quetta une fois obtenus les autorisations nécessaires des autorités pakistanaises.

UN GRAND REPORTER DES PLUS EXPÉRIMENTÉS

Le journaliste Jacques Abouchar est l'un des journalistes les plus expérimentés d'Antenne 2.

Spécialiste du Liban, où il a fait de longs et nombreux séjours, il est aussi l'auteur de grands reportages sur la famine en Éthiopie ou la vie quotidienne en Pologne. C'est la première fois qu'il se rendait en Afghanistan.

Né le 14 février 1931 à Paris, Jacques Abouchar est diplômé du Centre de formation des journalistes (CFJ). Après des stages à la Nouvelle République du Centre-Ouest à Tours, à l'AFP à Londres, puis à Reuter, il a notamment collaboré à l'Office de coopération radiophonique et aux émissions vers l'étranger de la RTF. Envoyé spécial permanent au Liban de 1970 à 1972, il fut ensuite délégué de l'ORTF en Côte d'Ivoire. Grand reporter à A2 de 1975 à 1981, il devient en septembre de la même année rédacteur en chef adjoint d'A2 dernière, puis rejoint le service étranger de la chaîne.

Jacques Abouchar est président de l'association Infos tiers-monde, groupement de journalistes qui veulent promouvoir l'information audiovisuelle sur les pays pauvres.



Koweït

Tous les mardis et jeudis. Départ 10 h 15. Arrivée 20 h 10 Orly-Sud.

Choisissez la qualité ! En première classe comme en classe Touriste, Austrian Airlines vous offre un service de haut niveau. Et le confort de ses DC9.

AUSTRIAN AIRLINES
Austrian Airlines, Orly-Sud.
Réservations : 266.34.66

Le « procès » de Philippe Augoyard

Un jeune médecin français, Philippe Augoyard, au service de l'organisation humanitaire Aide médicale internationale, avait été arrêté, en janvier 1983, dans la province du Logar, au sud de Kaboul. Il avait été présenté par la presse officielle afghane comme un « mercenaire travaillant avec les bandits contre-révolutionnaires », et comme un « espion » par l'agence soviétique Tass.

A l'issue d'un « procès » au cours duquel, selon Tass, il avait « reconnu sa culpabilité », et dont les conditions avaient été vivement dénoncées en France, il avait été condamné à huit ans de prison.

De nombreuses démissions diplomatiques avaient été faites en sa faveur, et une importante campagne avait eu lieu pour obtenir sa libération. Le docteur Augoyard avait bénéficié, en juin, d'une « mesure de clémence » et avait été libéré « en raison de son sincère repentir ».

Deux journalistes français, François Misse et Antoine Barraud, avaient été arrêtés, le 7 septembre 1980 en Afghanistan, alors qu'ils y effectuaient un reportage. Ils avaient été libérés le 4 novembre de la même année, après avoir été interrogés et avoir subi des interrogatoires.

Deux journalistes occidentaux ont d'autre part trouvé la mort en Afghanistan dans des circonstances imprécises : un Norvégien, Ståle Gundhus, au printemps 1983, et un Australien d'origine italienne, Rafaela Fero, en octobre 1983.

Plusieurs dizaines de journalistes - dont notre correspondant Patrick Claude - et d'universitaires sont entrés clandestinement en Afghanistan avec des groupes de résistants pour rapporter des témoignages sur l'évolution du conflit afghan depuis l'intervention militaire soviétique en décembre 1979. Ils utilisent des « filières » considérées jusqu'à une époque récente comme des voies de pénétration relativement sûres. Mais la résistance avait signalé depuis plus d'un mois une intensification des patrouilles soviético-afghanes le long de la frontière.

Un renforcement militaire soviétique dans les provinces bordant le Pakistan avait également été relevé des sources diplomatiques occidentales.

(Publicité)
La S.N.C.F. communique :
1914-1984
70^e anniversaire de la bataille de la Marne

C'est à la gare de l'Est, qui fut le point de départ vers la frontière de milliers de Français en août 1914, que se tiendra, du 8 septembre au 12 novembre 1984, une exposition organisée par le secrétariat d'Etat chargé des anciens combattants et victimes de guerre, en liaison avec la S.N.C.F.

Les objets présentés constituent un musée vivant de la guerre de 1914-1918.

(Publicité)
PROMOTEURS
Commercialisateur de haut niveau vous propose de vendre votre programme immobilier de 40 à 60 logements en 4 mois.
En priorité, montagne : Savoie, Haute-Savoie ; mer : Var, Alpes-Maritimes.
Résultats garantis par contrat avec responsabilité financière, commission importante demandée.
Ecrire n° 10220 le Monde Prêt qui transmettra.

(Publicité)
american center
-261, boulevard Raspail 75014 Paris
cours/american in v.o.
• stages intensifs à partir du 10 septembre
• sessions trimestrielles dès le 24 septembre
• week-ends à l'American Center
• préparation au TOEFL
inscriptions immédiates - renseignements 335.21.50

(Publicité)
**Tout y en a voter
Le Pen**
ce qu'un cadre supérieur (qui a voté Le Pen) a dans la tête, c'est dans Black/L'Officiel d'Afrique. Le nouveau journalisme noir. Mensuel. Par-tout. Le 15 du mois. 12 F. (Le samedi au 720.90.20).

Attentats et mesures de

Sofia (AFP). - La surveillance des bâtiments publics a été renforcée à Sofia à la suite d'attentats à la bombe commis dans plusieurs villes bulgares à la fin du mois d'août dernier. Selon l'AFP, une bombe a explosé à l'aéroport de Varna, située sur la mer Noire. Plusieurs personnes ont été blessées, dont un policier. Les attentats ont été attribués à des éléments du mouvement communiste. Le même jour, une autre bombe a explosé à la gare de Plovdiv, deuxième ville du pays, à 200 km au sud-est de Sofia. Ce jour-là, précisément, M. Todor Zhivkov, chef du parti et de l'Etat, était rendu de Varna à Plovdiv.

Selon d'autres témoignages, des attentats de moindre importance auraient également été commis à Bourgas, sur la mer Noire, à Chirpan, à Rousse sur le Danube, et à Targovichev, dans le nord-est du pays. Des barrages routiers ont été établis par les forces de police. Les attentats ont été attribués à des éléments du mouvement communiste. Les attentats ont été attribués à des éléments du mouvement communiste.

Depuis le début du mois, la capitale de la Bulgarie, Sofia, a été renforcée de policiers et de soldats en armes sur les principales artères de la ville.

JARDINS
Un nouvel espace pour profiter pleinement de la vie. En maintenant la liberté et en...
Le club vous propose des salons spacieux, confortables, de bon goût, de bon goût, de bon goût.

Le confort de l'axe d'orientation spacieux, confortables, de bon goût, de bon goût, de bon goût.
Des services permanents : mière 24 h sur 24, restaurant d'entretien, aide ménagère, repartir entre un nombre innumérable à chacun des services.

AIX-EN-PROVENCE
(42) 96.01.57
CHAMALIERES
(1) 266.06.83
GRASSE
(93) 36.24.47

AUX JARDINS
Informations : Hervé
Coupon-réponse
64200 Biarritz
Indiquez la Région
le vous enverra, sans aucun
Monsieur, Madame
Adresse :
Age : Monsieur

501 من الاموال

صكنا من الامل

EUROPE

...TOMBÉ DANS UNE EMBUSCADE
prisonnier des Soviétiques

...pendant dans la plus grande incertitude
l'ambassade de l'Union soviétique à Paris.
M. Vassil Nourinov a affirmé le matin
ne pas être au courant de cette affaire.

goyard

...de la nuit
...de la nuit
...de la nuit

...de la nuit
...de la nuit
...de la nuit

...de la nuit
...de la nuit
...de la nuit

...de la nuit
...de la nuit
...de la nuit

...de la nuit
...de la nuit
...de la nuit

...de la nuit
...de la nuit
...de la nuit

...de la nuit
...de la nuit
...de la nuit

...de la nuit
...de la nuit
...de la nuit

Bulgarie

Attentats inexplicables et mesures de sécurité inhabituelles

Sofia (AFP). - La surveillance des bâtiments publics a été renforcée à Sofia à la suite d'attentats à la bombe commis dans plusieurs villes bulgares à la fin du mois d'août dernier. Selon l'AFP, une bombe de forte puissance a explosé le 30 août à l'aéroport de Varna, station balnéaire située sur la mer Noire. Selon des témoins, plusieurs ambulances ont été vuées alors qu'elles se dirigeaient à toute allure vers l'aéroport où plusieurs personnes auraient trouvé la mort. Le même jour une heure plus tard, un autre attentat a eu lieu à la gare de Plovdiv, deuxième ville du pays, à 200 kilomètres au sud-est de Sofia. Ce jour-là précisément, M. Todor Jivkov, chef du parti et de l'Etat, s'était rendu de Varna à Plovdiv.

Selon d'autres témoignages, des attentats de moindre importance auraient également été signalés à Bourgas, sur la mer Noire, à Chougen, à Rousse sur le Danube, et à l'agglomération, dans le nord-est de la Bulgarie. Des barrages routiers ont été établis par les forces de police dans la nuit du 30 au 31 août sur la route allant de Plovdiv à Sofia, et ils sont toujours en place, tandis que d'autres barrages apparaissent dès la tombée de la nuit sur d'autres axes routiers.

Depuis le début du mois, il est interdit de stationner à Sofia devant la gare et l'aéroport, où la présence de militaires a été renforcée, tandis que des soldats en armes ont fait leur apparition devant le palais de la

culture, l'immeuble de la radio et d'autres bâtiments publics de la capitale.

La concomitance des deux principales explosions avec les déplacements du numéro un bulgare, laisse penser que les attentats traduisent une intention politique. Ils ont, d'autre part, été commis quelques jours avant les célébrations du quarantième anniversaire de la « révolution ».

La presse et les autorités bulgares observent le plus grand mutisme sur ces événements, et toutes sortes de rumeurs, parfois fantaisistes, circulent à Sofia. Le 6 avril dernier, un colis piégé avait explosé à la poste de Gorna-Oriahovitsa, dans le nord du pays, tuant trois personnes. Un homme reconnu coupable de cet attentat a été exécuté cet été.

● Une journée de la francophonie. - L'association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF) a décidé d'organiser chaque année une Journée internationale de la francophonie le 20 mars, jour anniversaire de la naissance en 1970 de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT). La 14^e assemblée générale de l'AIPLF réunie à Saint-Denis de la Réunion, d'autre part, réélit à sa présidence M. Daouda Sow, président de l'Assemblée nationale du Sénégal et décidé de tenir sa prochaine assemblée en juillet 1986 au Québec. - (AFP.)

Portugal

L'instruction du procès du lieutenant-colonel Otelo de Carvalho s'achève

De notre correspondant

Lisbonne. - Le procès du lieutenant-colonel Otelo de Carvalho, ainsi que d'autres détenus soupçonnés d'appartenir à une organisation dénommée Forces populaires du 25 avril (FP 25) entre, ce jeudi 20 septembre, dans une nouvelle phase. La période initiale des trois mois d'instruction vient de s'achever.

Selon la loi, le juge chargé de mener l'enquête doit désormais procéder à l'inculpation ou à la libération des détenus (1). Il peut également demander une période supplémentaire de trente jours au cas où il considérerait que certains éléments indispensables à l'accusation ne sont pas encore complètement éclaircis.

Au cours des dernières semaines, six personnes ont été libérées. Il s'agit dans la plupart des cas de « repentis », c'est-à-dire de membres de l'organisation clandestine qui ont décidé de collaborer avec la police. Les informations fournies par leurs soins, ainsi que des documents qui auraient été trouvés au domicile d'Otelo de Carvalho, semblent établir une relation entre les FP 25 et la Libye, d'où viendrait l'essentiel du financement. Les fonds seraient

canalisés vers le Portugal à partir d'un compte bancaire ouvert en Suisse au nom de plusieurs dirigeants de l'organisation.

Parmi ceux-ci figureraient M. Mouta Liz, fonctionnaire de la Banque du Portugal, arrêté le 18 septembre dans des conditions rocambolesques.

En dépit d'un mandat d'arrêt contre lui, M. Mouta Liz donnait des conférences de presse, circulait dans les rues de Lisbonne et interpellait même le premier ministre, M. Mario Soares, sur une plage de l'Algarve. « L'homme le plus recherché par la police », avait

annoncé, dans une interview à la radio, qu'il reprendrait son travail le 18 septembre.

Cette date a été respectée : c'est donc dans son bureau que les agents l'ont trouvé entouré de ses collègues et de journalistes appelés à « couvrir » l'événement.

Le juge d'instruction n'a aucun doute sur la réalité des liens entre les Forces populaires du 25 avril et la Force d'unité populaire (FUP), mouvement politique qui a soutenu, en 1980, la campagne à l'élection présidentielle d'Otelo de Carvalho. « Les FP 25 constituent le bras armé de la FUP », assure-t-on dans l'entourage du juge.

Cependant les protestations contre l'arrestation du « stratège de la révolution d'avril » se poursuivent. L'ASPA (Action de solidarité avec les prisonniers antifascistes) organise des réunions dans les principales villes du pays. Des pétitions signées par de nombreux intellectuels ont été adressées au premier ministre.

La position de M. Mario Soares reste pourtant inchangée : « C'est, dit-il, une affaire qui ne concerne que la justice. »

JOSÉ REBELO.

(1) Ceux-ci observent actuellement une grève de la faim. - NDLR.

PLESSEY: un nom à mettre en mémoire.

Présent au Sicoob
Niveau 4 - Zone B - Stand 4203
Sicoob OCM
Stand n° 706



Un grand nom de l'électronique mondiale.

A l'avant-garde de l'industrie électronique mondiale, Plessey : un nom dont la notoriété ne cesse de s'affirmer dans tous les secteurs de la vie économique. En informatique, composants électroniques, télécommunications, pour beaucoup de professionnels déjà, Plessey est un nom référence. La qualité de ses produits, leur fiabilité, le haut niveau du service offert par Plessey à travers le monde, permettent à la marque de participer, directement ou indirectement, à la vie courante de millions de personnes. En choisissant délibérément les équipements du futur en

informatique, en jouant avant toute chose l'avant-garde technologique, Plessey a su se rendre essentiel, partout où les critères sont extrêmement sélectifs. Si, pour vous aussi, le système informatique doit être un outil de qualité, choisissez Plessey. Pour tout renseignement, contactez Plessey au (0) 776.43.00 - 35, bd des Bouvets - 92000 Nanterre.

PLESSEY

JARDINS D'ARCADIE

L'ART DE VIVRE APRÈS 60 ANS AUX JARDINS D'ARCADIE.

Un NOUVEAU ART DE VIVRE : avec les Jardins d'Arcadie, Hervé Picot propose un nouvel art de vivre quand on a l'âge de profiter pleinement de son temps. En se créant de nouvelles amitiés. En se découvrant de nouvelles passions. En se maintenant en forme. En savourant chaque journée en toute liberté et en toute sécurité.

Le CLUB HOUSE : c'est là où se créent les activités de l'âge d'or : salons spacieux, billard, bibliothèque, restaurant... vous y êtes chez vous. Vous y retrouverez d'autres résidents de mêmes goûts, de même culture.

Le CONFORT DE L'ÂGE D'OR : vous vivez dans vos meubles, dans un appartement spacieux, comportant des équipements spéciaux de sécurité. Des chambres d'hôtes sont à votre disposition.

DES SERVICES PERMANENTS : service d'accueil et de garde jour et nuit, infirmière 24h sur 24, restaurant ouvert tous les jours midi et soir, personnel d'entretien, aide ménagère sur demande. Le coût strictement contrôlé est réparti entre un nombre d'appartements suffisant pour que la dépense incombant à chacun reste faible, malgré le caractère permanent des services.

DES SITES CHOISIS

AIX-EN-PROVENCE. (42) 96.01.57	LIMOGES. (59) 23.07.60	RUEL-MALMAISON. (1) 732.16.10
CHAMALIÈRES. (1) 266.06.83	MONTPELLIER. (67) 63.46.36	STRASBOURG. (1) 266.06.83
GRASSE. (93) 36.24.47	NICE. (59) 23.07.60	TOULOUSE. (59) 23.07.60

AUX JARDINS D'ARCADIE L'ÂGE D'OR S'INVENTE TOUS LES JOURS.
Informations : Hervé Picot S.A. 9, place de la Madeleine. 75008 Paris.
Tél. : 268.06.83

----- ✂ -----

Coupon-réponse à retourner à : Hervé Picot S.A. 62, avenue Foch.
94200 Biot.

Indiquez la Résidence de votre choix dans cette case

Je vous enverrai, sans engagement de votre part, une documentation.

Monsieur, Madame

Adresse : _____

Tél. : _____

Age : Monsieur _____ Madame _____

L.N. 20/84



Kowell

Austrian Airlines

AGFA

PHOTOCOPIE LE CONTRAT

SATISFAIT

U

USAGE

R

RELATION

AGFA-GEVAERT

politique

LA RÉUNION DU COMITÉ CENTRAL

Le PCF ménage la possibilité d'un accord électoral avec le PS en 1986

Le comité central du Parti communiste, dont la réunion s'est achevée dans la soirée du mercredi 19 septembre, a adopté à l'unanimité moins une abstention le rapport du bureau politique, présenté par M. Georges Marchais. Ce texte doit servir de base à l'élaboration du document préparatoire au

vingt-cinquième congrès du parti, prévu pour février 1985.

Le rapport de M. Marchais constitue, en lui-même, la référence du PCF pour les mois qui viennent, puisque'il doit être édité et diffusé auprès des militants.

L'intransigence de la direction, face aux critiques et aux souhaits émis par certains membres du comité central au mois de juin, s'est donc révélée efficace. Soit qu'ils n'ont jamais songé sérieusement, soit qu'ils y aient renoncé, ceux qui avaient interpellé la direction, il y a trois mois, n'ont pas franchi le pas qui aurait abouti à ce que s'affirmait dans la préparation du congrès une orientation différente de celle de la majorité du comité central.

Les normes de fonctionnement du PCF sont telles que toute expression d'une différence - autre que de « sensibilité » sur tel ou tel point particulier - est frappée d'illegimité. Faute de pouvoir se réfréner, ne serait-ce qu'implicitement, à un dirigeant de haut rang, ceux qui tentaient de se démarquer de la ligne - ou de l'absence de ligne - officielle se condamneraient à la suspicion et à l'isolement dans leurs fédérations respectives.

En se prononçant pour l'élaboration d'un document préparatoire complet, sur lequel devront s'engager les membres du comité central, et en soulignant que la tâche de ceux-ci consiste à expliquer les décisions prises, M. Marchais a montré clairement ce que la direction attend des responsables du parti. Il n'est donc pas question que la pratique du centralisme démocratique puisse être mise en cause. Les cadres du parti, qui tiennent leur autorité de cette pratique, sont donc confortés dans leur rôle, mais le prix à payer,

pour ceux qui avaient pu envisager d'en desserrer les contraintes, est l'abandon de cette tentative et une solidarité totale avec la direction.

Les signes que celle-ci a été comprise devaient apparaître dans les prochains jours. En fait, en laissant se développer, immédiatement après le scrutin européen, un risque de déstabilisation de l'appareil du parti (propos de M. Juquin sur le centralisme démocratique, reportage d'Antenne 2 sur les débats dans une section soudain « décriée », recul apparent sur le rapport du bureau politique au comité central des 26 et 27 juin), puis en menant l'offensive contre l'apparition présumée d'un « courant liquidateur » au sein du parti, la direction a en absorber le choc du 17 juin et de la réduction de l'influence du PCF à 11,28 % des voix.

La direction a su tirer parti, aussi, de l'effet médiatique de ces péripéties, pour faire sentir aux cadres le danger d'une pression extérieure - c'est-à-dire d'une intervention du PS - sur la politique du parti. De ces menaces, il ne restera que l'inspiration de la publication, le 22 septembre, dans l'Humanité, d'un compte rendu des soixante-dix-huit interventions au comité central, rédigé par leurs auteurs. Chacun prendra, ainsi, la responsabilité personnelle de l'image qu'il donnera du débat interne.

Il restera aussi l'abstention d'un membre du comité central, M. Félix Damette, sur le rapport du bureau politique. animateur de la section

« régions » du comité central sous la responsabilité de M. René Fiquet, professeur de géographie à l'université Paris-I, M. Damette avait été, en 1979, co-auteur d'un livre qui développait la « stratégie autogestionnaire » revendiquée alors par le PCF comme substitut du programme commun. En la même année, à l'Assemblée européenne, M. Damette avait été élu, en 1984, de la liste des candidats du PCF à cette Assemblée. Un autre membre du comité central, M. Yvan Tricaud, premier secrétaire de la fédération de l'Essonne (celle de M. Juquin), avait annoncé mardi son intention de s'abstenir ; il est revenu, ensuite, sur sa décision.

Des pages aux adversaires de l'union

L'unanimité est donc faite, à une exception près, sur l'orientation présentée par M. Marchais. La lecture du rapport confirme que le bureau politique, tout en condamnant l'union avec le PS, a décidé de laisser ouverte la possibilité d'une entente électorale en 1986. « Nous ferons tout pour la battre », dit M. Marchais en parlant de la droite. Le secrétaire général, dont le texte se signale par son caractère contradictoire, affirme que la « déception » témoigne de la volonté des socialistes de faire avancer « l'idée d'une disparition de la notion de majorité d'union de la gauche », mais estime, aussitôt après, que le PS cherche, en fait, à ramener à lui l'électorat « flottant » plutôt qu'à passer des accords avec les représentants de l'opposition. Le secrétaire général tente, ainsi, de satisfaire à la fois ceux à qui le combat contre le PS tient lieu de politique et ceux qui craignent que le PCF ne se fasse piéger par la bipolarisation en 1986, comme en 1981.

Les gages donnés aux premiers vont, toutefois, très loin. M. Marchais, d'abord, instruit un procès détaillé contre la politique gouvernementale depuis juin 1982, au mépris de ce qu'il avait lui-même déclaré à plusieurs reprises. Ainsi, avait-il, le 24 mai à la télévision, qualifié de « remarquable » le bilan du gouvernement de la gauche. Ainsi avait-il indiqué, le 3 juin, à la radio : « Si la gauche n'obtient pas les résultats souhaitables lors des élections européennes, nous n'en tirerons pas la conclusion qu'il faut changer de politique. »

Le secrétaire général se livre, d'autre part, à un « démontage » dévastateur de la politique d'union menée par son parti à partir de la fin des années 50. La période du programme commun, signé en 1972 par M. Marchais, chef du parti depuis 1969, est particulièrement critiquée, l'avènement de la direction du parti apparaissant, à la lecture du rapport, indéfendable.

Le bilan que fait M. Marchais de « vingt-cinq ans d'union de la gauche » est, tout autant, celui de sa propre gestion du PCF, vue par les adversaires de l'union. Si tant est que le secrétaire général sorte conforté de l'épreuve des trois mois qui viennent de s'écouler, il n'en sort pas grandi.

PATRICK JARREAU.

Propos et débats

M. Debarge : Moscou

M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS chargé des relations extérieures, évoque, dans une interview publiée par l'hebdomadaire Paris-Match daté septembre, la question des relations entre communistes et socialistes.

« Gare à celui qui, par son attitude, serait le responsable authentique de la rupture. Nous ne prendrons jamais cette responsabilité », souligne M. Debarge, qui annonce que son parti va « interpellier » le PCF pour « le forcer à s'expliquer » sur son attitude depuis son départ du gouvernement.

M. Debarge, qui se déclare partisan de la politique d'union de la gauche, considère qu'il faut « élargir » le « front de classe » autour du PS avec tous ceux qui le souhaitent et créer un grand rassemblement. Pour lui, la stratégie de la rupture de l'union choisie par la direction du PCF s'explique en partie par « les relations internationales privilégiées » que le PCF a avec le PC soviétique, mais aussi parce que le « PCF veut maintenir son secrétaire général à son poste », qu'il « cherche à bloquer tout débat interne » et qu'il veut « redorer son blason électoral ».

Quant au PS, M. Debarge reconnaît qu'il « est en moyenne plus à gauche que la pratique du pouvoir », et estime qu'il ne « doit pas avoir trop d'états d'âme ». En ce qui concerne le cantonal, « étape très délicate », les socialistes sont « décidés à appliquer totalement la méthode de désistement pour le candidat de gauche le mieux placé ». A propos des élections législatives de 1986, M. Debarge affirme que les socialistes n'accepteront pas « un accord d'unité bilatérale » avec le PCF.

M. Le Pen : les fonctionnaires

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a estimé, mercredi 19 septembre à la Bourboule (Puy-de-Dôme), que la vie politique française « est actuellement colonisée par les fonctionnaires ». En ce qui concerne le cantonal, « étape très délicate », les socialistes sont « décidés à appliquer totalement la méthode de désistement pour le candidat de gauche le mieux placé ». A propos des élections législatives de 1986, M. Debarge affirme que les socialistes n'accepteront pas « un accord d'unité bilatérale » avec le PCF.

M. Le Pen qui était venu apporter son soutien à M. Jean-Claude Wétariot, candidat du Front national à l'élection législative partielle du Puy-de-Dôme contre M. Giacard d'Estaing s'est déclaré « étonné par la volonté de l'ancien président de la République d'entamer une seconde carrière, comme certaines dames de cinquante ans tentent de se faire une nouvelle jeunesse ».

DU PARTI COMMUNISTE

La politique dom

Dans le long rapport qu'il a présenté au comité central du PCF, le secrétaire général M. Marchais rappelle l'acquis non négligeable de la première année de gouvernement de la gauche. Le secrétaire général souligne ensuite que, à partir de l'été 1982, « sous le vocable de la rigueur, la démarche qui consistait à privilégier le financement du capital, en espérant que le gonflement des profits entraînerait une hausse des investissements, un nivellement de l'inflation et la réduction des équilibres financiers, pour mener à leur tour la modernisation de l'outil de production et la création de l'emploi, est devenue précaire ». « que, ainsi, au lieu d'être allié au service d'une politique économique nouvelle, les socialistes de la gauche aient dû se battre pour être pratiquement exclus », et que, « dans ces conditions, comme c'était prévisible, la politique économique et sociale du parti s'est peu à peu aggravée ».

M. Marchais rappelle les « erreurs » formulées par les communistes à commencer par celle de juin 1982 contre le blocage des salaires et leur effort de renouvellement de leur discours économique, leurs tentatives pour que « la gauche une politique nouvelle », conforme aux « engagements pris par le président de la République », s'étant révélées vaines, les communistes ont décidé de « ne pas participer à un gouvernement qui accentuerait, voire accentuerait, la même orientation négative ».

LA CGT ET L

Une lettre de M.

Nous avons reçu de M. René L... un membre du secrétariat confédéral de la CGT la lettre suivante : « Dans le Monde daté du mardi 18 septembre, un article de M. Patrick Jarreau consacré dans son titre à son contenu au Parti communiste, commence en promettant par ces lignes : « M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, rappelle d'instinct les salaires, au début juin, RTL, le Monde », à « rendre le paquet » pour réaliser le mouvement contre la crise ». Les membres du bureau confédéral de la CGT ont été profondément surpris par ce qu'ils considéraient comme une double trahison.

La première consiste à pratiquer l'antagonisme entre la CGT et le Parti communiste français. C'est une attitude de secrétaire général de la CGT que Henri Krasucki s'octroie. Ses propos reflètent l'opinion du bureau confédéral tout entier sur la base clairement syndicale de la démarche de notre organisation.

La CGT et sa direction n'admettent de personne que l'on mette en cause son indépendance. On peut en dire tout ce qu'on veut, mais c'est sur le fond qu'il s'agit d'en débattre et non par des procédés qui relèvent de la malhonnêteté intellectuelle.

La seconde malveillance consiste à attribuer au secrétaire général de la CGT des propos qu'il n'a pas tenus.

Non seulement Henri Krasucki n'a pas dit un « rassemblement », mais il a refusé de s'exprimer sur une idée qui relève du



VICKI
A MONTALENT
D'ADAPTATION,
CE N'EST PAS
PEU DIRE.



ique

NDU COMITÉ CENTRAL

né d'un accord électoral en 1986

Le rapport de M. Marchais, consacré au bilan de la politique du PCF pour les mois qui précèdent, sera lu au comité central du parti, prévu pour le 17 septembre.

Le rapport de M. Marchais, consacré au bilan de la politique du PCF pour les mois qui précèdent, sera lu au comité central du parti, prévu pour le 17 septembre.

Le rapport de M. Marchais, consacré au bilan de la politique du PCF pour les mois qui précèdent, sera lu au comité central du parti, prévu pour le 17 septembre.

Le rapport de M. Marchais, consacré au bilan de la politique du PCF pour les mois qui précèdent, sera lu au comité central du parti, prévu pour le 17 septembre.

Le rapport de M. Marchais, consacré au bilan de la politique du PCF pour les mois qui précèdent, sera lu au comité central du parti, prévu pour le 17 septembre.

Le rapport de M. Marchais, consacré au bilan de la politique du PCF pour les mois qui précèdent, sera lu au comité central du parti, prévu pour le 17 septembre.

Le rapport de M. Marchais, consacré au bilan de la politique du PCF pour les mois qui précèdent, sera lu au comité central du parti, prévu pour le 17 septembre.

Le rapport de M. Marchais, consacré au bilan de la politique du PCF pour les mois qui précèdent, sera lu au comité central du parti, prévu pour le 17 septembre.

Le rapport de M. Marchais, consacré au bilan de la politique du PCF pour les mois qui précèdent, sera lu au comité central du parti, prévu pour le 17 septembre.

Le rapport de M. Marchais, consacré au bilan de la politique du PCF pour les mois qui précèdent, sera lu au comité central du parti, prévu pour le 17 septembre.

Le rapport de M. Marchais, consacré au bilan de la politique du PCF pour les mois qui précèdent, sera lu au comité central du parti, prévu pour le 17 septembre.

Le rapport de M. Marchais, consacré au bilan de la politique du PCF pour les mois qui précèdent, sera lu au comité central du parti, prévu pour le 17 septembre.

DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

La politique de « rigueur » est un tunnel dont on ne voit pas le bout

déclare M. Marchais

Dans le long rapport qu'il a présenté au comité central du PCF, le 17 septembre, M. Marchais rappelle d'abord les « acquis non négligeables » de la première année de gouvernement de la gauche. Le secrétaire général souligne ensuite que, à partir de l'été 1982, « sous le vocable de la rigueur, la démarche qui consiste à privilégier le financement du capital, en espérant que le gonflement des profits entraînerait une relance des investissements, un recul de l'inflation et le rétablissement des équilibres financiers, permettant, à leur tour, la modernisation de l'outil de production et la relance de l'emploi, est devenue prépondérante », que, « ainsi, au lieu d'être utilisés au service d'une politique économique nouvelle, les atouts dont la gauche avait doté notre pays ont été pratiquement vidés », et que, « dans ces conditions, comme c'était prévisible, la situation économique et sociale du pays s'est peu à peu aggravée ».

M. Marchais rappelle les « mises en garde » formulées par les communistes, à commencer par celle de juin 1982 contre le blocage des salaires, et leur effort de renouvellement de leur discours économique. Leurs tentatives pour que « le dégoût d'une politique nouvelle » conforme aux « engagements pris par le président de la République en 1981 », s'étant révélées vaines, les communistes ont décidé de « ne pas participer à un gouvernement qui continuerait, voire accentuerait, la même orientation négative ».

Laquelle « aggrave la crise et mène à l'échec ». « Tant que nous avons estimé que notre participation pouvait influencer, si peu que ce soit, sur l'action gouvernementale, dit M. Marchais, tant qu'une chance a existé, aussi réduite soit-elle, qu'on nous entende, nous avons continué, loyalement, à travailler au sein du gouvernement, afin de tenir les engagements que nous avions pris en commun ».

Le secrétaire général souligne ensuite que le départ du PCF du gouvernement « n'a nullement le sens d'une démission » ni d'un « désintérêt à l'égard de l'issue du combat engagé depuis 1981 ». « La droite, s'il est dit, ne doit se faire aucune illusion : c'est elle notre adversaire ; (...) nous ferons tout pour la battre ».

M. Marchais souligne « l'ampleur des reculs » opérés par le gouvernement et par le PS sur l'enseignement privé, sur le projet de référendum et sur la presse. Dans les conflits sociaux liés à des suppressions d'emplois, le gouvernement, estime-t-il, « s'aligne sur les décisions patronales, qui sont purement et simplement entérinées ». Quant au projet de budget pour 1985, il est « mauvais ». « Cette politique de rigueur », déclare le secrétaire général, « n'est pas une parenthèse, c'est un tunnel, dont on ne voit pas le bout ».

Observant le consensus dont bénéficie l'orientation suivie par le gouvernement de la part de la droite et du patronat, M. Marchais estime

que le PS « avance avec de plus en plus de précision l'idée d'une disparition de la notion de majorité d'union de la gauche ». « En vérité, précise M. Marchais, tout montre que, dans la perspective des élections législatives de 1986, les appels à la « désinflation » venant du gouvernement et de la majorité procèdent plus d'un souci d'élargissement au « centre » de l'influence du Parti socialiste, vers ce qu'il est convenu d'appeler l'élection « flottante », que d'une volonté de conclure, dans l'immédiat, un accord politique avec les partis de droite. Ce danger a, manifestement, été perçu par les leaders de l'opposition, qui s'emploient, chacun selon la place qu'il occupe sur l'échiquier politique, à maintenir leurs positions au sein de cet électoral dit « modéré ».

Répondant aux amis de M. Pierre Mauroy, partisans d'un renouveau de l'union de la gauche avec un PC renoué, le secrétaire général souligne que « la politique mise en œuvre par Laurent Fabius, aujourd'hui, ne constitue nullement une rupture, mais un prolongement de celle qu'a pratiquée Pierre Mauroy (...) Même si Pierre Mauroy n'avait pas remis la démission de son gouvernement en juillet, chacun comprend que la politique qu'il mettait en œuvre aurait, de toute façon, posé la question de la participation des communistes au gouvernement ».

Selon M. Marchais, « il est possible de rassembler les forces capables d'empêcher le retour de la droite ». Il propose, comme thèmes de « rassemblement », l'emploi, le pouvoir d'achat, la justice sociale, le développement de l'agriculture, le logement, la sécurité, l'école, la démocratie et la paix.

Abordant la question de la préparation du vingt-cinquième congrès, M. Marchais indique que l'élaboration d'un document préparatoire, « proposant une analyse et une ligne politiques » est « indispensable », car « c'est la condition et la garantie d'un débat fructueux, complet, démocratique ». Il précise, toutefois, que ce texte (1) « n'a pas obligatoirement à être de dimension considérable ».

Sur la stratégie, M. Marchais indique : « Union des formations politiques, oui, chaque fois que le Parti socialiste ou d'autres formations sont prêts à travailler concrètement avec nous pour avancer dans la solution des problèmes du pays ; mais union qui ne conduise en aucun cas à renoncer ni à l'intervention active du mouvement populaire sous toutes ses formes, ni à l'activité propre du parti en faveur de ses idées ».

La nature quasi monarchique du pouvoir

Le vingt-cinquième congrès, indique M. Marchais, devra mettre en avant l'analyse que les communistes font de la crise — crise économique, crise de société — et leur critique du système politique. « La Constitution de 1958, déclare le secrétaire général, et, plus exactement, l'interprétation qui lui a été donnée dans la pratique depuis la réforme de 1962, instituant l'élection du président de la République au suffrage universel, a eu des conséquences multiples à tous les niveaux de la vie du pays : conséquences sur la nature quasi monarchique du pouvoir, exercé par un homme seul, le gouvernement

voyant son statut réduit à celui d'exécutant des choix politiques du chef de l'Etat ; conséquences sur la vie des assemblées élues, en premier lieu de l'Assemblée nationale, dont le rôle a été pratiquement abaissé jusqu'au point zéro ; conséquences sur le débat politique, extraordinairement appauvri parce qu'il tourne essentiellement, de sept ans en sept ans, autour des quelques thèmes que les médias présentent comme « présidentiables » ; conséquences sur les comportements électoraux, puisque le mécanisme institutionnel conduit, de manière automatique, à une bipolarisation mortelle pour un véritable pluralisme ; conséquences, enfin, sur l'esprit civique des Français, à qui « la politique » peut apparaître de plus en plus comme un domaine totalement étranger à leurs préoccupations ».

M. Marchais indique que le document préparatoire au congrès devra, aussi, écarter l'assimilation de la « voie démocratique » vers le socialisme, préconisée par le PCF, « à la seule réunion de la gauche ». Le secrétaire général revient sur le « retard stratégique » pris par le PCF à la fin des années 50 et sur le fait que le programme commun de gouvernement proposé aux socialistes dès octobre 1958 correspondait à « une forme d'union (qui) contenait en germe, dès l'origine, les obstacles, les handicaps, les graves difficultés qui ont peu à peu surgi, jusqu'à aboutir à la situation que nous connaissons aujourd'hui ».

En signant le programme commun, estime M. Marchais, le PCF a « nourri l'illusion que le Parti socialiste était réellement favorable à des réformes profondes, à une véritable rupture avec le capitalisme », alors que le PS, « qu'il se soustrait à un programme mettant en accusation la politique et les structures du capital, a, aujourd'hui, renoncé à ce programme et participe à la diffusion des idées réformistes et permissives sur la fatalité de la crise du chômage, de l'austérité ». Finalement, selon M. Marchais, l'influence du PCF, pendant cette période, en est venue à « dépendre du comportement, anti-unitaire ou unitaire, du Parti socialiste. Ce dernier — et singulièrement François Mitterrand — a compris, ajoute M. Marchais, tout le profit qu'il pourrait tirer de cette situation pour atteindre son objectif fondamental : l'affaiblissement du Parti communiste français ». La question de l'union et celle du contenu du programme étant réglées, le PS a pu « faire la différence » avec le PCF grâce à la bipolarisation et au thème des droits de l'homme.

Toutefois, selon M. Marchais, si le recul électoral de 1981 s'explique par le « retard » du PCF et par la forme d'union antérieure à 1977, celui du 17 juin dernier a une autre signification : il « s'explique d'abord et surtout par un mouvement d'abandon massif, qui a frappé l'ensemble des partis de gauche, et le Parti socialiste, rappelons-le, plus que nous ».

Le secrétaire général explique, ensuite, que le vingt-cinquième congrès sera : « un nouveau rassemblement populaire majoritaire ». Ce rassemblement devra se faire sur des objectifs « inscrits dans la perspective (du) socialisme à la française ». A ce sujet, M. Marchais répond, à ceux qui proposent de « couper la chaîne » attachant le PCF au « boulet » des pays socialistes : « Une telle démarche est profondément erronée. D'abord parce qu'elle est illusoire : ce que nous voulons pour la France, c'est une société socialiste. Originale, démocratique, « à la française », différente profondément de ce qui se construit ailleurs, oui. Mais socialiste. Qu'on le veuille ou non, pour former leur jugement, les Français qui tournent leurs regards vers nous, qui peuvent être gagnés à notre projet de société, se référeront toujours au socialisme tel qu'il s'édifie dans plusieurs pays ».

M. Marchais réaffirme, ainsi, la « validité » du centralisme démocratique comme principe d'organisation, tout en soulignant que « la circulation des idées de haut en bas et de bas en haut » soit améliorée.

(1) La commission chargée de préparer ce document est composée de MM. Georges Marchais, Paul Laurent, M^{me} Sylviane Aharé, M^{me} Gérard Aharé, Rémy Auché, M^{me} Daniel Bleitrach, M^{me} Pierre Blotin, Jacques Denis, Michel Duport, Charles Fierman, M^{me} Nelly Foissac, M^{me} Jean-Claude Gayssot, Philippe Hérin, Jean-Pierre Kaban, René Leguen, Roland Leroy, Jean-Paul Magnon, M^{me} Gisèle Moreau, M^{me} Marcel Rosette et Francis Wertz, le rapporteur est M. Lasserre.

"LIRE L'ENQUÊTE DE GUY SORMAN, C'EST LE DEVOIR PRIORITAIRE DE LA RENTRÉE"

Le Point



GUY SORMAN

La solution libérale

FAYARD

288 pages
74 F

"Ce qui est passionnant chez Sorman, ce sont les expériences libérales qu'il a rapportées du monde entier et qu'il livre ici d'une façon très lisible et non sectaire. Guy Sorman est l'un des hommes qui, aujourd'hui, fait changer la France."

Le Quotidien de Paris

"Ce que Guy Sorman ramène dans son épuisette est assez passionnant, car si on a lu des livres qui trompent sur le libéralisme et expliquent gravement qu'hors de lui, il n'y a point de salut, leurs auteurs avaient rarement été voir sur place comment il s'appliquait."

Pierre Drouin - Le Monde

FAYARD

VICKI C'EST TOUT MOI EN PORTABLE.

VICKI MONTALENT D'ADAPTATION, E N'EST PAS PEU DIRE.

POLITIQUE

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi 19 septembre au palais de l'Élysée sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

COMPTES CONSOLIDÉS

Harmonisation de la législation française avec les règles communautaires. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques.

Déjà pratiquée par les plus grandes entreprises, la consolidation des comptes deviendra obligatoire pour les sociétés de capitaux et pour les établissements publics qui contrôleront ou exerceront une influence notable sur un ensemble d'entreprises ayant atteint une taille significative.

Le projet de loi tend ainsi à mettre le droit français en harmonie avec la septième directive des Communautés européennes du 13 juin 1983 relative à la coordination du droit des sociétés. Il facilitera l'accès des grandes entreprises aux marchés financiers grâce à des méthodes comptables désormais reconnues.

DROITS DE L'HOMME

La commission consultative des droits de l'homme a tenu, le 13 septembre, sous la présidence de M^{me} Nicole Questiaux, sa première réunion depuis la décision du gouvernement d'en élargir la compétence à toutes les actions extérieures de la France dans la défense des droits de l'homme.

Le gouvernement rappelle l'importance qu'il attache à cet aspect essentiel de la politique étrangère de la France. Il convient de poursuivre avec ténacité les efforts en vue de renforcer la législation internationale, d'améliorer les possibilités de recours individuels à des organes internationaux impartiaux et d'élargir le champ couvert à des droits économiques et sociaux. Il faut aussi agir sur le plan bilatéral, dans la négociation d'actes internationaux ge-

stissant le droit des personnes (transfèrement des détenus, application des jugements, notamment de garde d'enfants...), et intervenir directement de manière aussi efficace que possible en faveur de victimes de violations des droits fondamentaux.

DÉVELOPPEMENT

La France poursuivra à Washington son action en vue de la reconstruction du système monétaire international et d'une meilleure prise en compte des besoins du tiers-monde. — Le ministre de l'économie, des finances et du budget et le ministre délégué, chargé de la coopération et du développement ont présenté au conseil des ministres des communications sur la préparation des prochaines réunions financières internationales qui se dérouleront à Washington seront à l'occasion des assemblées générales de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international et sur l'engagement de la France en faveur du développement.

1) Le ministre de l'économie, des finances et du budget a rappelé le contexte économique et financier mondial, dominé par les problèmes d'endettement des pays en développement et par les inquiétudes qu'inspirent les évolutions erratiques du dollar et le niveau des taux d'intérêt américains ainsi que l'insuffisance des moyens de financement disponibles pour le développement du tiers-monde. Les réunions qui se tiendront à Washington seront l'occasion pour la France :

— de rappeler aux États-Unis leurs responsabilités à l'égard de la communauté occidentale et du développement de l'économie mondiale, à un moment où leur politique financière compromet la reprise économique amorcée dans la plupart des pays et risque de ruiner l'effort d'assainissement engagé avec courage par de nombreux pays en développement ;

— de marquer avec fermeté son attachement à maintenir des procédures d'accès élargi aux ressources du Fonds monétaire international et au principe d'une nouvelle allocation de droits de tirage spéciaux afin de

contribuer effectivement à aider les pays en développement à poursuivre leur indispensable effort d'ajustement ;

— de rappeler l'urgence des travaux en cours dans les groupes créés à la suite des propositions du président de la République française sur la reconstruction du système monétaire international, et la nécessité d'y associer rapidement les pays en développement ;

— de relancer les programmes d'aide et de proposer une adaptation des interventions de la Banque mondiale aux besoins des pays en développement, notamment par la mise en place d'une nouvelle formule de prêts, les prêts-pays.

2) Le ministre délégué chargé de la coopération et du développement a souligné que les politiques du développement doivent aujourd'hui se déployer dans le contexte nouveau caractérisé pour la plupart des pays du Sud par des difficultés financières croissantes, des handicaps structurels persistants et des phénomènes climatiques d'une gravité extrême. Les pays d'Afrique au sud du Sahara sont les plus directement touchés.

Pour sa part, la France a notablement accru sa contribution au développement depuis 1981. Son effort d'aide publique dépassera 0,50 % du produit intérieur brut en 1984, contre 0,38 % en 1980, et la place au premier rang des grands pays industriels pour sa participation au développement. À l'intérieur de cette aide, l'effort réalisé en faveur des pays les moins avancés (PMA) atteindra en 1985 l'objectif de 0,15 % du produit intérieur brut, comme le président de la République en avait pris l'engagement en 1981.

La France poursuivra son action en vue d'atteindre, pour le montant global de son aide publique, l'objectif de 0,7 % du produit intérieur brut.

Parallèlement, elle soutiendra tous les efforts de la communauté internationale visant à concentrer un ensemble de moyens financiers supplémentaires pour une action urgente et concertée en faveur de l'Afrique sud-saharienne. À cet égard, le plan spécial pour l'Afrique

proposé par la Banque mondiale pourrait constituer le point de départ d'une action efficace, s'il est doté de moyens suffisants.

Elle encouragera la création d'une réserve destinée à assurer, dans le cadre du système Fonds européen de développement, une participation de la CEE aux actions d'urgence en faveur de l'Afrique.

RENTÉE SCOLAIRE

Bonne rentrée pour les 12 millions d'élèves accueillis cette année à l'école, au collège ou au lycée. — Le ministre de l'éducation nationale a présenté au conseil des ministres la rentrée scolaire 1984. Des informations convergentes montrent que cette rentrée, qui concernait plus de douze millions d'élèves, s'est effectuée dans de bonnes conditions dans toutes les académies.

Grâce à une active préparation de cette rentrée et à la mise en œuvre de mesures d'urgence, les inévitables difficultés ont pu être réduites au minimum. Tous les services du ministère de l'éducation nationale sont mobilisés pour répondre au plus vite, dans l'intérêt des élèves et de leur famille, aux problèmes signalés.

Une nouvelle étape a été franchie dans la scolarisation des enfants de deux et trois ans, grâce à la création de près de mille quatre cents classes maternelles.

Dans le second degré, les effectifs sont plus nombreux cette année, ce qui a conduit à accroître les moyens d'enseignement. Près de vingt mille places ont été ouvertes dans l'enseignement technique et professionnel. La rénovation a été engagée dans 10 % des collèges.

Un effort très important a été accompli pour faciliter les rapprochements de conjoints enseignants : trois mille neuf cents demandes ont été satisfaites, soit plus du double des années antérieures. Cet effort sera poursuivi.

Le conseil des ministres a rendu hommage, à l'occasion de la rentrée, au sérieux, à la compétence et au dévouement dont font preuve les personnels de l'éducation nationale, tant enseignants que non enseignants.

Six parlementaires de l'opposition participeront à la délégation de la France à la prochaine session de l'ONU

Nouvelle manifestation de « désobéissance » : six parlementaires de l'opposition — deux députés, MM. Michel Barnier (RPR, Savoie), Bernard Stasi (UDF-CDS, Marne) ; quatre sénateurs, MM. André Bettencourt (UERI, Seine-Maritime), Jacques Chaurmont (RPR, Sarthe), Edgar Faure (Gauche dém., Doubs) et Claude Mont (Union cent., Loire) — ont accepté de participer à la délégation qui représentera la France à la prochaine assemblée générale de l'Organisation des Nations unies.

Ce n'est pas la première fois que des parlementaires de l'opposition sont invités à représenter la France en pareille circonstance. En 1978, M. Jean-Pierre Cot avait participé à la délégation envoyée à l'Assemblée extraordinaire convoquée par l'ONU pour débattre des problèmes de désarmement. En 1976, en effet, M. Cot avait été le seul représentant du Parti socialiste et de la gauche au sein de la délégation. Le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, avait pris l'initiative de cette invitation pour démontrer justement son propre souci de « désobéissance ».

En 1983, le gouvernement avait également invité plusieurs membres de l'opposition, dont MM. Edgar Faure et Jean de Lipietz.

C'est le ministre des relations extérieures, M. Claude Cheysson, qui a informé le conseil des ministres, réuni mercredi 19 septembre, de la composition de la délégation de la France à la trente-septième session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies.

Outre MM. Cheysson, Nucci, ministre chargé de la coopération et du développement, Bayle, secrétaire d'État auprès du ministre des relations extérieures, Claude Estier et Jean Lecanuet, qui président respectivement la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale et la commission des affaires étrangères du Sénat, cette délégation comprendra des parlementaires et des représentants des organisations syndicales. Elle sera en effet composée de six députés, MM. Michel Barnier (RPR, Savoie), André Bellon (PS, Alpes-de-Haute-Provence), Raymond Julien (app. PS, Gironde), Robert Mondard-Gout (PC, Val-d'Oise), M^{me} Véronique Niertz (PS, Seine-Saint-Denis), M. Bernard Stasi (UDF-CDS, Marne), et de six sénateurs : MM. André Bettencourt (UERI, Seine-Maritime), Jacques Chaurmont (RPR, Sarthe), Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Belfort), Edgar Faure (Gauche dém., Doubs), Maurice Faure (Gauche dém., Loire) et Claude Mont (Union cent., Loire).

Les représentants des organisations syndicales seront MM. Joannis Galland (CGT), Albert Mercier



Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres, qui s'est réuni le mercredi 19 septembre, a décidé le mouvement préfectoral suivant :

PICARDE :

M. Jacques Seval, préfet hors classe, est nommé commissaire de la République de la région Picardie, commissaire du département de la Somme, en remplacement de M. Gérard Dupré, nommé sur sa demande préfet hors cadre.

[Né le 12 juillet 1930 à Cambrai (Marne), attaché de préfecture, M. Jacques Seval a été nommé, en janvier 1980, chef de cabinet du préfet d'Indre-et-Loire, puis, en juin 1982, chef de cabinet du préfet de Tarn-et-Garonne. Il devient, en janvier 1983, secrétaire général de la Loire, puis, en février 1983, de la Dordogne. Chargé de mission auprès du préfet du Pas-de-Calais en février 1972, puis, en juin 1973, chef de la mission régionale auprès du préfet de la région Nord-Pas-de-Calais, M. André Chadeau, il suit de dernier en qualité de conseiller technique lorsqu'il est nommé délégué à l'aménagement du territoire, en mai 1978. En avril 1980, il devient préfet de la Réunion puis, en juillet 1981, préfet de l'Indre, avant d'être nommé conseiller technique au cabinet de M. Pierre Mauroy en juillet 1982.]

DORDOGNE :

M. Jacques Gasnier, sous-préfet hors classe en service détaché, est nommé préfet, commissaire de la République du département de la Dordogne. Il succède à Jean Biscabé, décédé en juillet dernier.

[Né le 9 juin 1933 à Verdes (Loire-Atlantique), licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques, M. Jacques Gasnier entre dans l'administration en 1957. Il occupe successivement les fonctions de chef de cabinet du préfet du Var, de 1957 à 1958, chef de cabinet du préfet de l'Ariège, de 1960 à 1963, puis secrétaire général de ce département avant de devenir, en 1966, sous-préfet de Bellac. Il est ensuite sous-préfet de Redon (Ille-et-Vilaine), puis détaché au ministère de l'intérieur de 1970 à 1971, chef de la mission régionale auprès du préfet de la région Aquitaine de 1971 à 1973, sous-préfet de Brest de 1973 à 1982. Il était depuis deux ans directeur général des services départementaux de la Gironde.]

YONNE :

M. Michel Desmet, sous-préfet en service détaché, est nommé préfet, commissaire de la République du département de l'Yonne, en remplacement de M. Michel Eon, mis à la disposition du ministre des relations extérieures.

[Né le 28 août 1933 à Dunkerque (Nord), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Michel Desmet commence sa carrière administrative en 1956. Il assume notamment les fonctions de chef de cabinet du préfet des Hautes-Alpes (1957-1958), du préfet des Ardennes (1958-1960), du préfet de Bône, en Algérie (1960-1961), du préfet du Var (1961-1963) puis devient secrétaire général de la Loire (1963-1965), directeur du cabinet du préfet de la Somme (1965-1967) avant d'être nommé chef de cabinet du ministre de l'agriculture, Jacques Duhamel, en 1969, et de conserver ces fonctions auprès de celui-ci au ministère des affaires culturelles, en 1972. M. Desmet est ensuite nommé, en mars 1972, secrétaire général du Val-de-Marne, en 1975 directeur du cabinet du secrétaire d'État aux postes et télécommunications, M. Achille Fould, enfin, en 1976, chargé de la sous-direction de l'équipement et du développement à la direction générale des collectivités locales au ministère de l'intérieur. Depuis le mois d'octobre 1977, il était conseiller du gouvernement pour l'intérieur auprès du ministre d'État de la principauté de Monaco.]

M. Alain Dufour, préfet, commissaire de la République du département de la Manche, a été nommé, sur sa demande, préfet hors cadre.

● M. Mauroy à l'Élysée. — M. Pierre Mauroy et son épouse ont été mercredi 19 septembre, les hôtes à déjeuner du président de la République et de M^{me} Danielle Mitterrand. À sa sortie de l'Élysée, où il n'était pas revenu depuis son départ de l'hôtel Matignon, l'ancien premier ministre s'est borné à indiquer qu'il s'agissait d'un « déjeuner amical ».

(Publicité)

Produits de beauté à prix... incroyables

Les mêmes qu'il crée pour les marques les plus prestigieuses, M. Marzok, pharmacien, les propose en conditions simplifiées souvent trois fois moins cher que dans leurs emballages originaux : baumes et crèmes à l'essence, crèmes au gingembre, crèmes amincissantes aux algues et laines, shampoings, toniques, etc. Laboratoires Planadern, à l'ontetoul du 52, Faubourg-Poissonnière, 10^e, de 13 à 18 h, sauf samedi. 246.42.88. Expéditions en province.

Au Grand Palais à Paris
du 20 Septembre au 7 Octobre 1984

La XII^e Biennale internationale des Antiquaires

avec
la Haute Joaillerie de France

Ouvert tous les jours de 11 h à 23 h
et le dimanche de 10 h à 20 h
métro : Champs-Élysées-Clémenceau

سكرا من الامم

POLITIQUE

M. Christian GOUX :

J'avais voulu un budget plus rigoureux

« Cette année, il était très difficile de présenter le budget », déclare M. Christian Goux, PS, président de la commission des finances à l'Assemblée nationale, dans une interview publiée le 20 septembre par la Nouvelle République du Centre-Ouest. « C'était la quadrature du cercle. Le gouvernement veut réduire les dépenses de l'Etat. Ce n'est pas commode. Mais il a décidé de réduire en même temps les recettes. Et malheureusement, on fait porter cette réduction essentiellement sur les recettes de l'Etat. Pauvre Etat ! »

« J'aurais préféré que l'on réduise les recettes qui ne sont pas les siennes, et qui ayant réduit les dépenses, on réduise en même temps le déficit. J'aurais préféré que l'on fixe le déficit, disons à 100 milliards de francs, et que l'on décide de le maintenir à ce niveau en francs courants durant cinq ans. »

« En plus, je souhaite ardemment qu'à la fin de 1985, on ait effectivement réduit le déficit. Je ne veux pas voir les années suivantes hypothéquées par le poids croissant des intérêts de la dette dans les dépenses. Dans cette optique, j'avais voulu un budget plus rigoureux, mais en même temps plus juste. »

« On voit bien qu'il faut mettre un frein à la hausse des prélèvements obligatoires », poursuit M. Goux. « Ce n'est pas une affaire

économique. C'est une affaire politique. Le président de la République a senti qu'on était peut-être proche du niveau où il fallait stopper cette hausse. (...) Je comprends bien la nécessité du pari. Mais le taux de prélèvement obligatoire, c'est aussi un artefact comptable. Quant à moi, je vois les dégâts que risquent de produire les intérêts de la dette sur le budget de l'Etat au cours des années à venir. 84 milliards de francs d'intérêts en 1985, cela sera peut-être 100 milliards en 1986 et ainsi de suite, réduisant à néant la marge de manœuvre sur les autres dépenses. »

● M. Dailly et le référendum. - Interrogé sur la possibilité d'un « jumelage » entre les élections législatives et un référendum, M. Etienne Dailly (UDF-rad.) répond dans le Quotidien de Paris du 18 septembre : « S'agit-il de ressortir du congélateur de l'Elysée le projet de loi déjà voté en termes identiques par les deux Assemblées en 1973 ramenant la durée du mandat présidentiel de sept à cinq ans ? » « Ce ne serait pas sérieux, puisque, rappelle-t-il, les socialistes s'y étaient alors opposés. » Le vice-président du Sénat se déclare également hostile à la création d'une vice-présidence.

LA LUTTE CONTRE LA « GRANDE PAUVRETÉ »

Le CDS accepte le dialogue souhaité par le MRG

A défaut d'avoir une réponse du gouvernement, le CDS enregistre des échos positifs à sa proposition de dialogue sur les remèdes à apporter au nouveau fléau social qu'est la « grande pauvreté ». M. Adrien Zeller, député app. UDF du Bas-Rhin, qui est chargé de ce dossier au sein du parti centriste, a reçu au certain nombre de lettres d'élus, se situant tant dans l'opposition (y compris RPR) que dans la majorité (socialistes et radicaux de gauche), qui lui ont fait part de leur intérêt pour les solutions qu'il a avancées le 6 septembre (Le Monde du 7 septembre).

Le maire de Saverne en tire deux enseignements : d'une part, qu'il est possible d'« aller davantage de justice et davantage d'efficacité » ; d'autre part, que les questions concrètes permettent le dialogue. L'idée de la création d'un « Fonds spécial de lutte contre la grande pauvreté » - dont le financement, à défaut d'économies réalisées dans le budget 1985, pourrait, suggère le CDS, être assuré par la mainmise partielle du prélèvement de 1 % sur les revenus (le produit étant affecté aux bureaux d'aide sociale des com-

munes) -, a été bien accueillie par les présidents de conseils généraux, dont le congrès se poursuit à Colmar. M. Pierre Méhaignerie, président du CDS et président du conseil général d'Ille-et-Vilaine, dont les propos ont recueilli une large approbation, a indiqué que son parti recroise le MRG - qui en avait fait la demande - pour aborder cette question « hors les clivages politiques ».

Pour M. Méhaignerie, il n'est pas question de « refuser un contact », d'autant moins, dit-il, que l'inquiétude des présidents de conseils généraux et des élus locaux en général est « très forte » devant le développement de la grande pauvreté. Expliquant que cette démarche « s'insère dans l'orientation du CDS » dont « le nouveau rôle doit être de proposer et de mettre ainsi le gouvernement - qui « fait un nouveau discours » - devant ses « contradictions », il affirme que sur ce dossier (comme sur ceux que le CDS ouvrira chaque mois) les propositions de son parti sont de nature à « gagner deux ans » dans « l'intérêt de la France ».

De son côté, le MRG se félicite de l'offre de dialogue lancée par un parti de l'opposition, tout en soulignant que, pour lui, une telle volonté « n'abolit nullement les clivages politiques traditionnels ».

Après avoir examiné les documents transmis par le CDS sur la grande pauvreté, le secrétariat national du MRG a constitué un groupe de travail pour rencontrer des responsables centristes, « échanger des propositions, engager une réflexion commune » et « contribuer ainsi à l'adoption de mesures utiles aux millions de familles dans le plus grand dénuement ». Le MRG juge « bon » que deux partis discutent « concrètement d'un sujet d'intérêt général », mais il reste encore prudent sur la technique de financement du fonds spécial que propose le CDS. Ce dernier rappelle qu'il a l'intention de déposer, au cours de la discussion budgétaire, un certain nombre d'amendements pour l'alimenter. Il entend tester alors la bonne volonté manifestée ici et là.

A. CH.

ARRIVÉE DE M. RIFAAT EL-ASSAD EN FRANCE

M. Rifaat El-Assad, frère cadet du chef de l'Etat syrien et vice-président de la République, est arrivé dans la nuit du 18 au 19 septembre à Paris venant de Genève à bord d'un avion spécial, en compagnie d'un groupe de collaborateurs. Aucune indication n'a pu être obtenue sur la durée du séjour en France du vice-président syrien et sur le lieu où il réside.

M. Aïssad, qui possède une maison à Saint-Nom-la-Bretèche, dans la région parisienne, et un appartement dans un quartier coquet de la capitale, négocierait actuellement l'acquisition d'une luxueuse résidence dans la grande banlieue. Il a effectué ces derniers mois plusieurs brèves visites en France où séjourne depuis le début de l'été deux de ses épouses et sept de ses quatorze enfants.

Les autorités françaises se sont abstenues de tout commentaire sur le séjour de M. Rifaat El-Assad, qui, selon le ministre syrien de la défense, le général Moustapha Tlass, aurait été déclaré « persona non grata » en Syrie. Cette déclaration avait été démentie par l'entourage du vice-président syrien qui justifie son séjour prolongé en Europe par des « raisons médicales ».

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 563.12.66

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice à BOBIGNY, le MARDI 2 OCTOBRE 1984, à 13 h 30
UNE VILLA type FONTENAY V
Comp. au rez-de-chaussée : entrée, séjour, salle à manger, cuisine, rangement ; à l'étage : trois chambres, salle de bains, dressing, rangements et penderie ; avec la jouissance d'une parcelle de terrain de 110 m². CLIMATISÉ extérieur.
à CLICHY-SOUS-BOIS (93)
4, allée des Tanneurs
MISE A PRIX : 300.000 FRANCS
S'adresser à la Société Civile Professionnelle d'Avocats ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, FENART, ALEMANT, 11, rue du Général-Leclerc à 93110 ROSNY-SOUS-BOIS, tél. 854-90-87.

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice à CRETEIL, le JEUDI 4 OCTOBRE 1984, à 9 h 30 - EN UN LOT
3 APPARTEMENTS de 3 PIÈCES PRINCIPALES
aux rez-de-ch., 1^{er} et 2^{es} étages, bât. A avec 4 caves et droit à la jouissance d'un jardin, dans un immeuble
82, AV. LEDRU-ROLLIN - LE PERREUX-S/MARNE (94)
S'adr. M. Jean-Serge LORACH, avocat à la Cour, 2, av. Marceau, 75008 PARIS. Tél. : 720-75-75. Tr. avocats pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. Sur les lieux pour visiter.

Vente après liquidation des biens au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 4 OCTOBRE 1984 à 14 HEURES
UN IMMEUBLE à AUBERVILLIERS (93)
comprendant atelier, magasin, remise, bureaux et logements le tout sur sous-sol, rez-de-chaussée et un étage partiel
2, rue Henri-Barbusse, 14, rue Emile-Reynaud, 7, passage Demara.
MISE A PRIX : 200 000 F
S'adresser à M. H. AMBROISE-JOUVON, avocat à PARIS, 160, rue de la Pompe, 75116. Tél. : 727-32-39. M. G. PELLEGRINI, syndic près les trib. de Paris y demeurant 1^{er}, 88, rue Saint-Denis. A tous avocats près les T.G.I. de PARIS, BOBIGNY, NANTERRE et CRETEIL.
Au Greffe des Crises du T.G.I. de PARIS où le cahier des charges est déposé, et sur les lieux pour visiter.

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY le MARDI 2 OCTOBRE 1984 à 13 HEURES 30
PROPRIÉTÉ à TREMBLAY-LES-GONNESSE
(Seine-Saint-Denis)
Avenue Giscard, numéro 36
comp. PAVILLON D'HABITATION élevé s/s-sol, div. en chaufferie, cave et atelier - Rez-de-chaussée comp. une entrée, dégt, cuis, séjour, salon, salle-de-bains, w.c., ch. 1^{er} et 2^{es} étages, 3 chambres - Terrain en nature de cour et jardin
Cote 4 ares.
MISE A PRIX : 200 000 FRANCS
S'adr. pr. les trib. à la SCP MORRIS LUCAS INBONA, Sls d'avocats 4, avenue Sully-Frudhomme, PARIS 7. Tél. : 555-74-06.

Vte s/ Publications judiciaires au Palais de Justice d'EVRY (91) rue des Mazières - LE MARDI 2 OCTOBRE 1984 à 14 HEURES - EN UN SEUL LOT
CORPS DE BATIMENTS LA SOUTERRAINE (Creuse)
MISE A PRIX : 100 000 FRANCS
Possibilité de baisse en cas de non-enchère d'un quart puis de moitié. Consignation préalable pour enchérir - Pour renseignements s'adresser à M. AKOUN & TRUKELLA, avocats, demeurant à EVRY (91) 4, bd de l'Europe. Tél. : 079-39-45 - Au Greffe du TGI d'Evry où le cahier des charges est déposé.

Vente sur conversion de saisie-immobilière au Palais de Justice de CRETEIL, le JEUDI 4 OCTOBRE 1984 à 9 h 30 en deux lots
à SAINT-MAUR-DES-FOSSES (94)
Quartier de La Varenne-Saint-Hilaire, dans un immeuble
99, 101, 103, avenue de Bac
1^{er} LOT - APPARTEMENT
au 5^e étage de l'escalier de droite, porte panchée, comp. entrée, une pièce, cuisine, salle de bains, w.c., cave et box pour voiture.
MISE A PRIX : 100 000 F
2^e LOT - APPARTEMENT
au 5^e étage, asc. droite, porte droite, comp. entrée, 2 pièces, cuisine, salle de bains, w.c., cave et box pour voiture.
MISE A PRIX : 200 000 F
S'adresser à M. QUELIN, avocat à PARIS, 7, rue de l'Université (75007), Tél. : 277-82-88. M. Rémy BOESSEL, avocat à PARIS, 14, rue Sainte-Anne à PARIS (75001). Tél. : 261-01-09. Au Greffe des Crises du T.G.I. de CRETEIL. A tous les avocats près les T.G.I. de CRETEIL, PARIS, BOBIGNY et NANTERRE. Sur les lieux pour visiter.

Cabinet de M. COUDREUSE, 16, pl. des Epars, 20000 CHARTRES T. (37) 36-04-90
ADJUDICATION au Trib. de Gde Inst. de CHARTRES, le 4 OCTOBRE 1984, à 14 h
UNE PROPRIÉTÉ RURALE
consistant en MOULIN à BAU avec ses installations comp. MAISON D'HABIT. d'une certaine importance, MAISON de gardien, le tout cadastré sect. 22, n° 183 pour 16 ares 13 centiares.

à GILLES (28)
- Diverses parcelles de terre à GILLES, lieudit Moulin de l'Etang pour 3 HA. 53 A. 48 CA.
- Diverses parcelles de terre, prairie et taillis pour 4 HA. 5 A. 43 CA. à NEAUFLETTES (78)
L'ensemble en un seul lot
MISE A PRIX : 650 000 F
P. COUDREUSE

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Bobigny le mardi 2 octobre, à 13 h 30
UN APPARTEMENT F 3
au 6^e étage du bât. A, escalier B 4^e porte - CAVES - PARKING dans un ensemble immobilier sis à
CLICHY-SOUS-BOIS (93)
1, allée Jean-Mermoz
MISE A PRIX : 100 000 F
S'adresser à la Société civile professionnelle d'avocats
ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, FENART, ALEMANT, 11, rue du Général-Leclerc, 93110 Rosny-sous-Bois. Tél. : 854-90-87.

Vente sur saisie au Palais de Justice à Fontaine (95), 27 septembre 1984, à 14 h
APPARTEMENT à SARCILES (95) - MISE A PRIX : 100.000 FRANCS
19, BOULEVARD BRANLY, dans ensemble immobilier Centre principal du centre commercial régional Les Fleuries, escalier RD, 1^{er} étage droite, 4 pièces principales et cave. Consignation 25.000 F (chèque).
29, rue Pierre-Berlin à Fontaine (95) tél. 632-31-62.
Rem. M. BUISSON, avocat.

VENTE S/SAISIE IMMOB. AU TRIB. DE GRD INST. DE VERSAILLES Palais de Justice, le MERCREDI 3 OCTOBRE 1984 à 10 h, EN UN LOT
UN PAVILLON EN COURS DE TRAVAUX à CRESPIERES (Yvelines)
MISE A PRIX : 200.000 F
Pour tous renseignements s'adresser à M. Emmanuel GUELLIERS, avocat, 21, rue des Etats-Général à VERSAILLES. Tél. : 950-02-62.

VENTE sur saisie immobilière au TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE à VERSAILLES, au Palais de Justice, MERCREDI 3 OCTOBRE 1984, à 10 h
En un seul lot
APPARTEMENT à LOUVECIENNES (78)
Cave, un emplacement de parking en sous-sol, parking extérieur
18, allée des Délices
MISE A PRIX : 250.000 FRANCS
Pour tous renseignements s'adresser à M. E. GUELLIERS, avocat, 21, rue des Etats-Général à VERSAILLES, tél. 950-02-62 ; M. Ph. JOHANET, avocat, 39, avenue de Saint-Cloud à VERSAILLES, tél. 021-46-46.

Vente sur saisie au Palais de Justice à Paris, JEUDI 4 OCTOBRE 1984, à 14 h, EN UN SEUL LOT
UNE PETITE PROPRIÉTÉ
Comprendant une MAISON D'HABITATION sur rue élevée sur sous-sol d'un rez-de-chaussée surélevé composé de trois petites pièces et une cuisine, grenier perdu au-dessus ; COUR à la suite ; au fond de la cour UN PETIT BATIMENT A USAGE D'HABITATION élevé sur terre-plein d'un rez-de-chaussée composé d'une pièce et d'un premier étage divisé en deux pièces et débarras, grenier perdu au-dessus ; le tout cadastré section 1303 EB n° 43 pour une contenance de 1 are et 35 centiares
à PARIS (13^e), 37, rue Barrault
MISE A PRIX : 100.000 FRANCS
S'adresser pour tous renseignements à M. Claude DUMAND, avocat à la Cour, 140, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris, tél. 727-24-97.

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice d'EVRY, rue des Mazières, le MARDI 2 OCTOBRE 1984, à 14 h
UN PAVILLON à LEUVILLE-S-ORGE (Essonne)
22, rue Alphonse-Réault, comp. : 4 P. sala., S.-de-bas, S.-de-haut, CAVES, JARDIN, surface totale 477 m², de construction moderne. Actuellement occupé par des locataires.
MISE A PRIX : 350 000 F
Les enchères ne seront portées que par minist. d'avocats près le Tribunal de Gde Instance d'EVRY - S'adresser pour renseignements : SCP VASLOT, ROUGEDES, VIALA, avocats à CORBEIL, 61, rue Saint-Spire, T. : 496-24-08. Au Greffe du TGI d'Evry où le cahier des charges est déposé. Après de la saisie au Barreau d'EVRY. Il est rappelé que l'Avocat poursuivant ne pourra porter d'enchères pour eux. (Règlement intérieur du Barreau d'EVRY).

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY le MARDI 2 OCTOBRE 1984, à 13 h 30
UN APPARTEMENT : rez-de-ch., une pièce, cuisine, s. de bns, w.c. Cave
à LIVRY-GARGAN (93)
17, AVENUE DU CONSUL-GÉNÉRAL-NORDLING
M. à P. : 100.000 F - S'adr. à M. M. AYOUN, avocat 124, bd Malesherbes, PARIS-17^e - Tél. 622-47-02 ou tous autres avocats de Bobigny, Paris, Nanterre ou Créteil.

VENTE sur saisie immobilière au PALAIS DE JUSTICE à BOBIGNY, le MARDI 2 OCTOBRE 1984, à 13 h 30
UN PAVILLON SUR TERRAIN DE 929 m²
rez-de-chaussée surélevé, surmonté d'un étage, sous-sol, garage
à PIERREFITTE (93)
26, rue Brail - MISE A PRIX : 250.000 FRANCS
S'adresser à la Société Civile Professionnelle d'Avocats ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, FENART, ALEMANT, 11, rue du Général-Leclerc à 93110 ROSNY-SOUS-BOIS, tél. 854-90-87.

Vente Palais de Justice de NANTERRE - 3 octobre 1984 à 14 heures
Sur saisie immobilière avec Régime Judiciaire EN UN SEUL LOT
UNE PROPRIÉTÉ à CLAMART (92)
comp. bâtiment à usage de bureau, atelier, dépôt élevé s/s-sol d'un rez-de-chaussée et d'un étage partiel, une cour le tout sur un terrain d'une contenance de 229 m².
rue Pierre-Louis, numéro 21
MISE A PRIX : 700 000 FRANCS
S'adresser pour tous renseignements à GUYOT-JOHNET, av. à PARIS (9^e) 43, avenue Hoche. Tél. : 766-05-40.

VENTE sur saisie immobilière au PALAIS DE JUSTICE à BOBIGNY, le MARDI 2 OCTOBRE 1984, à 13 h 30
UN PAVILLON à COUBRON (93)
17, rue de Courty
En cours de construction, inachevé, comprenant un rez-de-chaussée, garage, parking ; à l'étage couloir, salle à manger, quatre chambres, coin cuisine, salle de bains avec WC ; sur un terrain de 580 m²
MISE A PRIX : 150.000 FRANCS
S'adresser à la Société Civile Professionnelle d'Avocats ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, FENART, ALEMANT, 11, rue du Général-Leclerc à 93110 ROSNY-SOUS-BOIS, tél. 854-90-87.

VENTE sur saisie immobilière au PALAIS DE JUSTICE à CRETEIL, le JEUDI 4 OCTOBRE 1984, à 9 h 30
UNE PROPRIÉTÉ à CHAMPIGNY-SUR-MARNE (94)
111, avenue de la République
Composé d'un pavillon élevé sur sous-sol total, garage, buanderie, cellier ; d'un rez-de-chaussée, entrée, cuisine, salle de séjour, deux chambres, salle de bains, WC, cabinet de toilette ; d'un premier étage, quatre chambres, cabinet de toilette ; JARDIN
MISE A PRIX : 400.000 FRANCS
S'adresser à la Société Civile Professionnelle d'Avocats ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, FENART, ALEMANT, 11, rue du Général-Leclerc à 93110 ROSNY-SOUS-BOIS, tél. 854-90-87.

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY le MARDI 2 OCTOBRE 1984 à 13 h 30 - EN DEUX LOTS
à AUBERVILLIERS (93) 198, boulevard Félix-Faure
de LOCAUX COMMERCIAUX
1^{er} lot : rez-de-chaussée Bâtiment C
UN LOCAL de 154 m² environ - DEUX LOCAUX chacun 70 m² environ
UN LOCAL de 210 m² environ plus local sous escalier
M. à P. : 100.000 F
2^e lot : DEUX LOCAUX de chacun 62 m² env. UN LOCAL de 140 m² env.
M. à P. : 100.000 F - S'adr. M. M. AYOUN, avocat 124, bd Malesherbes, PARIS-17^e - Tél. 622-47-02 ou tous autres avocats de Bobigny, Paris, Nanterre ou Créteil.

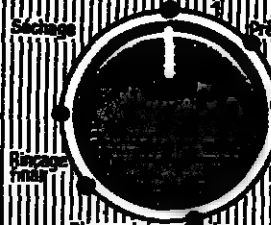
سكزا من الاصل

Miele
DELUXE C 542

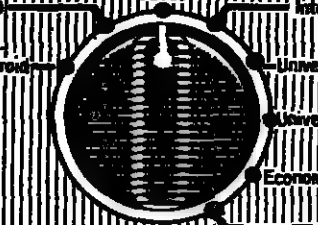
Marche
Sel
Programme de lavage



DEVELOPPEMENT DU PROGRAMME



SELECTION DES PROGRAMMES



ÇA FAIT DES ANNEES QUE NOUS SOMMES SILENCIEUX, CE N'EST PAS UNE RAISON POUR NOUS TAIRE.

LAVE-VAISSELLE.

On fait beaucoup de bruit en ce moment autour du silence des lave-vaisselle. Chez Miele, cela nous fait sourire. Parce que nos lave-vaisselle sont silencieux depuis longtemps. Alors, aujourd'hui, nous avons décidé de parler. De parler de notre nouvelle gamme de lave-vaisselle dont le silence n'est qu'une qualité parmi tant d'autres.

TRIPLE ISOLATION PHONIQUE.

Du modèle de base à l'appareil le plus sophistiqué, tous les lave-vaisselle de notre nouvelle gamme sont équipés d'une triple isolation phonique: une couche de bitume, un matelas de laine minérale et de la mousse de polyuréthane.

Chez Miele, le silence est livré d'origine.

FAIBLES CONSOMMATIONS.

Les nouveaux lave-vaisselle Miele sont vraiment économiques à l'utilisation: en programme "Universel 65 °C", ils ne

consommant que 28 l d'eau et 1,8 kWh d'électricité: c'est inférieur aux consommations nécessaires au lavage manuel quotidien pour une famille de 4 personnes.

Chez Miele, l'économie n'est pas un vain mot.

TECHNIQUE DE LAVAGE ENCORE PERFECTIONNÉE.

L'abaissement de nos consommations ne nous a pas empêché d'optimiser encore notre efficacité de lavage, car grâce à une nouvelle pompe de circulation, la quantité d'eau active nécessaire à de parfaits résultats de lavage reste inchangée. D'autre part, notre triple système de filtrage (un filtre conique, un tamis et un microfiltre avec bague flottante) (brevet Miele) garantit la propreté permanente de l'eau de lavage, évitant ainsi toute possibilité de redéposition des résidus d'aliments.

Chez Miele, la technologie est au service du lavage.

NOUVEL ADOUCISSEUR UNIVERSEL.

La plupart des nouveaux lave-vaisselle Miele sont équipés d'un nouvel adoucisseur universel qui leur permet de fonctionner parfaitement même si la dureté de l'eau atteint 125°. C'est l'adoucisseur le plus efficace du marché.

Résultat: un lavage parfait pour une consommation de sel encore réduite.

Nous pourrions encore vous parler longtemps du turbo-séchage (exclusivité Miele), des paniers avec compléments mobiles, des trois bras de lavage, de la carrosserie émaillée, de tout ce qui fait des 15 modèles de lave-vaisselle Miele des appareils de très grande qualité.

On entend beaucoup parler du silence. Un lave-vaisselle Miele, c'est beaucoup plus que du silence. Nous avions envie de le dire. C'est maintenant chose faite.

Miele
LA PAIX N'A PAS DE PRIX.

Doye-Davis-Berndt

Le Monde

société

LE DÉBAT SUR L'EUTHANASIE

L'enjeu

par JEAN-YVES NAU

Le débat sur l'euthanasie doit-il sortir de la communauté médicale ? On peut à l'infini discuter du type d'euthanasie, active ou passive, dont on parle. Débrancher une perfusion, interrompre le fonctionnement d'appareils de réanimation, ces actes ne sont certes pas équivalents à l'injection intraveineuse d'un produit mortel ou d'un cocktail lytique. Dans les deux cas pourtant, le médecin est, aux yeux de la loi, coupable. Dans le premier, de délit de non-assistance à personne en danger, dans le second, considéré comme meurtrier, il est passible de la Cour d'assises.

Faut-il ou non changer l'ordre des choses, ouvrir publiquement le débat, modifier la loi, c'est-à-dire donner à celui qui prête le serment d'Hippocrate le droit et le pouvoir de traiter impunément de ces questions ? Tel est, tout compte fait, l'enjeu des initiatives médicales dans le champ de l'euthanasie et du droit de mourir dans la dignité. Et ce même enjeu, comme dans le cas des signataires de la loi, est aussi celui de la réflexion sur le moyen d'assurer aux malades une fin aussi dépourvue d'angoisse que possible.

Etrange et perverse situation due à l'extension de la notion d'euthanasie. Car, il ne s'agit plus ici de la mort douce, de l'aide psychologique, du cheminement de la main dans la main jusqu'à son cap ultime. L'effort est bien, avant toute chose, une affaire médicale. Elle date de moins d'un demi-siècle. Avec l'extraordinaire développement des techniques de réanimation, on découvre qu'il était possible dans certains cas de prolonger la « vie », de maintenir à volonté un sujet en coma dépassé. On s'ingénia même à battre des records. Il y eut ensuite la mise au point des premières transplantations d'organes et - corollaire - les prélèvements chez des sujets morts ou mourants. Le corps médical déclinait sans difficultés ses propres règles basées sur des notions de physiologie. C'est aussi sans partage qu'il règle la question de l'échange-

ment thérapeutique. L'euthanasie était alors circonscrite au corps médical ou, plus exactement, aux équipes soignées. Aujourd'hui, rares sont les vieillards qui meurent à domicile, et la notion du saut de « douleur acceptable » est totalement remise en question. La régulation autoritaire des coûts de la santé commence à se poser de manière cruciale dans les services de réanimation. C'est l'époque choisie par les médecins pour « interpellier » l'opinion publique sur le bien-fondé, la légitimité et les limites de leur action. Ce pourrait n'être qu'une démarche empreinte de démocratie, surprise, d'ailleurs, chez un corps professionnel depuis toujours soucieux de ses droits autant que de ses devoirs. Ce n'est pas le cas. On pourrait soutenir qu'il n'y a là qu'une angoisse devenue brutalement insupportable.

On pourrait aussi s'interroger sur les raisons qui amènent les praticiens à exposer publiquement leur difficulté. Mais il s'agit ici de médecine et de mort. On peut donc trouver pour le moins curieux que des hommes de l'art, eux qui connaissent mieux que quiconque la nature du colloque singulier médecin-malade, puissent rêver à un dialogue d'égal à égal, se déclarer « prêts à aborder avec leurs malades et à leur demander la question de leur mort » et à « réfléchir avec eux au moyen de leur assurer une fin aussi dépourvue de souffrance et d'angoisse que possible ».

Restent les conséquences sur les grands malades de cet étrange désarroi d'une communauté médicale qui, en France, ne juge pas utile de traiter de ces questions sur les bancs de la faculté. A chercher de manière spectaculaire et pour les raisons les plus diverses un semblant de consensus social dans ce domaine sacré qui est le sien, le corps médical ne parviendrait qu'à hypothéquer le capital de confiance de ceux qui sont un jour ou l'autre amenés à lui confier leur vie.

La permission de tuer

par le professeur JEAN CLOSIER (*)

« Le médecin doit s'efforcer d'apaiser les souffrances de son malade. Il n'a pas le droit d'en provoquer délibérément la mort », affirme l'article 20 du code de déontologie médicale. Le but de la médecine est de guérir et de soulager, mais sans excès d'aucune sorte. Les médecins n'ont pas le droit de vie ou de mort sur leurs malades, et ce n'est pas une décision de justice ou autre (testament par exemple) qui peut les délier de leur obligation primordiale qui est de reconforter jusqu'à la dernière minute leurs patients, leur enlever leur angoisse, d'empêcher les souffrances liées à leur fatigue et à leur état. Mais c'est aussi un devoir de ne pas s'obstiner de façon absurde lorsque tout est manifestement perdu. En outre, la détermination du moment de l'abandon définitif n'est jamais totalement sûre. Il y a parfois des rémissions étonnantes, des reprises de conscience miraculeuses, mises à profit judicieusement par certains de nos patients particulièrement courageux. De même, l'avis du malade peut changer alors qu'il n'est pas toujours en état de l'exprimer.

Il ne faudrait pas non plus que le malade puisse craindre un seul instant que l'infirmier (ou infirmière) est en train de lui injecter tel ou tel mélange mortel. Il faut qu'il soit convaincu que tout est entrepris pour ne pas le laisser en danger, qu'on a tenté l'impossible pour le guérir, que l'on fait tout pour supprimer les inconforts divers

liés à sa maladie. Il s'agit d'un réconfort à la fois physique et moral. Ce qu'on n'enseigne peut-être pas assez, c'est d'avoir la sagesse d'apaiser les souffrances sans en créer d'autres, c'est savoir conduire le traitement de l'agonie, ce devoir ultime des médecins, lorsque tous les efforts en vue de la guérison ont échoué, aider à mourir dans la dignité, procurer par des drogues l'apaisement physique et moral, ne pas se laisser aller à l'obstination ou à un acharnement inutile, certes, mais ne pas céder non plus à la tentation de la fuite en avant, qui n'est peut-être qu'une dérapée inconsciente.

Vouloir légiférer en cette matière serait terriblement dangereux, alors qu'il s'agit de cas individuels non supposables. Les demandes des malades ou de leur entourage sont souvent fluctuantes, avec des sentiments mêlés, parfois revêtus de dernière minute. Serait-il même licite de supprimer la conscience de quelqu'un qui ne le désire pas, mais ne peut l'exprimer ? On ne peut faire abstraction de toutes ces considérations.

Le terme d'euthanasie mérite réflexion et plus ample discussion. Attitude hypocrite, dirait-on. Voilà ! Les médecins auraient-ils maintenant sous la permission et même le devoir de tuer ?

(*) Secrétaire général du conseil national de l'ordre des médecins.

Dans l'isolement de la conscience

par le professeur LÉON SCHWARZENBERG (*)

Empêcher un malade de souffrir, interdire la douleur, c'est le devoir de tout médecin, de toute infirmière. Personne ne peut se dérober à cette règle immémoriale de la médecine, rappelée il y a plusieurs siècles par Ambroise Paré : « Guérir parfois, soulager toujours », même si de calmer la douleur d'un malade en phase terminale risque d'abréger sa vie.

La situation est différente lorsque la maladie, qui peut encore durer un certain temps, de longs mois parfois, n'est plus supportable par le malade,

qui la considère comme une atteinte intolérable à son existence et à sa liberté, et qu'il demande qu'on l'aide à arrêter cette vie qui n'en est plus une : cela devient un sens propre l'euthanasie, et il faut avoir le courage de le dire et de l'écrire.

Une déclaration publique dépasse ici le rôle d'une simple pétition. Elle a plus une valeur morale. Elle acquiesce à une « valeur d'engagement ». Le signataire doit savoir qu'il se dévoue au service de malades désespérés qui peuvent lui demander du l'aider. Je suis personnellement prêt à reconnaître cet état de fait qui devient un état de droit de la personne humaine. Mais cet engagement a plus une valeur personnelle que collective. Car le but n'est pas d'obtenir le vote d'une loi. En pareil cas, seule une personne peut répondre à une personne, avec ce que cela comporte de réflexion, d'interrogation, dans cet isolement qu'on appelle la conscience. Il n'est évidemment pas question de légiférer sur ce point. Ce n'est pas au moment où on vient d'interdire aux juges de donner la mort qu'on va autoriser des médecins à le faire.

(*) Cancérologue de l'hôpital Paul Brousse, à Villejuif.

« L'EUTHANASIE N'EST PAS UNE PRATIQUE ACCEPTABLE » affirme l'un des signataires

Le professeur Jean Bigon, qui est l'un des cinq signataires du texte, s'interroge sur l'interprétation qui pourrait en être faite. « Cet appel, nous n'en avons pas le droit », écrit-il dans le texte. « Il cherche à susciter une prise de conscience et une attitude responsable des médecins devant les problèmes difficiles posés par certains grands malades à l'approche de la mort. »

« Pour ma part, responsable d'un service hospitalier, confronté quotidiennement avec ce problème, je suis persuadé que l'euthanasie n'est pas une pratique acceptable. La mission du médecin au service de la vie est d'aider les grands malades en leur évitant au maximum l'angoisse et la souffrance. Cela peut et doit être obtenu par des approches psychologiques et par des médicaments antalgiques. »

« Afin d'éviter tout malentendu dans les relations entre médecins et malades, il me paraît très souhaitable et urgent que soit fait un effort d'information et de formation pour toutes les catégories de personnel soignant, médecins, généralistes ou spécialistes, infirmières et infirmiers. »

PRÉCISION. — Le docteur Jacques Bataille, chef de clinique assistant des hôpitaux de Paris, actuellement en exercice dans le service de réanimation pédiatrique de l'hôpital Raymond-Poincaré à Garches (Assistance publique), tient à faire savoir que le docteur Jacques Bataille, signataire du texte du 19 septembre, est un homonyme.

UN ENTRETIEN AVEC LE DOCTEUR BATAILLE

« Nous voulons être à la disposition du mourant »

Le docteur Jacques Bataille est l'un des cinq signataires de l'appel des médecins. Chef du service d'orthopédie de l'hôpital de Saint-Denis, ce chirurgien de quarante-quatre ans qui appartient à l'Association pour le droit de mourir dans la dignité, explique ci-dessous le sens du manifeste publié le 19 septembre.

— Votre texte est-il un appel en faveur de l'euthanasie ?

— Absolument pas. Ce n'est ni le sens de notre démarche, ni le fond de notre pensée. Notre objectif est d'attirer l'attention de nos confrères sur les besoins des mourants et de faire savoir aux gens que, le jour où ils seront confrontés à la mort, ils trouveront des médecins pour les aider. Beaucoup de médecins estiment que lorsque la science ne peut plus rien leur offrir, leur mission est terminée. Or c'est le moment où les malades ont le plus besoin qu'on s'occupe d'eux, de parler de leurs problèmes.

— Et si un mourant nous demande de provoquer sa mort ?

— Notre conscience doit intervenir. Le problème n'est pas le même si l'on a affaire à un jeune suicidaire ou à une personne âgée incurable, qui a demandé depuis longtemps qu'on l'aide à mourir le mieux possible.

— Vous acceptez donc l'euthanasie active ?

— Nous n'aimons pas ces mots. Administrer un cocktail lytique à un malade n'est jamais anodin. Le médecin le voit parfois très mal. Euthanasie active évoque nazis. Cela donne l'impression que nous décidons de la mort, alors que nous voulons être à la disposition du mourant. Notre attitude n'est pas d'imposer au malade une mort sans souffrance mais de respecter ses désirs. Que veut-il ? Mourir seul ? Mourir en s'endormant progressivement ? Avoir de quoi mourir sur sa table de nuit ? Nous devons répondre à sa demande.

— Mais faut-il suivre forcément le mourant ? Est-il toujours dans les meilleures conditions pour décider ?

— Non, il nous appartient aussi de prendre nos responsabilités de médecin. Il y a des gens

qui sont extrêmement dégradés ou qui souffrent atrocement. Ceux-là, nous sommes prêts à les aider à mourir activement.

— L'euthanasie active est condamnée par la loi et par l'ordre des médecins. N'avez-vous pas le sentiment d'être hors-la-loi ?

— Non, c'était la même chose pour l'avortement avant le vote de la loi. Nous n'incitons pas au suicide, nous incitons à aborder le problème de la mort, au lieu de l'occulter. Un article du code de déontologie dit qu'il faut respecter la volonté du patient.

— Votre démarche ne ressemble-t-elle pas à celle qui avait animé des médecins, dans les années 70, à se prononcer pour l'avortement ?

— Oui, c'est aussi une démarche contre l'hypocrisie médicale et contre un certain pouvoir médical. Pour l'avortement comme pour l'assistance aux mourants, on se met à la disposition des malades. Prescrire une thérapie, fermer la porte du malade en lui faisant croire que tout va bien, est plus facile que d'accepter d'être interrogé sur la mort et d'éventuellement, prescrire un cocktail lytique.

— Avez-vous l'impression d'appartenir à une minorité ?

— J'ai l'impression d'appartenir à une minorité qui dit tout haut ce que pense la majorité. Je suis persuadé que beaucoup de médecins seront d'accord avec ce texte mais non avec sa publication. Pour eux, ces choses-là appartiennent à une intimité qui ne doit pas être discutée sur la place publique. Nous, nous voulons que le débat soit posé et que les gens puissent savoir compter, le moment venu, sur leur médecin.

— Ne joue-t-on pas sur les mots ? Nul ne vous contestera la nécessité d'assister le malade pour calmer sa souffrance ou son angoisse. Aider à provoquer la mort est différent...

— La frontière n'est pas aussi nette. D'ailleurs, je vous le répète, l'euthanasie active est secondaire. Nous sommes confrontés beaucoup plus souvent à des malades qui veulent soulager leurs souffrances ou qui sont angoissés devant la mort qu'à des malades qui demandent de cesser de vivre. — R.S.

Temps de vivre et temps de mourir

(Suite de la première page.)

Quelques formules choc de M^{me} Odette Thibault, l'une des dirigeantes de l'Association française pour le droit de mourir dans la dignité, illustrent cette nouvelle revendication. Défendant la « qualité de la mort », elle affirmait au mars dernier : « Savoir mourir fait partie du savoir-vivre. » Ou encore : « La suicide est la seule façon de mourir vivant. » et, à propos de l'euthanasie : « On a supprimé la peine de mort, mais que dire de la peine de vie qu'on inflige lorsque celle-ci est devenue insupportable ? Nouvelle revendication, nouveau langage : la mort est partie des attributs de la vie, et vice versa.

La mort euthanasique ne plaît à personne — et pas seulement parce qu'il n'y a pas de mort. C'est un mot piège

dont le sens a évolué au cours de l'histoire. Au début du dix-septième siècle, il signifiait « mort douce et paisible ». Trois cents ans plus tard, il désignait l'ensemble des moyens entrepris pour lutter contre la douleur chez les grands malades. Aujourd'hui, c'est l'acte de donner ou de se faire donner la mort.

Mais ce mot piège recouvre des choses assez différentes. L'euthanasie dite passive consiste à soulager le souffrant du malade, en lui administrant par exemple de fortes doses de morphine qui peuvent entraîner son décès ; en mettant fin aux procédés de réanimation circulatoire, rénale ou respiratoire qui le maintiennent en vie, ou simplement en ne lui dispensant pas de soins (dans le cas d'un nouveau-né malformé). Alors que l'euthanasie active suppose une intervention spécifique dans le but de mettre fin aux jours de quelqu'un : soit en laissant à sa portée des pilules mortelles ; soit en lui administrant une piqûre de sel de potassium ou un cocktail lytique (mélange de drogues perfusées à fortes doses). La frontière entre euthanasie passive et active n'est d'ailleurs pas aussi claire, puisque l'arrêt d'une réanimation peut provoquer une agonie intolérable qu'une piqûre viendra alors conclure.

Élargir le débat

Atténuer les souffrances d'un malade est une obligation que tous les médecins reconnaissent. L'euthanasie active elle-même est parfois pratiquée, mais les médecins ne se vantent guère de ce genre d'actes, officiellement condamnés par leur ordre, qui, pourtant, s'oppose à toute réglementation en la matière.

La question est de savoir si la situation actuelle doit être maintenue

ou si un débat public s'impose. Beaucoup de médecins veulent rester seuls devant leur conscience et dénoncent toute forme de médecine spectaculaire. D'autres, au contraire, estiment insupportables de telles questions si elles ne sont pas diffusées et partagées. Les cinq signataires de l'appel du 19 septembre pensent, quant à eux, que tous les médecins devraient être sensibilisés au drame des mourants et que tous les malades devraient être persuadés que leur médecin les aidera à mourir.

Cet accompagnement ne se réduit pas à des actes médicaux. Il exige du temps, beaucoup de sensibilité et une formation que les intéressés n'ont pas reçue. C'est vrai aussi des infirmiers, dont le rôle est capital au moment de la mort.

Un jésuite, le Père Patrick Verspieren, avait jeté un pavé dans la mare au début de cette année. « Notre société se trouve entraînée sur la pente de l'euthanasie », écrit-il dans la revue le monde, dénonçant la banalisation des cocktails lytiques. Et il contestait aux médecins le droit de définir eux-mêmes l'éthique médicale. On assista alors à une passe d'armes entre ce religieux et d'éminents « patrons ». Passe d'armes momentanée et d'ailleurs frivole : les moralistes ne semblent plus exister, les philosophes s'occupent d'autre chose et les pouvoirs publics sont au ballon.

Faut-il circonscire le débat sur l'euthanasie aux médecins et aux théologiens ? Ou au contraire le diffuser à l'élargissement ? La mort n'est-elle pas une « question de société » — et quelle question ! — qui intéresse tout le monde ? Il ne s'agit pas seulement de philosophie ou de morale ; si l'acharnement thérapeutique par exemple est contesté, c'est aussi parce qu'il coûte extrêmement cher. Le citoyen a le droit d'être informé sur ce qui se passe réellement dans les hôpitaux, ne serait-ce que pour dissiper sa crainte d'être « supprimé » en cas de maladie incurable.

Un manifeste ambigu, signé par cinq médecins, n'était sans doute pas le meilleur moyen de lancer le débat public. Mais l'écho qu'il a obtenu témoigne d'un intérêt et d'une inquiétude. Le congrès international de Nice contribuera aussi à sortir de l'ombre le sujet tabou de la mort, à condition de ne pas se limiter à des simplifications.

ROBERT SOLÉ

DEUX MILLE MANIFESTANTS A PARIS POUR LA LIBÉRATION DES DÉTENU BASQUES

Deux mille personnes ont manifesté, le mercredi 19 septembre, dans la soirée, de la place de la République à l'église de la Trinité, à Paris, à l'appel de plusieurs organisations d'extrême gauche, pour demander la libération des huit Basques en grève de la faim depuis le 8 août, dont sept d'entre eux sont menacés d'extradition. La Cour de cassation doit examiner leur cas vendredi 21 septembre.

Les familles des détenus, en tête de la manifestation, tenaient une banderole où des fragments du tableau de Picasso *Guernica* avaient été reproduits et sur laquelle on pouvait lire : « Non aux expulsions et aux extraditions. » « Nous ne sommes pas des délinquants, mais des combattants politiques. Nous comptons sur la solidarité de tous les démocrates français », a déclaré leur porte-parole au terme de la manifestation.

Une délégation avait été reçue le même jour par un membre du cabinet du ministre de la justice. Elle comprenait plusieurs élus municipaux du Pays Basque français et demandait, entre autres, que les détenus soient examinés par des médecins indépendants n'appartenant pas à l'administration pénitentiaire.

O. FADEL
EXPORT EN ALGÉRIE
pièces détachées, véhicules et machines industrielles
— DÉCODEURS T.V.
— MOTOCYCLETTES
— TRACTEURS
— FROID
Études de marchés pour licences d'import
162, rue de Tolbiac, 75013 PARIS
Tél. : 621.65.44 - 988-24-43
Télex 649251

NOUVEAU CATALOGUE GRATUIT

PRO

JUXTAPOS SUPERPOS DÉMONTABLE DÉPLACÉ

12 LIGNES

STANDARDS

Installé

La maison BIBLIOTHÈQUE

La maison BIBLIOTHÈQUE

La maison BIBLIOTHÈQUE

La maison BIBLIOTHÈQUE

La maison BIBLIOTHÈQUE

La maison BIBLIOTHÈQUE

La maison BIBLIOTHÈQUE

La maison BIBLIOTHÈQUE

La maison BIBLIOTHÈQUE

La maison BIBLIOTHÈQUE

La maison BIBLIOTHÈQUE

La maison BIBLIOTHÈQUE

NOUVEAU CATALOGUE GRATUIT

La maison des BIBLIOTHEQUES

18 Magasins en France

PARIS • BRUXELLES • GENEVE • NEW YORK • ROME

Paris : 61, rue Froidevaux, 14^e (en Montparnasse)

Magasins ouverts le lundi de 14 h à 19 h et du mardi au **samedi inclus** de 9 h à 19 h sans interruption.
Métro : Denfert-Rochereau (RER) - Gaîté - Edgar Quinet. Autobus : 28-38-58-68. SNCF : Gare Montparnasse.

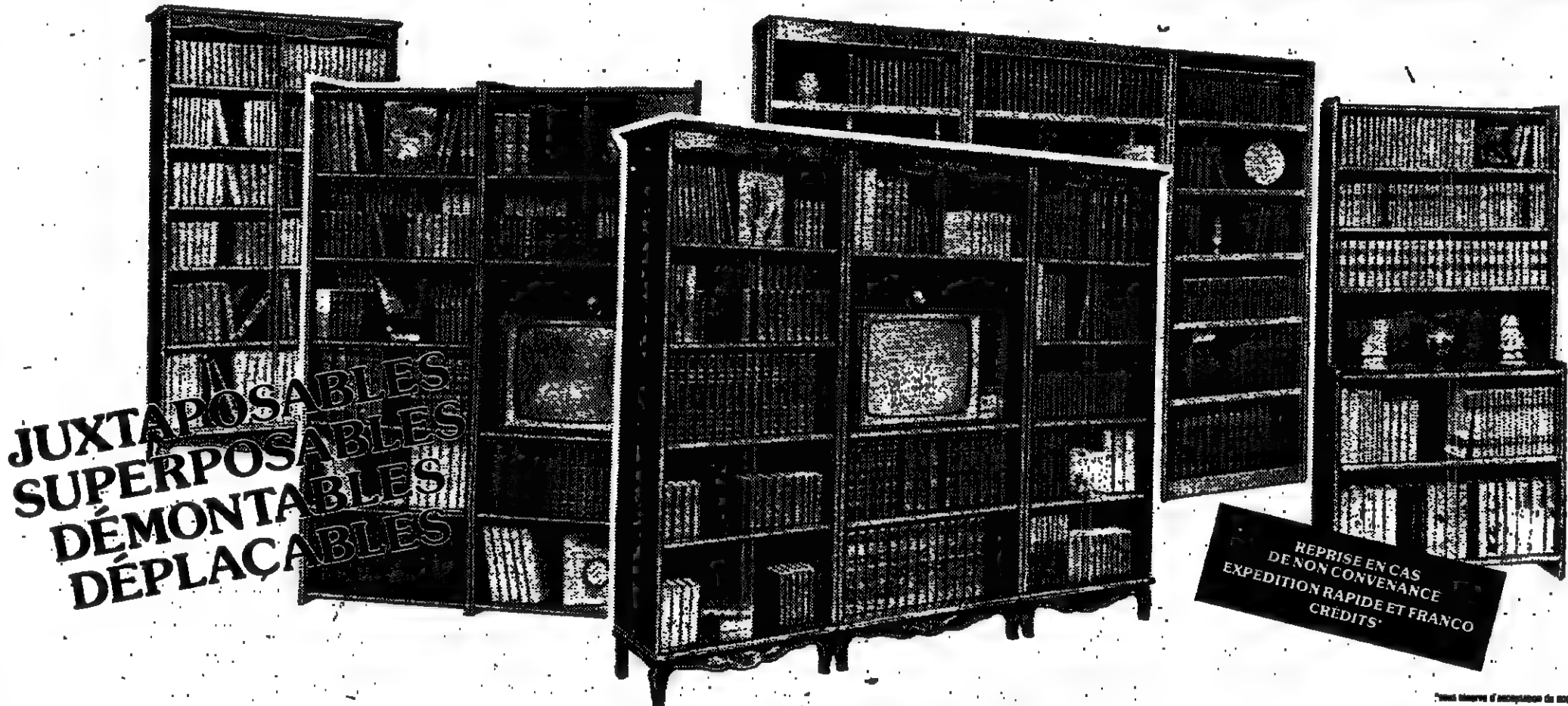
PROFITEZ DE LA RENTRÉE...

pour choisir, composer, organiser ou agrandir votre bibliothèque.

La Maison des Bibliothèques présente dans ses magasins (voir encadré ci-dessous)

TOUTES SES NOUVEAUTES

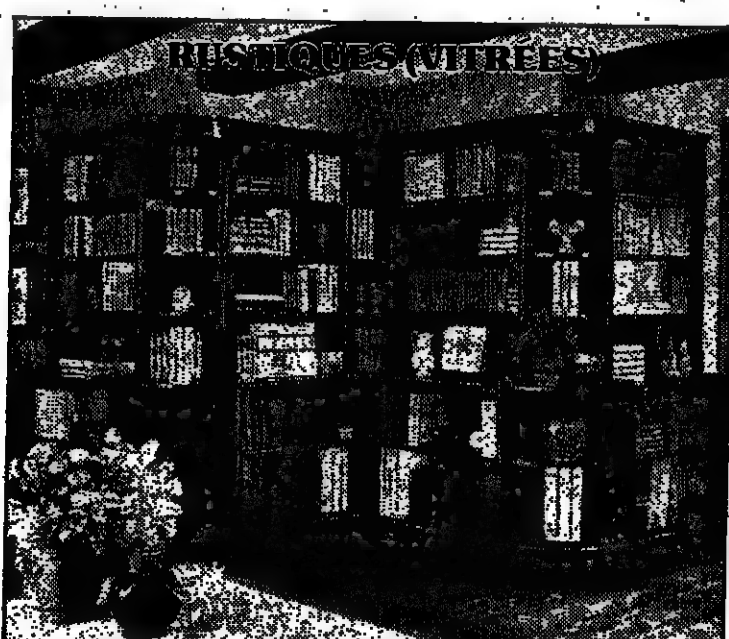
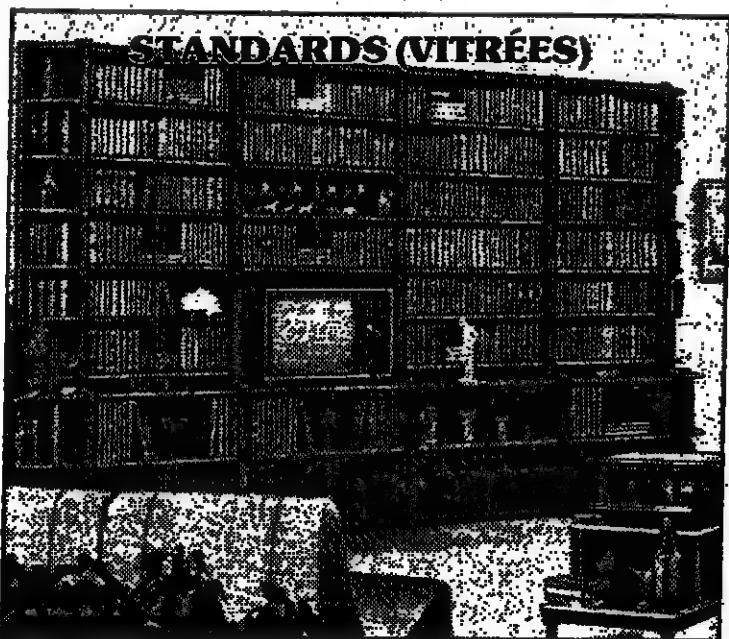
Nouveaux modèles - Nouveaux coloris - Nouveaux accessoires et ses lignes traditionnelles



**JUSTAPOSABLES
SUPERPOSABLES
DÉMONTABLES
DÉPLACABLES**

REPRISE EN CAS
DE NON CONVENANCE
EXPEDITION RAPIDE ET FRANCO
CREDITS

12 LIGNES - 450 MODÈLES VITRÉS OU NON



La maison des BIBLIOTHEQUES
Paris : 61, rue Froidevaux, 14^e
Magasins ouverts le lundi de 14 h à 19 h et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h sans interruption. Métro : Denfert-Rochereau - Gaîté - Edgar Quinet. Autobus : 28-38-58-68.

BORDEAUX 10, rue Bouffard, tél. (56) 44.39.42	LYON 9, r. de la République, (métro Hôtel-de-Ville- Louis-Pasteur) tél. (7) 828.36.81	NICE 8, rue de la Boucherie (Vallée Ville), tél. (93) 80.14.89
CLERMONT FERRAND 22, r. G.-Clemenceau, tél. (73) 83.97.08	MARSEILLE 109, rue Paradis (métro Estrangin), tél. (91) 37.80.54	RENNES 18, quai E.-Zola (près du Musée), tél. (59) 79.55.33
DIJON 100, rue Monge, tél. (80) 45.02.48	MONTPELLIER 8, rue Sévère (près Gare), tél. (67) 58.19.32	ROUEN 43, rue des Charvettes, tél. (55) 71.94.22
GRENOBLE 59, rue St-Laurent, tél. (78) 42.55.75	STRASBOURG 11, rue des Bouchers, tél. (88) 36.73.78	TOULOUSE 1, r. des Trois-Renards (près pl. St-Sernin), tél. (61) 22.92.40
LILLE 83, rue Esquermoise, tél. (20) 55.69.39	NANTES 18, rue Gambetta (près rue Coulmiers), tél. (40) 74.59.35	TOURS 5, rue H-Barbasse (près des Halles), tél. (47) 61.03.28
LIORGES 57, rue Jules-Noriel, tél. (55) 79.15.42		

Ouverts du mardi au samedi inclus.

Installez-vous, vous-même facilement, très rapidement à des PRIX IMBATTABLES !



Nouveau Catalogue
76 pages couleurs
200 photos et illustrations
Plus de 450 bibliothèques, vitrines
bureaux et meubles d'appoint
53 teintes, essences et coloris...
De nombreux accessoires et aménagements

CATALOGUE GRATUIT
en envoyant ce bon à :
LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES - 75600 PARIS CEDEX 14
Veuillez m'envoyer, sans engagement, votre catalogue en couleurs contenant tous les détails (hauteurs, largeurs, profondeurs, matériaux, teintes, conceptions, etc...) et votre tarif.

N - Nom - Prénom : _____ Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

(Souscrire) Téléphone : _____ Profession : _____

Catalogue par téléphone : 24h sur 24 Répondeur automatique **(1) 320.73.33**

Une quinzaine de femmes ont accepté de porter un enfant pour un couple stérile

teurs originalité. Elles commentent en revanche à poser de douloureuses questions, comme le démontrent les expériences américaines.

A Paris, l'Association nationale pour l'insémination artificielle de substitution (ANIAS) annonce que cinq femmes ont déjà accepté de porter un enfant pour un couple stérile. « Chez nous, les sommes se situent entre 20 000 francs et 30 000 francs », nous a expliqué Mlle Amick Grossus, infirmière, présidente de cette association créée en août 1983. « Pour l'instant cinq femmes se font inséminer. Ce sera le

J.-Y. N.
EN BREF

Propos recueillis par
JEAN CONTRUCCI.

CLAUDE FRANÇILLON.

● Dix-neuf prix Nobel mettent l'humanité en garde contre une catastrophe nucléaire. — Avant une conférence sur « La sort de la Terre » qui doit prochainement réunir à Washington les représentants de toutes les organisations écologistes et antinucléaires américaines, une déclaration, cosignée par dix-neuf prix Nobel (physique, chimie, médecine et économie), met en garde l'humanité contre le risque d'un hiver nucléaire — consécutif à l'explosion des bombes atomiques et aussi contre les dangers de la surpopulation.

Depuis la création du club en 1901, par des marins et ingénieurs bretons venus exploiter les mines de fer de Biscaye, les seuls Bretons à avoir porté le maillot de l'Atlético (sans « a » car le club n'a jamais été hispanisé) sont ceux de Angulo au début du siècle.

Cette imitation à ses recrues bretonnes est un défi pour le club pour les joueurs - comme pour Clemente, l'entraîneur.

Ces personnes ont été hébergées deux nuits, en zone internationale, à l'hôtel Sofitel. Fuyant le Sri-Lanka, ces voyageurs sans visa, « n'étaient qu'en transit », laisse-t-on entendre du côté des autorités françaises, et « ont tenu un coup de force » pour rejoindre leurs familles en France (la communauté tamoule en France se compose de douze mille personnes environ).

La mairie de Paris, forte de la loi du 28 décembre 1904 qui confie aux municipalités l'organisation des pompes funèbres, a aussitôt annoncé qu'elle se réservait d'entamer les

L'ex-FLNC a revendiqué dans un communiqué, le 18 septembre, trente-huit attentats commis en Corse au cours de ces derniers mois. On peut remarquer que ces actions sont non datées, et que, pour la plupart, aucune adresse n'a été précisée. Dans le passé, certains attentats avaient parfois été revendiqués deux fois. D'autre part, l'ex-FLNC dé-

L'accueil des élèves est assuré mais la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), craignant que les conditions de surveillance soient insuffisantes, a demandé aux familles de ne pas envoyer leurs enfants au collège.

[REDACTED]

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 278: 1039-1044.

Rue tant de pari avec la Real Sociedad de San-Sebastian, championne d'Espagne 1981 et 1982, qui sont la même politique, l'attitude de Bilbao doit travailler en permanence avec tous les clubs de la Ligue. Plus de cent cinquante centres sportifs se sont engagés à mettre tout leurs meilleurs espoirs à disposition et peut les incorporer dans les équipes de jeunes ou les envoyer à leur carrière professionnelle. Le club de San-Sebastian a un centre de formation

LA VICTOIRE DE PARIS

Susie l'o

du club parisien a joué et a gagné (4-0), mercredi 19 septembre au Parc des Princes, sous le patronage de l'UEFA (Union européenne des associations de football).

Le Heart of Midlothian (Écosse) est le star du football européen. Acheté il y a deux ans, il est d'origine par le PSG. Il se fait, d'ailleurs, payer en dollars, et le joueur de petit gabarit n'exerce toujours son talent avec une maîtrise de professionnel. « Trop petit », disent certains.

Le PSG devrait-il pour autant se passer de son génie sous le signe de l'« auguste » ou a-t-il pas besoin d'une activité détonante ? Les écossais ne sont pas habitués à des revenus de leur mé-

MODE

PRÉFÉRENTIELS ICELANDAIR - ALLER-RETOUR
(voia réguliers au départ de Luxembourg)

Acheminement SNCF compris de Paris et de nombreuses villes de province.

Ouverture d'une nouvelle destination Icelandair :
ORLANDO, porte d'entrée du monde magique de
DISNEY WORLD.


Demandez le tarif "Florida Special" comprenant le vol
aller-retour et 1 semaine de location de voiture,
à partir de 3.940 F. Vous pourrez visiter la **FLORIDE**
en toute liberté : Epcot, Cape Canaveral, etc...

ICELANDAIR est aussi le spécialiste de l'Islande.

Interrogez votre agent de voyages ou

ICELANDAIR

bd des Capucines 75002 Paris ☎ 742.52.26



LE MONDE
diplomatique

SEPTEMBRE 1984

**DROITS DE L'HOMME ET POLITIQUE
LA FOIRE AUX LIBERTÉS**

EN VENTE : 11 F. CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX
ET AU « MONDE »

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

CINÉMA

autrement
Le Monde

**JOURNÉES
JEUNES
CRÉATEURS**

PROGRAMME
DISPONIBLE DANS
LES TROIS FINAC,
EN LIBRAIRIE,
ET DANS LE
NUMÉRO SPÉCIAL DU
"MONDE AUJOURD'HUI"
DU 22 SEPTEMBRE.

100

Le PSG devant-il pour autant se passer de son génie sous-présumé que le "doguiste" n'a pas vu le terrain une activité débridée ? Les Ecossais ne sont plus habitués de revenus de leur mé-

MODE
autrement
Le Monde

هكذا من الاصل

INFORMATIONS « SERVICES »

RÉTROMANIE

L'OUVERTURE DE LA XII^e BIENNALE DES ANTIQUAIRES

Un décor de prix

L'inauguration de la XII^e Biennale internationale des antiquaires, au Grand Palais, le 19 septembre, avait lieu au profit de la Fondation pour la recherche médicale française. Les cartons, plus démocratiquement que de coutume, pouvaient donc être acquis par tous, et pour trois cents cinquante francs. Aussi l'âge des participants était-il plutôt d'époque, et quelquefois de haute époque. Le prix inclut un buffet. Le luxe policé de l'ensemble était juste troublé par les formidables effluves de parfums contradictoires.

Cette douzième Biennale réunit quelque cent trente exposants venus pour la plupart des meilleurs quartiers de Paris mais aussi, et en bon nombre, de Belgique ou des Pays-Bas ou, en touches légères, de Grande-Bretagne et d'Italie. Si tous les meilleurs n'y sont pas, ceux qui y sont comptent parmi les meilleurs, ou les plus réputés, parmi les plus riches en tout cas car le prix d'un stand est très élevé. D'autant plus élevé que la décoration, ou l'architecture d'intérieur comme on dit cérémonieusement, joue ici un rôle considérable, et davantage encore que les années passées. La décoration intervient d'abord à l'échelle du Grand Palais dont les 13 000 mètres carrés, généralement pourvus de respirations, rues et avenues, jardins aussi sophistiqués qu'éphé-

mères, sont couverts sur le mode pyramidal par un déluge de tissus orangés dont un curieux effet est de rappeler les douloureuses cimeuses du Douanier-Rousseau, l'exposition voisine.

Elle intervient aussi dans chaque stand, où les meubles, les objets, les tableaux, les bijoux sont disposés suivant des mises en scène qui peuvent être très élaborées. L'ensemble, sans même s'attacher au détail est à cet égard impressionnant.

Le détail et l'essentiel, ce sont évidemment ces meubles transférés par les soins conjugués des vernis, des restaurateurs, des experts, pour atteindre le nirvana des prix : ce sont des tapisseries sans le moindre accroc, des tapis si propres qu'on s'en ferait des draps. Et des tableaux qui semblent tomber tout droit du chevalier. A peu d'exception près, chez les marchands, et si l'on ne tient pas compte d'une ou deux galeries, les tableaux n'ont d'ailleurs pas la qualité des meubles. On s'étonne du nombre effrayant des Bruegels même si l'on en sait la famille prolifique, comme on s'étonne de la primauté des meubles et objets du dix-huitième siècle. Mais cela respecte en somme les lois, les modes ou les vérités du marché.

FRÉDÉRIC IDELMANN.

★ Jusqu'au 7 octobre, de 11 à 23 heures, le dimanche, de 10 à 20 heures. Entrée : 35 F.

BIBLIOGRAPHIE

« BRANCHEZ-VOUS ! » DE JOËL ET STELLA DE ROSNAY

« Nous souhaitons avant tout que le micro-ordinateur soit pour vous une invitation au voyage », écrivent Joël et Stella de Rosnay dans le livre qu'ils viennent de consacrer à cette nouvelle ménagerie qui se peuple de plus en plus d'espèces.

Il a paru vexant aux auteurs que trop d'adultes répondent encore : « L'ordinateur, c'est bon pour les jeunes ». Pour aider à « brancher » les retardataires, ils ont écrit — en s'amusant beaucoup, sûrement — un petit ouvrage plein d'anecdotes, d'images, de dessins, de schémas, de diagrammes, et surtout de conseils pour tous ceux qui veulent « faire le saut », en ôdant souvent la parole à trois personnages-guides : Informaticus, Electronix et Télématix, chacun représentant une fonction-clé de la micro-informatique : matériel, logiciel ou communication. Pas de discours, mais des réponses aux questions : à la maison, à quoi sert un micro-ordinateur ?

Que faut-il acheter ? Comment ça marche ? Combien ça coûte ? On sort de là en se disant qu'après tout ce n'est pas si sorcier de se « brancher ». Réconfortant.

• Editions Olivier Orban. 160 pages. 79 F.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 22 SEPTEMBRE

« Cycle jardins », 13 heures, place de la Concorde, grille des Tuileries, M^{me} Verneuse (Caisse nationale des monuments historiques).

« La Passion », 10 à 30, marches, (D. Boeckard).

« Chez un restaurateur de meubles », 15 à 30, devant Saint-Julien-le-Pauvre (Commissaire d'Art et d'Histoire).

« Les Halles », 15 heures, 1, rue Montmartre (B. Charry).

« Hôtel de Moudragon », 15 heures, 10, rue Louis-le-Grand (M^{me} Ferrand).

« Notre-Dame dans le roman de Victor Hugo », 15 heures, métro Cité (M^{me} Hanliet).

« Les Impressionnistes », 15 heures, entrée de musée de Jeu de paume (P-Y. Jais).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 20 septembre :

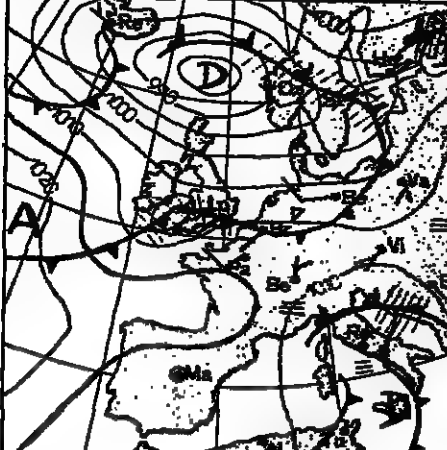
UN DÉCRET
• Portant création de la réserve naturelle de Mantet dans les Pyrénées-Orientales.

UN ARRÊTÉ
• Portant agrément d'organismes préparant au certificat d'aptitude aux fonctions d'aide médico-psychologique.

UNE LISTE
• D'admission à l'école spéciale militaire de Saint-Cyr en 1984.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 20-9-84 A 0 h GMT.



Évolution probable de temps en France entre le jeudi 20 septembre à 0 heure et le vendredi 21 septembre à 24 heures.

La France restera sous l'influence d'une dépression en mer du Nord. Cette dépression dirigée sur notre pays des perturbations. Une première pluie active traversera la moitié nord jeudi en se déplaçant que de petites pluies éparpillées.

Vendredi, le temps sera frais et méditerranéen sur l'ensemble du pays. Une zone de temps pluvieux abordera dès le matin les côtes de la Manche pour se décaler et recouvrir en cours de journée toute la moitié nord. Le temps restera couvert. Sur la moitié sud, un ciel nuageux avec des averse passagères le matin s'intensifiant en arrivant sur la Corse et le sud des Alpes.

Après une accalmie les averse reprendront sur l'Aquitaine et les régions pyrénéennes.

De fin d'après-midi, au nord de la Loire, le ciel sera un peu moins nuageux mais des averse éclateront par places. Les températures de 7 à 8 degrés le matin dans l'intérieur et de 10 à 11 degrés sur les côtes ne dépasseront pas 15 degrés l'après-midi dans le Nord, 17 à 18 degrés dans le centre et 17 à 20 degrés sur les régions méditerranéennes.

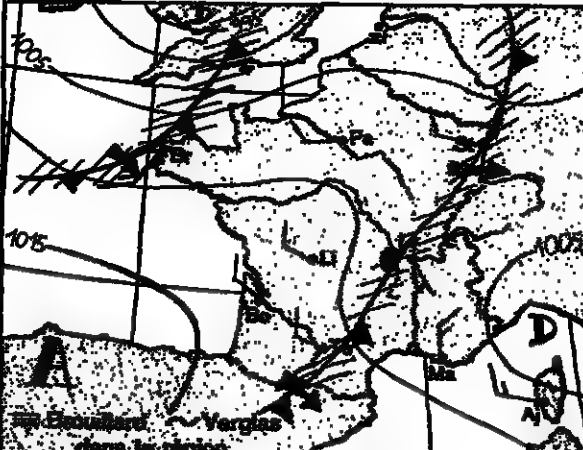
Le vent sera modéré de nord sur la vallée du Rhône et assez fort soufflant en rafales sur les côtes de la Manche. La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 20 septembre à 6 heures, de 1011,3 millibars, soit 758,5 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 19 septembre ; le second le minimum de la nuit du 19 au 20 septembre) : Alsace, 22 et 13 degrés ; Biarritz, 20 et 13 ; Bordeaux, 21 et 11 ; Bourges, 17 et 13 ; Brest, 17 et 13 ; Clermont-Ferrand, 16 et 11 ; Dijon, 18 et 11 ; Grenoble-St-M-H, 18 et 13 ; Grenoble-St-Geoirs, 14 et 12 ; Lille, 18 et 11 ; Lyon, 16 et 10 ; Marseille-Marganne, 21 et 10 ; Nancy, 18 et 12 ; Nantes, 19 et 12 ; Nice-Côte d'Azur, 22 et 17 ; Paris-Montsouris, 19 et 13 ; Paris-Orly, 19 et 13 ; Pau, 21 et 10 ; Perpignan, 22 et 16 ; Rennes, 18 et 12 ; Strasbourg, 18 et 11 ; Tours, 18 et 13 ; Toulouse, 20 et 9 ; Poitiers-Pizay, 31 et 24.

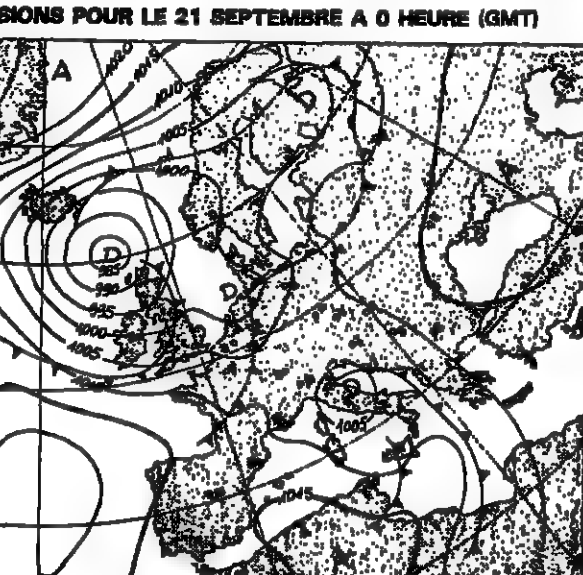
Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 13 degrés ; Amsterdam, 17 et 11 ; Athènes, 27 et 18 ; Berlin, 17 et 13 ; Casablanca, 17 et 11 ; Bruxelles, 16 et 11 ; Le Caire, 35 et 20 ; Les Canaries, 26 et 20 ; Coppenhague, 14 et 9 ; Dakar, 31 et 26 ; Djibouti, 27 et 18 ; Genève, 19 et 11 ; Istanbul, 28 et 18 ; Jérusalem, 27 et 17 ; Lisbonne, 28 et 15 ; Londres, 18 et 12 ; Luxembourg, 15 et 10 ; Madrid, 26 et 7 ; Montréal, 20 et 12 ; Moscou, 13 et 10 ; Nairobi, 27 et 14 ; New-York, 24 et 12 ; Palma-de-Majorque, 24 et 11 ; Rio-de-Janeiro, 29 et 20 ; Rome, 23 et 15 ; Stockholm, 12 et 8 ; Téhéran, 30 et 16 ; Tunis, 24 et 15.

avec le support technique spécial de la météorologie nationale.

PRÉVISIONS POUR LE 21-09-84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 21 SEPTEMBRE A 0 HEURE (GMT)



14 ; Cas, 19 et 13 ; Cherbourg, 17 et 13 ; Clermont-Ferrand, 16 et 11 ; Dijon, 18 et 11 ; Grenoble-St-M-H, 18 et 13 ; Grenoble-St-Geoirs, 14 et 12 ; Lille, 18 et 11 ; Lyon, 16 et 10 ; Marseille-Marganne, 21 et 10 ; Nancy, 18 et 12 ; Nantes, 19 et 12 ; Nice-Côte d'Azur, 22 et 17 ; Paris-Montsouris, 19 et 13 ; Paris-Orly, 19 et 13 ; Pau, 21 et 10 ; Perpignan, 22 et 16 ; Rennes, 18 et 12 ; Strasbourg, 18 et 11 ; Tours, 18 et 13 ; Toulouse, 20 et 9 ; Poitiers-Pizay, 31 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 13 degrés ; Amsterdam, 17 et 11 ; Athènes, 27 et 18 ; Berlin, 17 et 13 ; Casablanca, 17 et 11 ; Bruxelles, 16 et 11 ; Le Caire, 35 et 20 ; Les Canaries, 26 et 20 ; Coppenhague, 14 et 9 ; Dakar, 31 et 26 ; Djibouti, 27 et 18 ; Genève, 19 et 11 ; Istanbul, 28 et 18 ; Jérusalem, 27 et 17 ; Lisbonne, 28 et 15 ; Londres, 18 et 12 ; Luxembourg, 15 et 10 ; Madrid, 26 et 7 ; Montréal, 20 et 12 ; Moscou, 13 et 10 ; Nairobi, 27 et 14 ; New-York, 24 et 12 ; Palma-de-Majorque, 24 et 11 ; Rio-de-Janeiro, 29 et 20 ; Rome, 23 et 15 ; Stockholm, 12 et 8 ; Téhéran, 30 et 16 ; Tunis, 24 et 15.

avec le support technique spécial de la météorologie nationale.

EN BREF

COLLOQUE

THÉORIE ET PRATIQUE. — L'Institut de psychologie et sciences sociales appliquées (IPSA) organise, du 24 au 26 septembre, un colloque à Angers sur le thème « Théorie-Pratique, Discours scientifique et pratiques professionnelles ». Trois activités-clés seront proposées aux participants : une approche critique à partir des conférences-débats ; des confrontations, en fonction de leur expérience, dans le cadre de cas pratiques destinés à résoudre des problèmes précis ; des communications individuelles ou collectives sur certains aspects particuliers. Sujets proposés : clinique et pratiques thérapeutiques ; politiques d'action sociale et travail social ; socialisation et insertion professionnelle ; discours théologiques.

croyances religieuses et pratiques d'Église ; évolution technologique et innovation dans l'entreprise ; crise de la militance ; pratiques éducatives et sociales.

Le frais de participation sont de 800 F, incluant l'envoi ultérieur des Actes et les trois déjeuners. Ils pourront être pris en charge au titre de la formation permanente. Demi-tarif pour les étudiants.

★ Colloque théorie-pratique. IPSA Laboratoire ROPS, BP 688, 49005 Angers CEDEX. Tél. : (41) 86-33-12, p. 483 et 187.

CONCOURS

VIDEO-CLIPS. — Le Studio, rue Quincampoix organise pour tous les cinéastes, chanteurs ou musiciens amateurs, un concours de vidéo-clips. Le court métrage (de

préférence en couleur) doit avoir une durée de cinq à douze minutes. Tous les genres sont admis, dramatique, fantastique ou romantique, et tous les styles de musique, pourvu qu'il soit adapté à la portée visuelle. La date limite de dépôt des bandes est le 15 décembre. Premier prix : présentation au Festival de Saint-Tropez et réalisation d'un 45-tour ; deuxième prix : un magnétoscope ; troisième prix : des cassettes vidéo.

★ Le Studio, 15, rue Quincampoix, 75004 Paris. Tél. : 282-03-42 ou 278-73-90 (Marie ou Édouard).

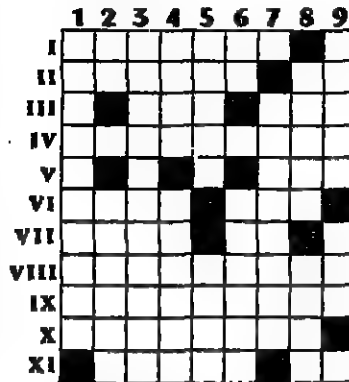
SÉMINAIRE

DEVENIR PATRON. — La Chambre de commerce et d'industrie interdépartementale (CCI) Val-d'Oise-Yvelines propose, à partir du 21 septembre, un séminaire de préparation à la création d'entreprise. Ce séminaire comprend trois phases : des séances de réflexion sur les différents problèmes de la création d'entreprise et de la vie de la PME (douze journées réparties sur deux mois à raison de deux jours par semaine) ; des journées organisées en fonction des besoins des futurs chefs d'entreprise ; une assistance à la mise en place de la jeune entreprise.

★ CCI Direction de la promotion industrielle, M^{me} Volant, M. Proulx, Tél. : 923-96-22.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3802



HORIZONTALEMENT

I. Pêcheurs devenus pêcheurs. — II. Major pour mineurs. Démonstratif. — III. Évoque d'une ou d'une. Rend service en desservant. — IV. Est réputée changeante, bien qu'on la qualifie généralement de fidèle. — V. Article. — VI. Auteur d'une symphonie espagnole et d'une rhapsodie hongroise. Possessif. — VII. Superlatif. Rouleau autant en Bigorre qu'en Navarre. — VIII. Ne manque pas de se faire remarquer quand elle sort. — IX. Vit sans travailler du fruit de ses anciennes activités. — X. Cessez le feu ! — XI. Pêche de boucherie. Copulative.

VERTICALEMENT

I. Entreprise n'employant que des ouvriers. — II. Les Transalpins n'en manquent pas. Rarement rapporté par celui qui l'a pris. — III. Deux qui battent à l'unisson dans un même cœur. — IV. Fait jouer son chien. Ne voyait jamais sa femme sans ressusciter sa belle-sœur. — V. Peut être piquée par celui qu'on a piqué. Prison. — VI. Préparation. Leur ligne de conduite est toute tracée. — VII. Diligence toujours en service malgré la modernisation des transports. — VIII. Permettent le transport ou le blocage. En Loire-Atlantique. — IX. Déesse féconde de certains fanchés. Destinée.

Solution du problème n° 3801

Horizontalement
I. Candeur. — II. Écœurant. — III. Noir. Ru. — IV. Tuerie. Ni. — V. Inégal. — VI. Mine. Il. — VII. Elira. One. — VIII. Laërte. — IX. Job. Co. Ur. — X. Enlaidie. — XI. Essaler.

Verticalement
I. Contente. Jeu. — II. Ecrouillon. — III. Noie. Niable. — IV. Derrière. An. — V. Ru. IN. Arcois. — VI. Irréel. Todi. — VII. Eau. OE. Il. — VIII. RN. Nain. Ued. — IX. Tailleur.

GUYS BROUTY.

AUTOMNE À PARIS

A l'occasion des traditionnelles Fêtes d'automne, le cinquième arrondissement invite les Parisiens à participer à diverses manifestations du 21 septembre au 28 octobre.

Le 22 septembre à 21 heures : Fête aquatique, à partir de péniches ancrées quai Saint-Bernard, un spectacle musical et pyrotechnique est proposé sur une musique d'Offenbach (gratuit).

Pour les amateurs de musique, trois concerts classiques sont prévus : Monteverdi, le 27 septembre à 21 heures, à l'Église Saint-Séverin ; Mendelssohn, Paganini, Prokofiev, Faure et Rimski-Korsakov, le 4 octobre à 21 heures à la chapelle du Val-de-Grâce et le 23 octobre, à 21 heures, à l'Église Saint-Médard, Jean-Sébastien Bach.

Un spectacle de variétés aura lieu, le 17 octobre à 21 heures, à la Mutualité. Vedettes : François Valéry et Jean Lahaye. Le prix des places pour les concerts et le spectacle est de 40 et 50 francs. Billets à retirer à la mairie du V^e ou sur place le soir même.

loterie nationale				LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER			
VOUS CHERCHER À GAGNER				VOUS CHERCHER À GAGNER			
TERMI- NAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES		TERMI- NAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES	
1	11 891 891 771 3 591 80 291 76 291	300 F 500 500 500 2 000 10 000 10 000		6	27 636 6 036 27 586 004 666	200 500 2 100 10 100 1 000 100	
2	0 252 1 882 3 042	2 000 2 000 2 000		7	27 627 227 327 5 727	200 500 700 500 2 200	
3	163 883 883 3 883 6 883	500 500 500 2 000 2 000		8	28 658 3 658 35 158 84 478 89 318	200 500 2 000 10 000 10 000 10 000	
4	4 124	100 500		9	88 7 489 31 089 68 028 386 389	500 2 000 10 000 10 000 4 000 000	
5	55 055 775 885 00 885 82 385	200 700 800 500 10 000 10 000		0	00 100 880	200 700 500	
6	6	100					

LOTO
N° 28
Tirage du mercredi 19 septembre 1984

26 27 28 35 36 37 29

POUR LES TIRAGES DES MERCREDI 26 SEPTEMBRE ET SAMEDI 29 SEPTEMBRE 1984
VALIDATION ABSOLUE AU MARDI APRÈS-MIDI

TRANCHE DES OIES SAUVAGES
Tirage du mercredi 19 septembre 1984

loterie nationale			LISTE OFFICIELLE		DES SOMMES A PAYER AUX BILLETS ENTIERS				
Le règlement de TACO-TAC ne prévoit aucun cas d'U.D. de 10/08/84)									
Le numéro		27 742 26		soit		4 000 000,00 F			
les numéros approchant à la centaine de mille		0 7 7 4 2 6		soient		50 000,00 F			
		1 7 7 4 2 6							
		3 7 7 4 2 6							
		4 7 7 4 2 6							
		5 7 7 4 2 6							
		6 7 7 4 2 6							
Les numéros approchant aux									
Dizaines de mille		Mille		Centaines		Dizaines	Unités	gagnent	
207426		270426		277026		277406			277420
217426		271426		277126		277416			277421
227426		272426		277226		277436			277422
237426		273426		277326		277446			277423
247426		274426		277426		277456			277424
257426		275426		277526		277466			277425
267426		276426		277626		277476			277427
287426		278426		277826		277486			277428
297426		279426		277926		277496			277429
Tous les billets se terminant par		7 4 2 6		gagnent		5 000,00 F			
		4 2 6				1 000,00 F			
		2 6				200,00 F			
		6				100,00 F			
34		TACOTAC				TRAJE DU MERCREDI 13 SEPTEMBRE 1984		71°	

Du 21 au 30 septembre 1984

FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE

et aux jambons

ILE DE CHATOU

près de Paris.

Accès direct R.E.R. Chatou.

organisée par le Syndicat National du Commerce de l'Antiquité et de l'Occasion.

Tél. 770.88.78

Anatole France est de retour

En robe de chambre et en bonnet

Anatole France est de retour. Marie-Claire Bancquart retrace la vie de l'écrivain, et « la Pléiade » entreprend la publication de ses œuvres (voir le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech). C'est l'occasion de redécouvrir un homme qui, de son vivant, fut admiré autant que dénigré, et un auteur qui se trouvait au purgatoire depuis assez longtemps.

ANATOLE FRANCE, un sceptique passionné. C'est le titre que Marie-Claire Bancquart a donné à sa biographie. Gros travail d'érudition, c'est aussi un livre engagé : à sortir l'écrivain

de la gangue d'idées préconçues qui étouffait ses livres. Marie-Claire Bancquart fait surgir un individu complexe, difficile et sympathique, éclairé ses prises de position, et ce qu'il y a de doute et de blessures cachées chez cet homme public, chez cet écrivain qui ne fut souvent qu'en apparence autobiographique.

Une allure monacale

On regrettera que l'auteur soit passé un peu vite sur la guerre de 14, qu'elle se soit penchée à analyser la gestation et le contenu de livres comme *la Révolte des anges*,

Les dieux ont soif ou *l'île aux pin-gouins*. Mais il est tout à son honneur que, après plus de quatre cents pages, on ait envie d'en savoir encore davantage. « J'étais loin d'être beau garçon », déclare Anatole France dans *la Vie en fleur*, son dernier livre paru en 1922. Et, comme un leitmotiv, revient dans toute son œuvre la référence à un corps plutôt gênant, trop long, trop gauche. C'est une longue figure asymétrique, un nez « en sautoir », une toute petite tête (1). Anatole France est emporté de lui-même, ce qui lui donne un air hypocrite quand il essaie simplement d'être aimable. Il s'arrange en vieillissant. Quand on le décrit âgé, on insiste sur son regard brun, attentif et railleur, sur son air mystique d'écrivain en robe de chambre et en bonnet, un foulard rouge autour du cou : une allure monacale. Voyez Gide.

Anatole a peur qu'on se moque de lui. Cela a dû arriver souvent au collège Stanislas, où il a fait, dans la douleur, ses études secondaires. C'est qu'il n'est pas seulement mal dans sa peau, il est fils de libraire, « auteur dire pas grand-chose aux yeux de ses petits camarades.

France était en outre chrétien et royaliste, son fils devint, par la force des choses, anticlérical et républicain.

J'ai toujours su me distraire

Dès huit ans, en 1852, note Marie-Claire Bancquart, Anatole se destine à la carrière des lettres. Il vit, il a toujours vécu dans les livres. Et puis, il est doué d'un talent particulier, qu'il note dans *le Petit Pierre* : « J'ai toujours su me distraire, ce fut tout mon art de vivre. Petit et grand, jeune et vieux, j'ai constamment vécu le plus loin possible de moi-même et de la triste réalité. » On ne peut mieux qu'une belle bibliothèque pour exercer ce genre de génie ?

En 1870, Anatole France, qui a vingt-six ans et s'essaye à fréquenter ses premiers salons, sans beaucoup de succès, travaille chez des libraires. Il lui faut encore attendre trois ans avant de conquérir un début de notoriété, avec *les Poèmes dorés* publiés en 1873. Il fait un peu de journalisme, des articles où il mêle ses choix parnassiens et ses enthousiasmes pour Darwin. Et puis il est choisi pour composer le recueil du troisième Parnasse. D'où il exchut Mallarmé, Charles Cros (qui l'a suppléé dans le cœur d'une dame) et Verlaine. Plus tard, Anatole France fera amende honorable, et l'on aurait tort de lui reprocher éternellement cette erreur-là et celle qu'il commit à l'égard de Zola. Sur laquelle il revint aussi. N'empêche, sans être excessivement rancunier, ce qu'il était d'ailleurs, il s'y a pas de quoi se vanter.

Sur le terrain de ses doutes prises de position, son autorité s'affirme. Anatole devient bibliothécaire au Sénat, entre chez Calmann-Lévy, publie, se marie. 1876, 1877, 1878, sont des années charnières, il s'installe un peu plus confortablement dans l'existence. Paraisait : en 1878, *Jocaste* et *le Chai maigre*, en feuilleton dans *le Temps*, puis, en 1881, *le Crime de Sylvestre Bonnard*, qui ouvre plus largement les portes des salons littéraires à son auteur. En 1885, c'est *le Livre de mon ami*, toujours des souvenirs revus et corrigés, très corrigés. Et aussi un combat d'idées : contre le positivisme et le scientisme, qui dominent France défend les droits de l'imagination, la culture classique, l'amour de beau. Du haut de la meilleure tribune possible : celle du *Temps*, où il tient bientôt la rubrique de la vie littéraire.

Cela fait une carrière, qui va son chemin, régulièrement, sans à-coups : Anatole France élargit, à force de travail, avec de faux airs de dilettante, son domaine et son influence. Et puis il tombe amoureux. Et puis il tombe amoureux. Une passion originaire qui va durer vingt ans. Jusqu'à la mort de Léontine de Cal-lavet, en janvier 1910.

GENEVIÈVE BRISAC.

(Lire la suite page 25.)

(1) Après la mort du grand homme, les savants examinèrent son cerveau : il pesait nettement moins que la moyenne, mais présentait des circonvolutions particulièrement nombreuses et compliquées.

La folle entreprise de Christian Guillet

« Je suis odieusement subjectif », dit cet étrange auteur qui s'obstine passionnément à dépeindre sa vie, et qui vient de publier Au nom du père, septième volume de son autobiographie.

« Le projet qu'il forme d'écrire sans affabulation le récit de sa vie à mesure qu'elle avance, dans l'intention d'en faire, en même temps qu'une œuvre d'art, un document irremplaçable, s'il le pouvait jusqu'au bout, me semble assez extraordinaire et rare. » Dans *Journalier*, 77, en 1964, Marcel Jouhan-

deau distinguait un écrivain qui avait publié seulement deux livres. Depuis, Christian Guillet a ajouté cinq tomes à ce brossé autobiographique, ni Mémoires ni journal intime, qui, par son étrangeté et l'obtention mise à décrire une vie ordinaire, devrait nous éblouir. Ce fut un projet admirable et fou ; c'est en train de devenir une sorte de monument à sept étages qui domine orgueilleusement presque tout ce qui se présente aujourd'hui.

Guillet habite un appartement bourgeois. Les meubles et les tableaux témoignent d'une aisance ancienne, sans fantaisie. Une plume d'oie ayant appartenu à Paul Léautaud est encastrée au-dessus de la petite table ronde sur laquelle Guillet écrit. Elle tient, ici, de la relique ou du blason.

« Je suis devenu écrivain, dit-il, en 1956, à la mort de Léautaud. » RAPHAËL SORIN. (Lire la suite page 25.)

Admiré autant que dénigré

« C'est n'est pas ce que les uns ou les autres peuvent me dire qui me renseigne beaucoup sur la bonté ou la méchanceté de Bergotte. Tel de ses proches fournissait des preuves de sa dureté, tel inconnu était un trait touchant car il avait été évidemment destiné à rester caché de sa sensibilité profonde. (...) C'était surtout un homme qui au fond n'aimait vraiment que certaines images et (comme une miniature au fond d'un coffret) que les composer et les peindre sous les mots. (...) Et s'il avait eu à se défendre devant un tribunal, malgré lui, il aurait choisi ses paroles non selon l'effet qu'elles pouvaient produire sur le juge, mais en vue d'images que le juge n'aurait certainement pas aperçues. »

Marcel Proust évoque ainsi Bergotte. Or Anatole France inspire sans conteste. On est loin du notable un peu engorgé, volé par la mort, qu'on se représente aujourd'hui. Proust aimait Anatole France. Il lui écrivait souvent son admiration, le reconnaissant comme un maître en ce qui concerne la relativité des choses.

Du côté des enthousiastes, des lecteurs fervents, il y a aussi le très jeune Léon Blum, qui envoie Monsieur Bergotte à Paris et tient France pour un des plus grands romanciers contemporains ; comme l'avait fait quelques années auparavant Maurias Barrès, comparant les *Désirs de Jean Servien* à l'éducation sentimentale. Et plus tard Maurras. Rien d'étonnant à ce qu'on trouve beaucoup de « politiques » parmi ces admirateurs : Anatole France est davantage épris de subversion dans le domaine des mœurs et de la vie de la cité qu'en matière littéraire, où ses goûts classiques ne se sont jamais démentis, l'emmenant à certaines et dommageables myopies.

« Avez-vous déjà giflé un cadavre ? »

Dans le monde des lettres, il s'agit de solides haines, il s'agit de propos venimeux qui viennent d'horizons divers. Edmond de Goncourt écrit dans son journal : « Le jeune France est une petite canaille (...). Je l'ai connu dans son enfance, une enfance entournée du cerveau et renfermée... » Les Goncourt sont fâchés de ce que ce jeune homme sorti de rien se mêle de les critiquer. Il y a aussi Brunetière, l'homme de la critique officielle, qui le trouve atteint de subjectivité. Or : « De la subjectivité on tombe dans l'illusion, de l'illusion dans l'indécision, de l'indécision dans la contradiction, de la contradiction dans l'apathie, de l'apathie dans l'ataraxie, de l'ataraxie dans le mysticisme, du mysticisme dans le sensuelisme, du sensuelisme dans la concupiscence, et l'on juge des œuvres humaines par le plaisir qu'on en reçoit, ce qui est abominable. » Quelle attaque !

Elle vaut celle des surréalistes, la plus connue, un pamphlet intitulé *Avez-vous déjà giflé un cadavre ?* qui dénonçait dans l'écriture France, prix Nobel, académicien, encaissé de surcroît par « Moscou la gâtée », le symbole d'un monde croupissant.



Dessin de CAGNAT.

fermes divorcées, l'aristocratie des juives du quartier de l'Étoile et le misérabilisme qui fouillait les fentes des marchands de porcs de Chicago. »

On pourrait sûrement appliquer à France ces mots de Renan : « J'étais prédestiné à être ce que je suis, un romantique protestant contre le romantisme, un utopiste prêchant la politique la terre à terre, un idéaliste se donnant beaucoup de mal pour être bourgeois, un tissu de contradictions. »

La plus étonnante, au fond, d'est que ce fin psychologue, ce romancier du doute et de l'engagement, ait connu un tel oubli, soit tombé dans un tel trou de mémoire. Car on n'aime pas Anatole France, et c'est sans le lire.

La raison en est avancée par Albert Thibaudet, cité par Marie-Claire Bancquart : « Anatole France est mort au moment où s'ouvrait la première de nos crises d'après guerre, ce qu'on a appelé la crise du concept de littérature. La crise de sa mémoire est liée à la crise de ce concept, qui n'est pas terminée. » Qui, sans doute, n'est pas près d'être terminée. Mais le purgatoire littéraire d'Anatole, par un de ces paradoxes typiques des caprices de l'histoire, pourrait bien toucher à sa fin : si certains des romans de France sont et restent terriblement redés, datés, d'autres, ceux y mettra les siens, prennent une nouvelle fraîcheur, décors en trop-près pour des débats qui sont loin d'être éteints.

G. B.

la feuilleton

DANS « LA PLÉIADE »

De la difficulté d'hériter

S'ADMETTRE ou non comme le maillon d'une chaîne : c'est toute la question des créateurs, au fond. On pourrait classer les écrivains, hors du temps, selon le degré de leur consentement à cette loi de succession.

A condition de ne pas se méprendre. Anatole France, par exemple, n'est pas du tout le champion de l'héritage sans bénéfice d'inventaire, comme l'ont cru les surréalistes, aveuglés par leur illusion de la table rase et par leur besoin de haïr. Il tient le passé à distance, sinon en suspicion. Il doute fortement que le savoir aide à inventer, et à vivre. Cette perplexité, à laquelle n'est sans doute pas étrangère son enfance au milieu des livres, sert de fil conducteur aux premiers textes en prose que réunit le tome I de « la Pléiade ».

Certes, France se reconnaît des modèles, qu'il demeure à lui ne saurait nier : Dickens, Daudet, Flaubert. Mais Marie-Claire Bancquart a raison de souligner, dans son introduction et ses

par Bertrand Poirot-Delpech

notes, que la culte des devanciers ne va pas, chez France, sans ironie ni révolte. Contemporain de Verlaine, Heredia, Coppée et Mallarmé, il est le moins figé des Parnassiens, plus proche de la souplesse musicale de Chénier que de Gautier.

Jouant avec les legs littéraires, il inaugure certains emprunts ou collages qui auraient dû séduire les surréalistes, au lieu de les braquer, et que d'autres, moins sectaires, apprécieraient, tels Renard, Giraudoux, Huxley, Queneau. Il a donné enfin une belle leçon à ses futurs détracteurs en relevant sur ses condamnations de Zola.

COMME tant de premières fictions, *Jocaste*, *Servien* et *Bonnard* sont des confidences à peine déguisées, et dont les modes de travestissement font, après coup, le principal intérêt.

Quand France écrit *Jocaste* il a le sentiment d'un double échec personnel. Sur le plan des idées, sa foi scientiste s'effrite. Côté cœur, il ne s'est pas remis de son amour sans retour pour l'actrice Elise-Devoiyd. Le personnage songeur du chirurgien René Longuemare porte le deuil de ses convictions et de sa passion ; Hélène figure la comédienne inaccessible.

Le ratage de l'auteur colore tous les destins du roman. Le mari d'Hélène trouve une vie sombre, sans consistance. Leur couple tient par la douleur fatiguée que s'échangeant parfois les convalescents. Hélène a le cœur chevillé en croisant le chirurgien, mais il lui manque l'énergie qui requiert le bonheur. Elle n'a de force que pour... se pendre, dans un établissement de bains. On pense à Boverly, bien sûr : une Emma déçue d'avance par un Longuemare sans la séduction de Rodolphe, déjà casanier comme Charles, et Homère pour le mariage de contrepoint les idées à la mode.

AVEC les *Désirs de Jean Servien*, on revient en arrière. Bien que publié en 1882, le premier jet remonte à dix ans plus tôt. L'actrice Devoiyd vient d'échouer l'auteur. Son double, cette fois, s'appelle Gabrielle. L'amertume du romancier est plus présente que dans *Jocaste*. A l'échec sentimental s'ajoute une impasse artistique. Comme France, *Servien* s'est révolté et a dû déchanter. L'étrange Tudesco, double dégradé du père de France, et brouillon de l'abbé Coignard, l'a mal orienté. France mourra sous la Commune, les convulsions de l'histoire se chargeant, comme dans beaucoup de romans, de trancher une destinée flottante.

Publié un an plus tôt, *le Crime de Sylvestre Bonnard* paraît plus apaisé, mais c'est l'apaisement de la résignation. Je ne me souviens pas à quel point ce titre parmi les plus célèbres contestait les bienfaits de la lecture. Passion en soi, close sur elle-même, la culture apparaît comme une négation de la vie et une fermeture au bonheur, au moins dans la première partie, *le Bûche*.

Cl, ce n'est pas le souvenir de Boverly qui plane, mais celui des *Misérables*. On retrouve, comme en ombres portées, les personnages du bibliophile Mabius, de Valjean mariant Cosette, et jusqu'à une certaine poupée, avec cette différence que le héros de France, enfant, s'était épris d'une figurine repoussante, ce qui en dit long sur sa difficulté à exister, plus tard, hors de ses livres.

Car Bonnard, comme l'auteur, vit entouré de bibliothèques. Comme lui, il habite un des plus beaux sites de la capitale, le quel Malaquis. S'il fallait lui trouver une ascendance flaubertienne, ce serait du côté de *Bouvard et Pécuchet*. Au milieu de ce savoir accumulé, l'homme distille le miel de l'érudition. Il reconnaît lui-même que ce miel a un goût « âcre ». Tout en collectionnant les catalogues et les textes rares, il admet que « ce n'est guère vivre que d'user ses jours sur de vieux textes », avec son chat et sa gouvernante pour seuls confidents.

(Lire la suite page 25.)

JEAN-MARIE DALLE

PARADIS, PARADIS...

roman

Après la fantaisie de *Dieudonné Soleil*, la gravité

ROBERT LAFFONT

autobiographie

La folle entreprise de Christian Guillet

(Suite de la page 21.)

« J'admire les textes où il parle librement de lui-même, la Mémoire et le Petit Ami, mais, par timidité, je n'ai pas pu lui rendre visite. Je lisais beaucoup, surtout les classiques, et relisais ceux que je considérais comme mes maîtres, Rousseau, Flaubert, Chateaubriand, Proust... Il m'était impossible de ne pas lire les œuvres complètes d'un auteur que je venais de découvrir. Je ne le jugeais pas avant d'avoir suivi, jusqu'au bout, la formule magique, ce séisme : « Du même auteur... »

« Mon premier livre devait s'appeler les Jours en feu. Le titre était déjà pris. Il m'a fallu trois ans pour lui trouver un éditeur. Jean Blanzat le voulait pour Gallimard. Je l'ai donné à Henri Parrot, chez Flammarion. Dès le Rouge au front, j'ai su que, comme Montaigne, je serais l'auteur d'un livre unique et sincère qui durerait autant que moi. Un autobiographe ignore autant que ses lecteurs la suite de ce qu'il écrit. Ma vie m'a apporté la matière de mes récits. Elle n'a rien eu d'exceptionnel et c'est grâce à sa ressemblance avec celle de n'importe quel homme que j'ai pu la mettre en mots. »

« J'ai cherché au style de mes récits, j'ai cherché mon style. Chaque écriture est un cas. On doit se débattre avec le style et travailler beaucoup. En composant l'Adoration perpétuelle, un titre volé à Proust, j'ai enfin éprouvé un bonheur que je ne connaissais pas. J'aurais aimé l'écrire pour un danseur. Disons que j'ai appris à danser. »

« Vous devez vous demander pourquoi je m'obstine depuis vingt ans à écrire des choses qui

intéressent si peu de gens. L'obscureté doit être l'une des conditions nécessaires à leur achèvement. J'ai aussi, depuis mes débuts, une « secte » de fidèles lecteurs qui attendent le prochain livre. Ils sont environ une douzaine. Je leur dois de continuer. Ouvrir J'aurais aimé, Marcel Aymon et Pascal Pia ont suivi et encouragé mes efforts. Je sais que mon œuvre a plus de chance de survivre que les romans à succès qui sont oubliés six mois après leur sortie. Je compte enfin sur son poids de transcendance. Il m'a fallu cinq ans pour terminer Les Jours en feu. Cela représente deux à trois mille heures passées à cette table. Et je ne vivrai pas au-delà de dix livres. Quand j'aurai la mort aux fesses, qu'elle me surprenne la plume à la main. Il faudra qu'elle me l'arrache. »

« Au nom du père, le septième volet de la somme autobiographique de Guillet, a un parfum de scandale. L'auteur y raconte la passion de son père pour Simone, sa femme, séduite elle aussi, et son propre amour pour une étudiante. Il y a quelque chose de terrible dans cette situation en miroir quand on sait que Guillet ne cache rien et, au nom de l'art, va au bout de sa souffrance et de celle des autres. Si l'on compare cette œuvre au sens de courage de celle de Michel Leiris dans les quatre tomes de la Règle du jeu, Guillet tient à reconnaître les mérites de son prédécesseur, tout en marquant ce qui les différencie. Lui est toujours contemporain de ce qu'il raconte et n'a jamais recouru à un instrument qui lui semble n'être qu'un subterfuge, la psychanalyse. »

« Je m'impose une vie infernale mais, en écrivant, même mes défauts deviennent des qualités. Mes défauts surmontent. Je suis un éternel inadapté, un adolescent prolongé. Je gagne médiocrement ma vie en enseignant le français, et cette condition, je le répète, me semble absolument nécessaire à l'œuvre que je veux laisser. Je m'intéresse à ces moments anodins où l'art surgit sans crier gare et provoque des métamorphoses inattendues. Pas d'idées. Des émotions. Les nerfs qui vibrent. J'aime, chez Rodin, les sculptures où une nuque se dégage de la masse du corps, issue du néant. J'ai des carnets où je note mes im-

pressions. Il faut être toujours en alerte. Je suis odieusement subjectif. »

« Pour résumer mon esthétique, je vous propose une image : je suis comme un voyageur qui quitte une chambre d'hôtel en regardant bien s'il n'y a rien laissé. Chaque soir, je fais mon examen de conscience poétique de la journée. J'ai peur de mourir brusquement, en voiture par exemple, sans avoir écrit la dernière phrase qui doit sceller... mettre un

point final à ce qui ressemble à une douloureuse ascèse. Écrire est un remède, un anti-suicide. Si je devais donner un titre aux dix volumes que je compte mener à terme, je n'en vois qu'un. Il résume tout : Christian Guillet. »

RAPHAËL SCHUL

* AU NOM DU PÈRE, de Christian Guillet, Flammarion, 245 p., 58 F.



Dessin de BERNICE CLEVER.

« Je m'impose une vie infernale »

Des émois de l'adolescence (le Rouge au front) à la découverte du sexe (Toutes les heures de la nuit), du service militaire (Adieu trophees) à un passage dans la franc-maçonnerie (La Porte d'Ivoire), Guillet a poursuivi cette mise en mots sans précédent. Il s'est enfoncé dans un labyrinthe de phrases tirées au cordeau ; il en est l'architecte, le fil d'Ariane et le Minotaure. La victime aussi. Il parle de son entreprise en inspiré, presque comme un mystique.

« J'ai fait lire le Rouge au front à Jouve, qui m'a aussitôt écrit une lettre très dure. Il relevait mes enfoncements, mes fautes de français. Puis il m'en adressa une seconde qui marqua le début de notre amitié. Intervenant par sa note, il voyait en moi un « Proust enfant ». Je lui ai longtemps rendu hom-

roman

Benjamin ou le roman d'un autre

Les débuts de Bernard-Henri Lévy dans la fiction

Ce long premier roman — cinq cents pages — ne bénéficiera pas de la relative indulgence qu'on réserve habituellement aux œuvres de débutants, car son auteur est loin d'être un inconnu. Bernard-Henri Lévy a écrit cinq romans depuis 1973. Tête de file des « nouveaux philosophes », et, à ce titre, très controversé, il s'est vu attribuer déjà tous les superlatifs, tant pour le louer que pour le dénigrer. On ne peut donc, en lisant le Diable en tête, soudainement oublier cet homme qui, depuis une décennie, a construit une image de lui-même pour beaucoup trop public, trop brillant, trop beau, trop soucieux de sa célébrité. Mais il n'est pas nécessaire de se faire amnésique pour être un lecteur sérieux. Bien au contraire.

Regard sur une génération que Bernard-Henri Lévy connaît bien et qui avait entre vingt et vingt-cinq ans en 1968, ce livre ne se veut pas pour autant une autobiographie. S'il est tout entier écrit à la première personne, le « je » ne renvoie pas à un narrateur unique. Le Diable en tête est une succession de cinq récits où, littéralement et dans tous les sens, « je » est un autre. Autre que l'auteur qui se change ici en « éditeur », au sens classique, et qui, hormis une brève et ironique rencontre avec le héros, n'apparaît que dans deux courtes mises au point. Autre aussi que le personnage central, Benjamin C., sauf dans la dernière partie, sa « confession ».

La transparence de l'allusion à Benjamin Constant dans le nom du héros pourrait passer pour une coquetterie un peu appuyée, d'autant qu'elle est soulignée, pour les lecteurs distraits, par une référence explicite à Adolphe dès la sixième page. Elle est, en réalité, une des premières pistes que donne Bernard-Henri Lévy, lorsqu'il sait que Benjamin Constant était de ses propres écrits intimes : « Ce journal est une espèce d'histoire et j'ai besoin de mon histoire comme de celle d'un autre pour ne pas

m'oublier sans cesse et m'ignorer. »

Retourner la phrase de Constant, avoir besoin de l'histoire d'un autre comme négatif de sa propre histoire pour « ne pas s'oublier et s'ignorer », donner la parole à l'autre et être l'autre, c'est tout le projet de l'auteur. Il a même le « calot » de commencer par cent trente pages du journal de Mathilde, la mère de Benjamin, qui, d'entrée de jeu, décrit son accouchement. Goût de la performance, sans doute, qui toutefois réside bien à Bernard-Henri Lévy, comme plus loin pour les lettres de Marie, petite étudiante provinciale des années 60, « perdue » à Paris par l'amour du beau Benjamin.

Mais le succès est beaucoup moins évident quand le « je » s'incarne non plus dans un autre sexuel — une femme — mais dans une figure politique différente de ce qu'est Benjamin. Cette différence est affirmée par Benjamin lui-même, qui rencontre à Jérusalem un nouveau philosophe, puis, c'est ainsi qu'on appelle, paraît-il, ce genre d'individus à Paris, (...) un homme dont j'apprendrai, au fil des heures, que tout ou presque se sépare — depuis ses options, sa vision du monde, jusqu'à son passé —

Une sorte de collage

Bernard-Henri Lévy n'a pas su inventer à Benjamin un itinéraire vraiment crédible. L'accumulation en une seule figure des choix de la génération de la guerre d'Algérie et de celle de 68 hypothèque la vraisemblance du personnage : porteur de valeurs pour le FLN quand il n'a pas encore vingt ans, il devient étudiant contestataire, athésiste, soixante-huitard, « établi » chez Renault — où il participe à l'enlèvement de Noguère après l'assassinat d'Orengy, puis terroriste à Beyrouth dans les rangs palestiniens, avant de rejoindre à Rome les Brigades rouges, d'être recherché à Paris pour le meurtre d'un policier et de se retrouver, pacifié, à Jérusalem. Ce parcours apparaît comme une sorte de collage, une addition d'expériences hétéroclites qui ne constituent jamais, fait-ce dans l'urgence et l'erreur, une vie.

Raconté par le seul Benjamin ou par un narrateur unique, cette « existence-prototype » serait étonnante à force d'excès, et le roman raté. Mais, très habilement, Bernard-Henri Lévy a su fabriquer un livre-télescope où, selon la personne qui parle, sa personnalité ou ses intérêts, l'image de Benjamin se compose différemment, dans un jeu imbriqué de prétendues sincérités successives. Rassemblées par l'auteur-enquêteur qui les présente, les lectures de l'histoire de Benjamin se juxtaposent et se font écho : « Journal de Mathilde », de 1942 à 1954, « Interrogatoire de l'oncle Jean » (le beau-père du héros), « Lettres de Marie », « Témoignage d'Alain Paradis », l'avocat, l'un de Benjamin dont l'étrange sollicitude cache peut-être une machiavélique manipulation, « Confession de Benjamin » lui-même enfin, dont rien ne dit qu'elle soit l'ultime vérité.

Ainsi se construit un roman équivoque, non seulement parce qu'il est à plusieurs voix, mais aussi à cause de ses hésitations, ses ambiguïtés, d'un vacillement constant entre l'itinéraire d'une personne et l'histoire d'une génération, entre le politique et le psychologique. Et l'on s'agace vraiment à lire que Benjamin « n'était entré au fond en terrorisme que pour tuer son oncle Jean » ou à l'entendre lui-même avouer que, s'il s'est imputé le meurtre du policier, c'est en fait par sa compagne du moment, c'est que « cette culpabilité sans forme qu'il était, au fond, [sa] croix et [son] calvaire depuis l'enfance [...] trouvait là enfin objet où se fixer... »

Entre l'épopée et le roman-feuilleton

Bernard-Henri Lévy débute dans la fiction avec un livre ambitieux qui se veut dans la lignée des grands romans populaires du dix-neuvième siècle. Quelque chose entre l'épopée et le roman-feuilleton. Car tout, dans la vie de Benjamin, est exceptionnel : le père collabo, jeté et fusillé à la Libération, la maman mourant d'un cancer à trente-sept ans, le beau-père honni, la petite amie dotée d'une scar jumelle — avec qui elle monte un jeu pervers de

double. Et lui, Benjamin, riche, beau, intelligent, qui devient une sorte d'archange du mal. Il a le diable dans la tête, il en est, « possédé », comme les héros romantiques ou dostoïevskiens, à plusieurs reprises mentionnés pour le lester d'un surcroît d'existence...

Ces cils d'œil à l'histoire de la littérature se doublent de « clefs » contemporaines, certaines très évidentes, d'autres beaucoup plus subtiles. Ainsi Alain Paradis emprunte-t-il bien des traits d'un avocat parisien célèbre pendant la guerre d'Algérie et en vedette aujourd'hui pour sa défense d'un ancien nazi. De même certains « papiers » du gauchisme ou de l'intelligentsia de l'après-mai trépasseraient peut-être au hasard d'une description.

Cette surabondance d'intentions et d'effets aurait pu tuer ce roman. Pourtant, si l'on goûte les livres foisonnants — au risque d'être approximatif — si l'on aime s'embarquer dans des histoires, on prend plaisir à parcourir quarante-deux années de bandes d'actualité à la recherche de Benjamin. D'autant que l'écriture de Bernard-Henri Lévy est toujours tenue et parfois, surtout dans la dernière partie, d'une acuité qui tempère les réticences. Et si certains « phrases » des personnages irritent, l'auteur use d'une redoutable habileté pour s'en justifier : Mathilde, à l'article de la mort, « parle comme un livre » — mais c'était une lieuse impénitente, — et Marie, qui écrit comme aucune étudiante des années 60 ne l'a jamais fait, voit la vie à travers les images de la littérature classique dont elle est nourrie.

Ainsi le romancier semble ne jamais pouvoir être pris en défaut. Mais, quoi qu'il en dise, « au bout de ce voyage », il n'y a pas « le siècle ». Car si, dans la manière, Bernard-Henri Lévy a répondu à tout, son « roman des origines » ne devient pas « roman d'apprentissage », et l'itinéraire qu'il prête à Benjamin, à force d'esquives et d'aliénations, par excès et par défaut, est étrangement oublié des véritables questions.

JOSYANE SAVIGNEAU.
* LE DIABLE EN TÊTE, de Bernard-Henri Lévy, Grasset, 500 p., 58 F.

La dernière page d'« Au nom du père »

Nous revoyons tous deux le soir devant ce papier, à l'heure des lettres que je n'envoie pas toujours, me dispersant de votre intervention dans le dialogue que je poursuis avec vous en votre absence. Oh ! votre présence m'avait procuré un tel regain de santé et de goût pour la terre qu'il résistait à votre absence, cruel et absurde maintenant que l'amertume de notre rupture le tourne en dérision. Je ne reconnais plus tout à fait mon corps, qui, au contact du vôtre, a retrouvé une souplesse désormais inutile, et mes gestes ont acquis l'intimité dont j'avais nourri l'espérance, et mes mains gardent le frémissement de qui approchait pour la première fois l'interdit : je ne les rencontre pas sous mon regard sans rougir de leur mémoire... Adieu à cette voix multiple et satirée, à ce rire déployé comme l'étendard du plaisir, à cette gorge pleine et impétueuse de se produire, à ce visage qui dans la pénombre puisait une douceur étrangère à lui-même. Non ! je ne regrette plus aujourd'hui de n'avoir choisi que cela, parmi toutes les richesses que vous proposiez à ma convoitise : en déclinant l'acrobacie de vos libéralités, j'ai protégé votre image, et elle s'achève ici plus fidèle que celle des madones italiennes, dont les modèles ne quittaient pas les peintres sans avoir perdu l'innocence qu'elles incarnent. A une saison de la vie où l'amour ne saurait déjà plus être bienheureux, mon désenchantement à distance diffère-t-il vraiment de ce que j'eusse éprouvé dans tes bras ?

ROBERT DESCHARNES

DALI

Un volume exceptionnel marque le quatre-vingtième anniversaire de la naissance de l'artiste. Une œuvre monumentale qui retrace la vie exaltante de Dali entre l'Espagne, la France et les États-Unis. Le livre le plus important jamais consacré à ce génial peintre catalan, et qui restera une œuvre de référence.

Un volume relié pleine toile et présenté sous jaquette glacée en couleurs, au format 36 x 26 cm, 480 pages, 1120 illustrations dont 675 en couleurs, 994 F.

LA BIBLIOTHEQUE DES ARTS
3, place de l'Odéon - 75006 Paris - 633.18.18

PIERRE CHAUNU de l'Institut

L'HISTORIEN DANS TOUS SES ETATS

pour l'Histoire PERRIN

Les mémoires au jour le jour d'un historien qui a vécu et souvent prévu la crise la plus grave que l'humanité ait jamais traversée au cours de l'Histoire.

MUSIQUE

FESTIVAL DE VIOLONCELLE A NEMOURS

Moments à ne pas manquer

A moins de 80 kilomètres de Paris, Nemours offre au visiteur le visage d'une petite ville à la campagne, traversée par le cours capricieux du Loing et de son canal, avec sa rue principale aux maisons basses, son château, son église. Les raisons d'aller à Nemours sont diverses : d'abord, le festival de violoncelle, mais aussi « l'été à Nemours » : la fête internationale de la violoncelle, unique en son genre, qui s'y déroule depuis trois ans et semble avoir trouvé un public fidèle qui ne demande qu'à s'accroître.

Cinq concerts entre le 14 et le 23 septembre avec des artistes de première grandeur comme Anner Bylsma, Reine Flachot, Paul Tortelier (mais aussi beaucoup de jeunes talents encore inconnus), un stage autour du violoncelle baroque animé par Anner Bylsma, un autre autour des concertos classiques par Paul Tortelier, un atelier, gratuit, d'initiation au violoncelle par Elisabeth Ley, trois conférences, tel est le programme de ce festival, programme copieux mais judicieusement dosé pour tenir compte des écoles et des esthétiques diverses, de Bach à Paganini en passant par la création d'une œuvre nouvelle de Marins Constant (1).

Compte tenu de la qualité de cet ensemble de manifestations, on s'étonne - on s'inquiète presque - que les concerts aient lieu dans l'église Saint-Jean-Baptiste, dont les qualités architecturales réelles n'ont d'égale que l'acoustique médiocre, aggravée par le voisinage immédiat de la nationale 7, localement rebaptisée rue de Paris. Cet inconvénient affecte visiblement le président du festival, M. Louis Ingillard, lui-même violoncelliste, mais, confiant dans la pérennité d'une entreprise

qui a fait ses preuves, il ne désespère pas de l'avenir et du souci qu'auront les pouvoirs locaux de faire davantage encore pour un festival dont Nemours peut s'enorgueillir au même titre que de son musée, consacré à la préhistoire en Ile-de-France, ouvert en 1981.

Le concert donné le 14 septembre par Anner Bylsma (violoncelle baroque) et Stanley Hoogland (piano-forte), tout en nuances, de par la nature même des instruments, mettait cruellement l'accent sur ce défaut, et cependant il en aurait fallu davantage pour gâcher complètement le plaisir d'une telle soirée : après une allègre sonate d'un fils de Bach bien oublié - Johann Christoph - la *Chapelle Suite pour violoncelle*, de Jean-Sébastien, jouée non seulement sur l'instrument à cinq cordes demandé par le compositeur, mais encore avec une clarté d'articulation, un sens de la narration tout à fait exemplaire, puis un *Rondo concertino*, de Czerny. Ici, la virtuosité, sous les doigts et l'archet de Bylsma, évoquait les luttes que livre l'interprète pour conserver entre ses mains une musique savante cherchant toujours à s'échapper. Enfin, la *Deuxième Sonate en sol mineur* de Beethoven, étrange avec son long adagio placé en première position, dans lequel les deux partenaires semblaient réinventer la partition.

De tels moments ne se décrivent guère, mais ils existent heureusement des concerts ou des festivals comme celui-ci pour suppléer à cette impossibilité.

GÉRARD CONDÉ.

* Jusqu'au 23 septembre.

(1) Rem. : (M) : (S) 428-42-83.

AU PALAIS DES FÊTES DE STRASBOURG

Percussions incendiaires

Le Palais des fêtes fut pendant tout le début du siècle le hariduel de la musique et des concerts symphoniques à Strasbourg. Il cumula les heures glorieuses du Festival et notamment la scène mémorable du *Concerto pour piano de Jolivet*, créé en juin 1951, qui valut à la femme du compositeur d'être menée au poste de police pour une fille magistrale administrée à un auditeur persiflé.

Cette salle attendrissante et un peu kitsch, qui fut abandonnée après l'inauguration du Palais de la musique et des congrès, Musica 84 l'a remise en honneur pour donner des œuvres spatiales où les musiciens se mêlent au public, tel ce jeu de la fameuse *Torresquell*, de Xenakis, dont la formation en étoile est appliquée en même temps à un fragment symphonique de *Portifol* pour une recherche de nouvelles impressions acoustiques.

Signe des temps peut-être, les deux créations, d'Estrada et de Donatoni qui viennent d'y faire les Percussions de Strasbourg (1) n'ont déchaîné aucun scandale, bien au contraire, tant ce groupe a, depuis quelque vingt-cinq ans, familiarisé le public alsacien avec la pensée contemporaine par ses concerts et son centre d'enseignement.

Dans *Eolo Colito*, du Mexicain Julio Estrada, cinq des instrumentistes tournent autour des auditeurs (le sixième restant au centre du dispositif) comme des hommes-orchestres frappant sur des rototoms, autrement dit de petits tambours plats dont ils font varier la hauteur en les tournant rapidement tout en jouant. Ces mouvements sonores que le titre de l'œuvre rapproche du bruit du vent sont associés à bien d'autres instruments : gongs, cymbales suspendues, cailloux frappés et toutes sortes de tambours, dont le paysage change sans cesse. Pourtant, en dehors des effets spatiaux, l'invention rythmique paraît quelque peu élémentaire et monotone.

Darkness, de Franco Donatoni, semble d'abord vouloir démentir son

titre anglaï (TÉNÉBREUX) par des jeux ravissants de guirlandes montantes et descendantes échangées entre les vibraphones et les divers claviers de timbres en une conversation rapide, comme autant d'histoires pétillantes. Mais le ton devient ensuite plus souterrain et mystérieux, avec des couleurs rares, une musique tissée très serrée au milieu de laquelle jaillissent des crescendo complexes, des éclats et des jets de métal en fusion. Une œuvre originale, minutieuse et d'un lyrisme très libre à la fois, selon la manière actuelle de Donatoni.

Dans *Persephassa* de Xenakis, cette musique percussive atteint sa grandeur. Les instrumentistes dispersés autour du public l'encerment dans un dédale de coups frénétiques, mailles d'un filet d'enfer. Comme toujours chez Xenakis, le travail intellectuel le plus rigoureux, les mécanismes les plus élaborés sont l'étoffe d'un fantastique dynamisme intérieur. Des lignes de feu rebrent l'espace en tous sens, flamèches des orbes ou des cymbales, crépitements des bois entrechoqués, sifflements de sirènes, trémolos des gongs, bruissements tourbillonnants sans fin pour célébrer la déesse Perséphone (personnification des forces telluriques et de transmission de la vie), mais aussi l'antique Persépolis, « néo colossal d'échanges millénaires » qui périt dans un immense incendie. Et Alexandre le Grand n'aurait pu rêver meilleurs pyromanes que les percussionnistes de Strasbourg.

JACQUES LONCHAMP.

(1) Concert donné ce soir pour les lecteurs alsaciens de *Le Monde*.

LA NUIT DE LA MUSIQUE DE FILM. - La salle Pleyel accueille ce soir 20 septembre, à 21 h 15, la première Nuit de la musique de film. Les compositeurs Georges Delaune, Michel Legrand et Ennio Morricone, à la tête de l'Orchestre philharmonique des Pays de la Loire, dirigeront quelques-uns de leurs œuvres les plus connues.

THÉÂTRE

« DIE NACHT », au Festival d'automne

Une ou deux nuits avec Edith Clever

Si le Festival d'automne avait une conception contemporaine et énergique de la promotion, il ferait passer dans les journaux une photo d'Edith Clever avec un numéro de téléphone. Un slogan : « Voulez-vous passer la nuit avec moi ? » La photo : l'ovale nu de son visage, les longs cheveux souples relevés par une barrette, une écharpe de chair pâle dans une robe couleur de nuit. La main en bandou sur les yeux, elle semble se réveiller d'un cauchemar - Marquise d'O tombée du cheval de Flaubert aux yeux de flammes -, aucun autre accessoire ne l'entoure qu'un miroir à main, un miroir vicié de son encre bleue nuit, elle sort d'une poche une minuscule boule de cristal, sa seule partenaire, jambes et pieds nus elle se relève d'une dépouille de façon posée sur une flasque architecturale, un simple carré de miroir qui scrute sous le projecteur et sur lequel elle va s'affaler, veiller, somnoluer, et dessiner ses gestes dans une lenteur picturale.

La voix du téléphone publicitaire dirait : « Venez passer la nuit avec moi, je vous dirai des textes de Novalis, d'Hölderlin, de Goethe, je vous ferai entendre Bach et Wagner, je ferai semblant de chanter pour vous... » La Nuit : un titre antérieur pour une soirée politico-musicale syberberg.

rien... Ce n'est pas la celine nuit de Chine ou la douce nuit italienne, mais la froide nuit tautone des chevauchées sans but, des incantations de l'âme expire en même temps que strophes et couplets, des plus purs qu'on ait jamais connus. Quand on le rencontre, Syberberg sent l'Allemagne : ses rues de province, ses librairies, ses musées de houbion, ses forêts et ses boulangeries. Est-ce son gilet de peau retournée bavaroise, griffonné de stylo à bille qui en a emprisonné les odeurs, n'est-ce pas plutôt une haleine de culture ? Avant d'être un metteur en scène, Syberberg est un dramaturge, un lecteur, et davantage que d'auteurs, de mythes, de courants, de symboles. Pour comprendre la tradition, il ramène aux racines des mots. Tous ces mots allemands qui excitent la nuit et son versant d'ombre : *Halige Nacht*, *Nacht der Seele*, *Abend des Lebens*, nuit de l'âme, couchant de la vie. En allemand, l'Occident est le pays du soir (*Abendland*), l'Orient celui du matin (*Morgenland*). Syberberg mêle toutes les petites musiques de nuit pour raconter quel destin ?

La barrette tombe : surprenant le visage, la chevelure se dénoue. Syberberg va poser sa veste sur les épaules d'Edith Clever. Elle louches un peu : un écran de télé-

vision sur lequel elle suit le texte en allemand, comme une speakerine les informations, a remplacé le trou du souffleur. Derrière elle, un grand écran noir projette les dispositions de la production française. Les sous-titres, pour une fois, sont au-dessus du personnage : *Die Nacht*, le spectacle, est la répétition publique d'un film qui sera tourné cet été à Berlin. Le script était illisible, il fallait bien convaincre des financiers, proposer une maquette.

En voyant à Nantema, dans la grande salle, les *Paravents*, à l'entracte, Syberberg a poussé la porte de la petite salle : noire et vide. Il rêvait des données et des vermillons de l'Odéon, mais il a laissé le plateau comme ça, noir et vide. Quand on a Edith Clever, la voix se fait musique, le mouvement ramifié du corps tableau, l'instant qui passe poésie pure. Pas besoin de grandes machines : elles sont avec les Nègres de la Schaubühne sur la scène du Théâtre de la Ville, à Nantema, amie et descendante de la troupe, Edith Clever préfère frissonner toute seule.

HERVÉ GILBERT.

* Théâtre des Amateurs (Festival d'automne), 20 h 30. Spectacle en allemand présenté en deux parties : 1^{re} partie : les 20, 21 et 22 septembre ; 2^e partie : le 23 et le 26 septembre.

DANSE

ENTRETIEN AVEC LE DIRECTEUR DU THÉÂTRE CONTEMPORAIN

Servir les chorégraphes

A l'initiative de M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, Paris possède désormais son théâtre de la danse. Constitué en association sous la présidence de M. André Larquière, ses activités se situent dans plusieurs lieux de la capitale, dont le Théâtre de Paris, qui l'accueille comme locataire pour une certaine de représentations par an.

Le Théâtre contemporain de la danse sera inauguré le mardi 20 septembre, mais, dès le vendredi 21, M. André Larquière doit exposer le fonctionnement de l'association, créée pour aider à la diffusion de la danse. En quatre mois, son jeune et dynamique directeur, Christian Tomet, a réussi à mettre une saison sur pied avec vingt compagnies, programmées par séries de huit à neuf spectacles, soit cinquante représentations.

Au départ, dit Christian Tomet, j'étais très excité par la possibilité de promouvoir la création, mais il y a des moments où je me demande si tout cela ne relève pas d'une illusion. S'il me fallait aujourd'hui définir la chorégraphie contemporaine, je dirais que c'est une collection d'individus dispersés, curieux, se nourrissant de tout ce qui se passe autour d'eux, avec en plus de quelques grandes idées solitaires qui suivent leur idée sans se préoccuper de la mode.

L'essentiel de ma mission est de servir les chorégraphes, de savoir ce qu'ils veulent ; pour cela, il faut que je dialogue avec eux, que je les aide pour connaître leur démarche à long terme, quand ils en ont une. J'ai décidé de ne jamais programmer une compagnie sans l'avoir vue. Mais je suis pressé. J'ai déjà reçu environ trois mille demandes ; en quatre mois, j'ai vu de vingt-cinq à trente compagnies.

Une fois qu'elles seront toutes passées, je me demande s'il y en aura encore beaucoup de montrables. Elles ont besoin, c'est certain, d'affronter le public, mais le Théâtre contemporain de la danse n'est pas un théâtre d'essai. Le passage dans une salle de mille places est une expérience dont beaucoup ne vont pas se remettre. Même des gens

rodés, comme Decouflé, Hallet ou Begout, peuvent avoir à en souffrir. Pour bien jouer son rôle, le Théâtre contemporain de la danse devrait être l'intermédiaire entre le concours de Beauboulogne (huit minutes de prestation) et un spectacle normal d'une heure et demie.

J'aimerais cesser les grilles de la programmation pour demander aux jeunes chorégraphes des créations d'une demi-heure à une heure, à passer plusieurs dans la soirée. Il faudrait pouvoir organiser aussi des séances à 18 h 30 et disposer d'une petite salle.

Il faut que les troupes puissent tirer le maximum de leur passage ici. Il y a une demande du public, et de public étranger. Je m'efforce d'attirer les programmateurs, mais aussi les gens de la mode, de la télévision, de la vidéo ; de convaincre des théâtres comme Châtelet, par exemple, de s'ouvrir à la danse. Ce travail d'initiation me plaît. Avant j'étais à Lyon où j'ai suivi l'école de commerce ; puis je me suis occupé à l'ARC (action-recherche-confrontation) ; je me suis promené au Brésil, un an, et je suis entré comme administrateur chez Régine Chopinot. J'y ai appris ce qu'est la production dans une compagnie, de continuer à m'en occuper par goût, mais j'ai abandonné la diffusion pour éviter toute ambiguïté.

Ce qui m'a aussi intéressé dans le Théâtre contemporain c'est son architecture financière : un pari à court terme, de cinq millions de francs par an (subvention plus billetterie), mais la location du Théâtre de Paris coûte cher et comme il ne dispose pas de salles de répétition nous avons dû passer un accord avec le *Ménagerie de verre*. Dans ses studios sont aussi prévus des cours de techniques modernes (deux heures par semaine). Ils commenceront le 15 octobre avec Larrieu Elson.

Pour l'instant chaque compagnie programmée reçoit 10 000 francs par soirée, plus une participation aux recettes (70 %). Tout dépendra de la fréquentation. De cette saison, nous proposons au public un abonnement en accord avec le Théâtre de la Ville, le Centre Pompidou, le Théâtre de la Bastille nous n'avons pas d'énergie à disperser dans une concurrence imbécile, où, à partir de cinq spectacles la place revient à 38 francs.

MARCELLE MICHEL.

« ANDROMAQUE », à la Bastille

Acteurs coincés

Le spectacle de Jean-Claude Borchard au Théâtre de la Bastille donne un éventail assez complet des pièges qui menacent les metteurs en scène à la recherche d'un style.

Il s'agit d'*Andromaque*, avec tous ses alexandrins et d'un style qui vise l'abstraction, dans un beau décor posé sur l'eau de Nathalie Volpelle : une île, l'île d'Orléans, la blancheur de la Grèce légendaire, des colonnes cannelées, taches de couleur, qui pourraient signifier le sang des Troyens et des enfants d'Aïda.

En revanche, les costumes, tous de Nathalie Volpelle, fabriqués dans une matière raide finement plissée, coincent les acteurs, qui, de plus, sont trop inexpérimentés. Ils interfèrent au point de ne plus rien faire passer. Ils jouent comme pour un téléfilm, comme si une caméra allait apporter le soutien des images à leurs visages inexpérimentés.

A l'exception de Catherine Anne (Hermione), qui tout au moins tient son rôle de bout en bout, les acteurs relèguent leur personnage derrière le texte de cette tragédie rhétorique, texte qu'ils débitent avec un excès de retenue et qui tombe dans la monotone. Alors, malgré le beau décor, on se demande où est le spectacle.

COLETTE GODARD.

* Théâtre de la Bastille, 21 heures.

« LA DERNIÈRE CLASSE » aux Mathurins

Couleurs irlandaises

Une grange. Côté à côté, des instruments, bicyclettes et de vieux livres, reliés de cuir usé. Quelques tabourets, une table de bois. C'est l'école de maître Hugh, un Irlandais, le tain avivé par l'air marin et l'abus d'eau de vie. Il enseigne le latin et le grec à une poignée de jeunes gens. Et, quand il a trop bu, c'est son fils, Manus, qui le remplace.

Vis de tous les jours avec des odeurs de foin et de lait caillé. L'Irlande au début du dix-neuvième siècle est pauvre, mais possède ses légendes, ses chansons, une langue rocailleuse, runes magiques qui grâtent la gorge.

En 1830, l'armée britannique ordonne la première levée de plan pour l'Irlande. Les Anglais parcourent la campagne, mesurant les distances, rebaptisant les villages, les monts et les vallées. Ils ont aussi pour projet de créer des écoles publiques où l'on apprendrait l'anglais. Le deuxième fils de maître Hugh revient dans son village, en tant qu'interprète.

Il est l'ami des Anglais, un traître aux yeux de sa famille et de ses compatriotes qui refusent les étrangers et cette langue nouvelle qu'on veut leur imposer. Leur histoire est inscrite le long des chemins. Chaque lieu-dit est un souvenir. *La Dernière Classe* parle de la liberté d'un peuple, de sa culture en voie de disparition, de sa révolte devant l'occupation de sa terre. On y rencontre aussi deux êtres incapables de se comprendre par les mots. Ils s'aiment avec des images aux tonalités différentes.

DÉCÈS DE L'ACTEUR RICHARD BASEHART

L'acteur américain Richard Basehart, interprète du foin dans *La Strada*, de Fellini, et d'*Almaty* dans *Moby Dick*, de Huston, est mort lundi 17 septembre dans un hôpital de Los Angeles où il était traité pour troubles artériels.

Né en 1914 dans l'Ohio, Richard Basehart commença sa carrière comme reporter et speaker à la radio. Il fit ses débuts sur scène en 1938 et obtint un oscar sept ans plus tard à New-York pour son interprétation dans *The Hasty Heart*. De 1964 à 1968, il tient le rôle vedette d'une série télévisée « Voyage au fond de la mer ». Depuis, il se partage entre le grand et le petit écran. Richard Basehart était également un ardent défenseur des droits de l'homme en Amérique centrale.

Bernard de thèmes suggérés, des touches d'intelligence, scintilles d'or pour un texte riche, adapté en français par Pierre Leveillé. C'est une pièce qui flotte entre deux eaux, gravité et tristesse, où les conditions seraient dû faire entendre les coups de glas de leur cœur. Malheureusement trop stérilisée par la mise en scène de Jean-Claude Amyl, leur personnalité s'estompée, contours sans ombre.

La plus belle réussite de ce spectacle est le décor. Yuri Kuper a, par superposition des tentes, grises et pâles, rustiques et écailées, lui donner le relief d'un pays au charme douloureux.

CAROLINE DE BARONCELLI

* Théâtre des Mathurins, 20 h 45.

THEATRE MONTMARTRE
ANNY DUPEYRE
RAYMOND GEROME
DUO POUR UNE SOLISTE

PREMIERE DEMAIN

CHATELET
EN RAISON DE L'IMMENSE SUCCES REMPORTE PAR

TANGO ARGENTINO

EXCEPTIONNELLEMENT 2 REPRESENTATIONS LE DIMANCHE 23 A 14 H 30 ET A 20 H 30

Europe 1
ET JUSQU'AU 11 OCTOBRE

MATINÉE SAMEDI ET DIMANCHE A 14 H 30 SOIRÉE A 20 H 30

Location par téléphone : 261.19.83 au théâtre 1 place du Châtelet 75009 Paris

LES SPECTACLES NOUVEAUX

GRAND-PERE : Gaité, humour, poésie (212-16-18) 20 h 30.
EDUCATING RITA : Gaité, humour (205-11-30) 20 h 30, en anglais.
PERSONA : Absurde (205-11-30) 20 h 30.
JEUX DE BONHEUR : Absurde (205-11-30) 20 h 30.
LE SPECTACLE : Absurde (205-11-30) 20 h 30.
LE SPECTACLE : Absurde (205-11-30) 20 h 30.

Les salles subventionnées

COMEDIE-FRANCAISE (239-10-30) 20 h 30. Critique de l'Ecole des Femmes.
THEATRE MUSICAL DE PARIS (205-11-30) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.
REALISME (277-12-13) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.
THEATRE DE LA VILLE (277-12-13) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.
THEATRE DE LA VILLE (277-12-13) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.

Les autres salles

ANTOINETTE BERRIAU (205-11-30) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.
BASTILLE (357-42-14) 21 h 30. Drame : voir Festival d'automne.
BOULEVARD (205-11-30) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.
BOULEVARD (205-11-30) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.
BOULEVARD (205-11-30) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.

Les autres salles

ANTOINETTE BERRIAU (205-11-30) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.
BASTILLE (357-42-14) 21 h 30. Drame : voir Festival d'automne.
BOULEVARD (205-11-30) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.
BOULEVARD (205-11-30) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.
BOULEVARD (205-11-30) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.

Les autres salles

ANTOINETTE BERRIAU (205-11-30) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.
BASTILLE (357-42-14) 21 h 30. Drame : voir Festival d'automne.
BOULEVARD (205-11-30) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.
BOULEVARD (205-11-30) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.
BOULEVARD (205-11-30) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.

Les autres salles

ANTOINETTE BERRIAU (205-11-30) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.
BASTILLE (357-42-14) 21 h 30. Drame : voir Festival d'automne.
BOULEVARD (205-11-30) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.
BOULEVARD (205-11-30) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.
BOULEVARD (205-11-30) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.

Les autres salles

ANTOINETTE BERRIAU (205-11-30) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.
BASTILLE (357-42-14) 21 h 30. Drame : voir Festival d'automne.
BOULEVARD (205-11-30) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.
BOULEVARD (205-11-30) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.
BOULEVARD (205-11-30) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.

Les autres salles

ANTOINETTE BERRIAU (205-11-30) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.
BASTILLE (357-42-14) 21 h 30. Drame : voir Festival d'automne.
BOULEVARD (205-11-30) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.
BOULEVARD (205-11-30) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.
BOULEVARD (205-11-30) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.

Les autres salles

ANTOINETTE BERRIAU (205-11-30) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.
BASTILLE (357-42-14) 21 h 30. Drame : voir Festival d'automne.
BOULEVARD (205-11-30) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.
BOULEVARD (205-11-30) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.
BOULEVARD (205-11-30) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.

Les autres salles

ANTOINETTE BERRIAU (205-11-30) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.
BASTILLE (357-42-14) 21 h 30. Drame : voir Festival d'automne.
BOULEVARD (205-11-30) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.
BOULEVARD (205-11-30) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.
BOULEVARD (205-11-30) 20 h 30. Drame : voir Festival d'automne.

CHAMPSTYSHES
DES
Drame, Comédie, Farce, Hilarité
A partir du
17 Septembre 1984
Ouvrez M. Miroir de la Culture
avec les spectacles de la Comédie de la Culture
RENSEIGNEMENTS : 723-47-77

La Périchole
Jacques OFFENBACH
Mise en scène Jérôme SAVARY

CHATELET
EN RAISON DE L'IMMENSE SUCCES REMPORTE PAR
TANGO ARGENTINO
EXCEPTIONNELLEMENT 2 REPRESENTATIONS LE DIMANCHE 23 A 14 H 30 ET A 20 H 30
Europe 1
ET JUSQU'AU 11 OCTOBRE
MATINÉE SAMEDI ET DIMANCHE A 14 H 30 SOIRÉE A 20 H 30
Location par téléphone : 261.19.83 au théâtre 1 place du Châtelet 75009 Paris

MARIGNY
Attention !
devant l'importance
du spectacle
Serge LAMA
NAPOLEON
Horaires modifiés
Soirée 20 h 30
Dimanche 14 h 15 et 18 h

551 من الاموال

COMMUNICATION

LA RENTRÉE A LA TÉLÉVISION

Travailler mieux

Savez-vous qu'on peut, aujourd'hui, être caissière de grand magasin sans avoir pratiquement jamais à faire avec une machine à calculer ? Ou qu'un garage de réparations d'automobiles, s'il est conçu intelligemment et de façon résolument moderniste peut, quasiment, attendre à la clarté d'une salle d'opérations. Balivernes ? Pas du tout. Il s'agit d'expériences pilotes en France, la première à Thionville, la seconde à Marne-la-Vallée. Le nouveau magazine hebdomadaire *Repères* (chaque samedi, sur FR 3) montre que de telles réalisations sont du domaine du possible.

Dans la recherche d'une plus grande qualité de la vie, l'amélioration des conditions de travail devrait tenir une place de plus en plus grande. Certaines innovations seront, demain, sans doute largement répandues. Encore faut-il que tous ceux qui sont concernés - salariés, direction, ingénieurs, syndicats - soient associés à cette recherche qui ne relève pas seulement de l'ergonomie mais intègre aussi les plus récents progrès de l'informatique.

ANITA RIND.

L'OPÉRATION « SAHEL 84 » RTL-FR3

Mobilisation contre la faim

Vendredi 21 septembre a lieu le coup d'envoi officiel sur les ondes de l'opération « Sahel 84, les camions de l'espoir », organisée par RTL et FR3, qui s'achèvera en novembre. Au cours d'une grande soirée commune, Guy Lux, Max Meynier, Yves Montand et des vedettes de la chanson et du cinéma lanceront un appel à la population française pour venir en aide à 300 000 enfants menacés de mort par la famine au Sahel. Objectif : récolter en un week-end un milliard d'anciens francs pour acheter des tablettes vitaminées et du matériel qui seront ensuite acheminés par camions et distribués dans quatre pays : la Mauritanie, le Sénégal, le Mali et le Niger.

Un beau « geste du cœur », comme l'a évoqué M. André Helleux, président de FR3, ou de la bonne conscience ? Une aide réelle, suivie, ou un acte publicitaire un peu ostentatoire et de portée dérisoire ? Un acte de solidarité ou une atteinte à la dignité des peuples ? « Il était impératif pour nous de définir cette opération dans des termes qui ne prêtent pas à controverse », a bien précisé M. Jacques Rigaud, PDG de RTL, au cours d'une conférence de presse où il a répété plusieurs fois avec M. André Helleux qu'il ne s'agissait pas de « charité » mais de sensibiliser l'opinion française pour une action directe : « apporter une contribution modeste à l'effort de ces pays eux-mêmes ».

L'action d'insérer à l'intérieur des « programmes » déjà existants (ceux de l'UNICEF, de la Croix-Rouge française, les Lignes internationales des Croix-Rouges et diverses organisations non gouvernementales) : les pays concernés ont été consultés. La campagne se déroulera en plusieurs temps. Le premier, vendredi

21 septembre avec Guy Lux, Max Meynier, Yves Montand, Michel Sardon, Julien Clerc, Téléphone, Francis Lalanne. Au cours de la soirée, de 20 h 30 à minuit, Max Meynier va demander aux chauffeurs routiers (il espère mille volontaires) de rouler doucement à travers la France pour récolter l'argent. On aura tout le week-end pour remettre son obole dans les mairies, les églises, les sièges des journaux régionaux et de FR3. Demain, temps, les dons sont chargés sur des camions offerts par les plus grands constructeurs européens et embarqués à Saint-Malo le 19 octobre. Débarqués le 29 octobre en Mauritanie, ils traverseront en dix jours la Mauritanie, le Sénégal, le Mali et le Niger, 5 000 kilomètres, dix étapes, « une aventure » suivie au fur et à mesure par la radio et la télévision. Un show qui ne manque ni de générosité ni d'ambiguïté. Et ensuite...

CATHERINE HUMBLLOT.

M. MICHEL BURTON NOMMÉ DIRECTEUR DE L'ACP

M. Michel Burton, directeur du *Courrier de l'Air*, a été nommé, mercredi 19 septembre, directeur de l'Agence centrale de presse (ACP) par le PDG de l'Agence, M. Jean-Louis Forest. Simultanément, la démission de M. Jean-Pierre Minhois, directeur général adjoint de l'ACP, a été acceptée.

Ces décisions ont été prises au cours de la dernière réunion du conseil d'administration de l'Agence, qui a approuvé, d'autre part, la poursuite du plan d'économies pour 1984 et la préparation du budget 1985 - en équilibre - afin de « poursuivre le plan de développement des produits nouveaux dont les tarifs vont être communiqués incessamment ». Une nouvelle re-

A VOIR

Mieux vaut rêver

Elle, légèrement ronde et belle, s'appelle Gisèle, lui tout aussi rond, un peu vilain, c'est Paul. La première est encore jeune et célibataire, le second est sur le retour d'âge. Inégalement, à partir de ces deux personnages, interprétés par Dany Carrel et Jean-Pierre Darras, l'histoire la plus classique qui soit.

Paul galope, se distrait une fois par semaine avec Gisèle. Plaisir sensuel. Si pour Paul cette situation semi-clandestine est plutôt agréable, pour Gisèle ça devient vite insupportable, d'être considérée tout au plus... comme la moitié d'une demi-moitié. Brusque dépitée ! Gisèle craque, s'enfuit un tube de somnifère, perd le boulot. Dans son délire alcoolisé, la belle rêve d'un prince charmant plus jeune qu'elle et de l'enfant rose et dodu qui l'en rencontre dans la tête et sous la paupière la plus mirifique des romans-photos technicolor. Une hypothèse : si ce roman rose était effectivement vrai ? Gisèle serait donc mariée et Paul grugé.

Fiction ou réalité, j'ai comme une musique dans la tête, inspirée d'une nouvelle d'Alberto Moravia, adaptée par l'écrivain Pascal Lainé et mise en scène par Philippe Monnier, se joue à s'y méprendre de sa propre histoire. Qui croit ? Ce qui est dit ou ce qui est imaginé ? Une chose certaine dans cette mise en boîte du théâtre de BCC1607/leval : la vie est trop dure à vivre, mieux vaut la rêver.

MARC GIANNESINI.

J'ai comme une musique dans la tête », A2, vendredi 21 septembre, 20 h 35 (55 minutes).

Quatre radios locales du Nord condamnées. Les présidents et animateurs de quatre radios locales privées du Nord (Radio-Saint-Nord-Contant, Titan et Radio-Chonchon), non autorisées à émettre ont été condamnées à des peines d'amende avec sursis (de 1 000 F à 2 000 F) et à verser 1 franc symbolique de dommages et intérêts à Télédiffusion de France par le tribunal correctionnel d'Amiens-sur-Helpe mercredi 19 septembre.

structure du capital serait, par ailleurs, prévue dans un délai assez rapide.

Depuis le début du mois, l'ACP peaufine son projet de « fil prêt à lire », service de dépêches destiné aux radios locales privées, futures spécialités, etc., réalisé dans le cadre de ces produits nouveaux.

[Né le 24 septembre 1945 à Istres (Bouches-du-Rhône), M. Michel Burton a collaboré à de nombreux journaux (*Paris-Match*, *Le Progrès*, *L'Express*) avant d'être rédacteur en chef de *Continuité* 2000. Il fonde le mensuel *Parité* en 1973 et prend la direction, en 1983, d'un petit quotidien socialiste de Bourg-en-Bresse au détriment, le *Courrier de l'Air*.]

Jeudi 20 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

La Terre et le moulin
Un vrai roman paysan de Georges Coulonges
aux Éditions Grasset
dans toutes les librairies - 69 F

20 h 35 Feuilleton : La terre et le moulin. De G. Coulonges, réal. J. Ernaud, avec A. Tournier, B. Malaterre, G. Rivet. Après la mort de Léon, on accepte mal au village (Quercy) la liaison entre Marie-Paule et Pierre. Un terrible hiver : La Saurine meurt épuisée par un tracteur.

21 h 30 Magazine : Information. Magazine de la rédaction, proposé par A. Desvres, R. Pic, M. Albert et J. Decauxy. 22 h 45 Journal. 23 h 15 Le Jazz et vous. 0 h 00 Cigognant.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Série : La Vallée des poupées. D'après J. Sassan, réal. W. Gramann, avec C. Hicla, L. Hartmann, V. Hamel. A la fête de la fin du tournage du film « Fanfare », Edouard Lévain se réconcilie avec Henry Bellamy.

21 h 45 Alain Decaux, l'histoire en question. Deux hommes pour tuer Reinhardt Heydrich.

Evocation de Heydrich, un étrange personnage envoyé en Bohême et en Moravie pour venir à bout de la résistance de la population, qui refuse l'assimilation au grand Reich allemand.

23 h 30 Sonorité les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma : La Petite Sirène. Film français de R. Andrieux (1980), avec J. Alméida, P. Lécuyer, E. Drea, M. Dubois, M. Winkler. Une fille de quatorze ans, passionnée des contes d'Andersen, choisit pour « prince charmant » un mécanicien du garage quadragénaire et réussit à l'imposer dans sa vie.

22 h 20 Journal. 22 h 40 Une bonne nouvelle pour joir. 22 h 48 Préface à la nuit. Trivert des écrits de Louis-Carol : Quinze à cordes américain, de Dvorak, par le Quatuor Tard.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 L'histoire de France en BD. 17 h 10 Insolite. 17 h 40 Série : La saga des Copéau. 18 h 10 Feuilleton : Dynastie. 18 h 55 Dessin animé : Bulle. 19 h 15 Information. 19 h 50 Assaut PIC.

FRANCE-CULTURE

18 h 30 Dramatique : « La Mère du printemps », de Drieu Chabril (deuxième partie) ; avec J. Negrini, J. Frantz, F. Cantel. 22 h 30 Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

18 h 30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Quatre interludes marins, de Britten ; Concerto pour violoncelle et orchestre, de Schumann ; Symphonie n° 3 en mi bémol majeur, de Beethoven, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. M. Janowski, vol. L. Harri, violoncelle de France-Musique ; œuvres de Debussy, Mozart, Bach, Brahms, Haydn.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h 10 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 18 h 15 Dessin animé : Inspecteur Gadget. 20 h 30 D'accord pas d'accord (INC). 20 h 35 Sahel 84, les camions de l'espoir. (Et à 22 h 20.) Émission de G. Lux et Max Meynier. Les 22 et 23 septembre dans toute la France se tiennent les grandes collectes Croix-Rouge pour le Sahel. Olivier, Pierre Bacheval, Claude Barzotti, Francis Cabrel, Linda de Suza, Hugues Aufray, etc., participent à ce spectacle en appel à l'opération Sahel 84. 22 h 00 Journal. 22 h 15 Espace francophone. Magazine de D. Gallo. Arts populaires traditionnels : une enquête sur la peinture, la sculpture, l'artisanat. 22 h 30 Une bonne nouvelle par jour. 22 h 38 Préface à la nuit. Hommage sans paroles pour violon et piano, de Mendelssohn, interprété par E. Friedmann, violon, et L. Pettigard, piano.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 L'histoire de France en BD. 17 h 10 Série : Comme les six doigts de la main. 17 h 40 Magazine : Thalassa. 18 h 30 Vos livres m'intéressent. 18 h 30 Présence du cinéma. 18 h 55 Dessin animé : Bulle. 19 h 15 Information. 19 h 50 Assaut PIC.

FRANCE-CULTURE

12 h 5 Nuits tout chœurs : l'année du bac. 12 h 45 Panorama. 13 h 30 Les comédiens. Le théâtre allemand en France. 14 h 19 Un livre, des voix : « La grande muraille de Chine » de Michel Huriot. 16 h 30 Commentaire des radios publiques de langue française : la RTBF présente « Fluorescence » pour réécouter, soprano, percussions et sons électro-acoustiques. 16 h 33 Les rencontres de Rouen. 18 h 30 Comment va le monde, l'Université ? La fête du docteur Montpar. 19 h 30 Les grandes avenues de la science moderne. 20 h 15 Les enjeux internationaux. 20 h 30 Thomas Hobbes, philosophe baroque. 22 h 30 Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

12 h 5 Concert : œuvres de Martin, de Falla, Morlet, Brahms, Fonty, Spohr, Meyerbeer, Lachner par M. Sartorius, soprano, R. Fontaine, clarinette, L.C. Thirion, piano. 13 h 32 Les chants de la terre. 14 h 2 Répères contemporains : Patrick Marcland. 14 h 30 Sonate de Beethoven par Claudio Arrau, piano. 15 h 15 Intégrales : la musique vocale de Francis Poulenc : religion, théâtre et poésie. 18 h 5 L'inspiration. 19 h 30 Le temps du jazz : Feuilleton « Tout Duke » : à 19 h 25, Interimède ; à 19 h 30, Le clavier bien tempéré. 20 h 15 Concert (en direct de Munich) : Concours international de musique de l'ARD. 22 h 30 Les solistes de France-Musique : œuvres de Beethoven, Chopin, Debussy, à 1 h, Musique traditionnelle : le chant carminé.



SARDAIGNE: SUPERBE NATURE
ENTOURÉE PAR LA MER

LES MEILLEURES PÉRIODES SONT APPELÉES HORS SAISON. Dans une île forte une nature intacte, des côtes spectaculaires, une histoire, une tradition et une gastronomie renommée : la Sardaigne vous attend avec bien des facilités, de septembre à juin.

esit Ente Sardo Industrie Turistiche
VIA MAMELI, 97 - 09100 CAGLIARI
TEL. (070) 66.65.22 - TELEX 790134-I
OU CHEZ VOTRE AGENCE DE VOYAGE

OFFICE NATIONAL ITALIEN
DU TOURISME
28 RUE DE LA PAIX
75002 PARIS



Citroën BX. 57.200E
Jachète!

Equipements de série : 4 freins à disque. Feux de croisement et route à iode. Rétroviseur extensible réglable de l'intérieur. Lunette AR chauffante. Serrure trappe à essence. Banquette AR rabattable (loisier). Becquet AR. Prise diagnostic. Prix clés en main. Tarif au 1^{er} juillet 1984.

REPRODUCTION INTERDITE
OFFRES D'EMPLOI
DEMANDES D'EMPLOI
MANOÈVRES
AUTOMOBILES
AGENDA
PROP. COMM. CAPITAUX

emplois
internationaux
Recherche
HOMME DE CONTACT
Jeune femme de 27 ans, ayant
une expérience en gestion et
en administration, cherche
un poste en France ou à l'étranger.
Porte en Martinique
Société Anonyme
75008 PARIS
Tél. 526-21-21.

OFFRES D'EMPLOI
FESTO S.A.R.L.
Compagnie d'ingénierie
PNEUMATIQUE et ÉLECTRONIQUE
recherche pour son service technique
UN ASSISTANT(E) ADMINISTRATIF
à temps partiel pour secondeur ingénieur.
à l'extérieur, assurer le secrétariat technique
et administratif de ce service d'ingénierie
pour le développement de l'industrie
des machines à outils complémentaires pour la
série de machines.

Les Éditions L'Esprit
41 RUE DE VENDÔME
94500 CHAMPIGNY-SUR-MAISON
recherche
AUTEURS
pour de nouvelles collections de littérature

ASSOCIATION
POUR LA RECHERCHE
SUR LE CANCER
Cette association pour
la recherche sur le cancer
a besoin de bénévoles
pour participer à des
travaux de terrain.
S'inscrire à l'association
à l'adresse suivante :
Association pour la
recherche sur le cancer
75017 Paris 17^e

KONE MÉDECIN
Recherche un médecin
généraliste pour
exercer à l'hôpital
à l'adresse suivante :
KONE MÉDECIN
75017 Paris 17^e

INFORMATIS
INGÉNIEURS
RESEAU
Recherche ingénieurs
pour travailler sur
des projets informatiques
à l'adresse suivante :
INFORMATIS
75017 Paris 17^e

proposés
divers
Cherche Américain
pour travailler
avec des compagnies
américaines à l'étranger.
à l'adresse suivante :
proposés divers
637-00-00

150

annonces classes

	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	105,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

	La ligne	La ligne TTC
ANNONCES ENCADRÉES	51,00	60,48
OFFRES D'EMPLOI	15,00	17,79
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

L'immobilier

appartements ventes

5^e arrdt

NEUF JARDIN PLANTES
1 et 3, RUE POULVEAU
CONSTRUCTION GD LUXE
Livraison immédiate.
Vis. tous les jours 14-19 h
seul mercredi et dimanche.

6^e arrdt

2 pces en duplex, Original
3, rue Joseph-Barn
Rue de Lille PRÉS BAC, 14
beau 4 p, 150 m², charmes
parquet, w.c., 2 b, w.c.,
serv. DORESSAY 624-93-25.

17^e arrdt

M^e MONTMARNASSE
Pierre de taille, revêtu
3 pces, entrée, cab., bns, w.c.,
17, rue d'Orléans
Judi, vendredi, 14 h à 17 h.

9^e arrdt

STUDIO 220.000 F
Cul., bns, w.c., chauff. indiv.
solet, impeccable, bon D^e
Vend. 252-01-82.

11^e arrdt

BASTILLE
Bel appartement, gd s/sol
et jardin, 272-40-19.

12^e arrdt

M^e MICHEL-SIZOT, de imm., en
rénovation, beau liv. + chère,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

13^e arrdt

GOBELINS
Propriétaire vend plusieurs
2^e p., refait et à rénover.
Vid. déjeun. 10-12 h.
Vid. jeudi, vendredi 13/17 h.
20, RUE DU BANQUER.

15^e arrdt

CAMERONNE, de imm., en
rénovation, beau liv. + chère,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

18^e arrdt

18^e BUTTES CHAUMONT
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

92

LA DÉFENSE, 105 m²
Fénelon, 5 p., dernier ét.,
vue panoramique intermédiaire
Cause dév. : 885.000 F
PROMOTIC 583-14-14.

16^e arrdt

RUE BOILEAU
140 m², 6 p., 3 bns, w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

17^e arrdt

RUE GUERIN
Imm. rénov. tout confort
1^e grande + 1 petit, 2 p.,
cul., bns, w.c., 2 bns, w.c.,
serv. DORESSAY 624-93-25.

18^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

19^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

20^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

21^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

22^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

23^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

24^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

25^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

26^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

27^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

28^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

29^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

30^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

31^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

32^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

33^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

34^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

35^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

36^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

37^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

38^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

39^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

40^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

41^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

42^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

43^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

44^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

45^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

46^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

47^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

48^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

49^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

50^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

51^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

52^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

53^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

54^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

55^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

56^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

57^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

58^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

59^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

60^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

61^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

62^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

63^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

64^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

65^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

66^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

67^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

68^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

69^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

70^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

71^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

72^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

73^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

74^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

75^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

76^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

77^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

78^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

79^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

80^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

81^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

82^e arrdt

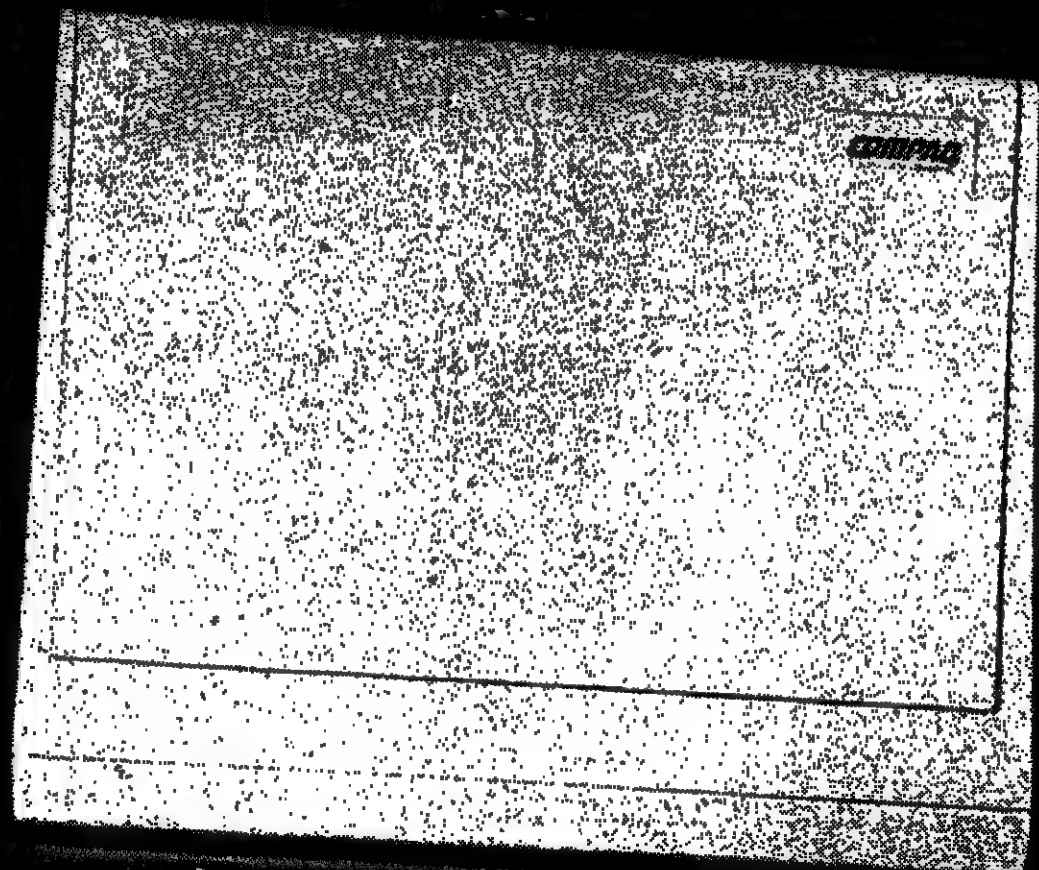
MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76
Métiers 834-13-18.

83^e arrdt

MAIRIE XVIII^e, imm. p. de t.
Bel appartement, 2 p., w.c.,
cul., bns, w.c., terrasse, 76

le
is
ent
le
à
le
me
ren
de
cor
nal
du
d'u
por
fer
me
de
res
a,
be
fai
soi
pe
la
bli
ge
le
Su
pli
gé
qu
se.

so
he
y
es
fo
in
et
so
vi
di
fi
D
ce
le
m
p
p
li
o
g
a
L
u
e
d



COMPAQ L'ORDINATEUR QUI A EMBALLÉ L'AMÉRIQUE



Il fallait être Texan et se nommer COMPAQ pour oser se lancer à l'assaut de l'Amérique et réussir aussi magistralement.

Avec ses micro-ordinateurs portables, COMPAQ est devenu le n° 2 mondial sur le marché global des 16 bits. Et, avec un chiffre d'affaires de 240 millions de dollars en 1 an et demi, cette jeune société établie à Houston s'est octroyée le taux de croissance record de l'histoire économique américaine. Il faut dire que les portables COMPAQ, les plus vendus au monde, ont été programmés jusqu'au bout des touches pour le succès.

Pour la première fois, des micro-ordinateurs portables n'ont pas vu leurs performances allégées pour la nécessité du déplacement. Leur capacité de stockage (jusqu'à 10 méga-octets avec unité de disque dur intégrée et protégée par une armature anti-chocs), leur écran qui peut traiter à la fois textes et graphiques compatibles IBM de haute résolution - 2 spécificités COMPAQ - leur microprocesseur 16 bits leur assurent un niveau de performance presque sans équivalent chez les meilleurs ordinateurs de bureau. Par sa parfaite compatibilité avec l'IBM PC, COMPAQ est devenu la référence en la matière. Ainsi, les utilisateurs COMPAQ ont-ils accès direct et sans modification aux meilleurs programmes d'applications professionnelles, aux grands standards industriels (LOTUS 1-2-3, MULTIPLAN, WORD...) et aux tout derniers logiciels intégrés (Symphony, Framework...).

Enfin, en même temps que les portables, COMPAQ introduit en France une nouvelle gamme, les ordinateurs de bureau COMPAQ DESKPRO, conçue dans le même esprit d'innovation et de qualité et dotée de nouveautés technologiques exclusives.

COMPAQ: une volonté bien délibérée de conquérir l'avenir.

Si vous partagez cette volonté, contactez: COMPAQ France - 91 rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 Paris - Tél.: (1) 266.90.75.

SICOB
NIV. 2. ZONE B. N° 2207

COMPAQ

Le Monde

Dans moins de une formation

L'informatique étant une des voies de la modernisation, M. Fabius se devait d'inaugurer le 19 septembre (1) la semaine de la formation à l'informatique. Le ministre y a annoncé une série d'initiatives qui visent à donner des instructions aux entreprises pour qu'elles puissent bénéficier de la formation à l'informatique. Les efforts entrepris par le gouvernement dans ce domaine, en matière de sensibilisation des jeunes effectuant leur service national, doivent être appuyés.

Un effort

(Suite de la première page)

Deux types de difficultés se posent. D'une part, la sélection des jeunes des classes de première et des lycées et qui se trouvent dans les classes préparatoires, dont le nombre est en baisse, empêche un plus grand nombre de jeunes d'accéder à des études supérieures.

D'autre part, les professeurs ont des difficultés à adapter leur enseignement à la nouvelle technologie. Ils ne peuvent pas que cette technologie devienne trop nombreuse. La formation doit être maintenue à un niveau élevé, car elle est la source de la formation des ingénieurs, qui ont un rôle important à jouer dans l'industrie. Les connaissances des ingénieurs s'enrichissent de jour en jour.

En ce qui concerne les 300 000 jeunes de service national, qui sont des techniciens, il faut...

METTEZ VOTRE
DANS V

POCKET-M

Mettez votre secrétaire dans votre poche, en déplacement, en réunion, en rendez-vous ou simplement pour ne pas l'oublier. La taille réduite de ses cases, son micro et son mini-écran vous accompagnent partout. Pocket-Memo est toujours là, toujours prêt.

هكذا من الامم

L'OUVERTURE DU XXXV^e SICOB

Dans moins de trois ans, tout élève devra avoir reçu une formation à l'informatique, déclare M. Fabius

L'informatique étant une des clés de voute de la modernisation, M. Fabius se devait d'inaugurer lui-même le trente-cinquième SICOB mercredi 19 septembre (1). Le premier ministre y a annoncé qu'il avait donné des instructions pour que, dans moins de trois ans, tout élève sortant du système éducatif (ait) reçu dans sa scolarité une initiation à l'informatique. Les jeunes Français passeront donc tous à l'école de l'ordinateur pour « comprendre et non subir » l'évolution technique, pour leur faciliter l'accès à cette « nouvelle culture ».

Le programme d'équipement informatique qui touche trois lycées sur cinq et la moitié des collèges « sera accéléré », a déclaré le premier ministre. Plus généralement, M. Fabius « a décidé que les effectifs des écoles d'ingénieurs et des instituts universitaires de technologie seraient accrus de 10 à 15 % dès l'an prochain ».

A côté de cet effort de formation, le premier ministre a appelé que l'informatique, en créant de nouveaux savoirs, peut être une « force de répression » et engendrer « une nouvelle inégalité ». Il faut être « attentif » à ce qu'elle ne soit pas « l'appanage d'une minorité ». Il n'y a qu'un moyen d'éviter « le choc », selon M. Fabius, c'est d'y « préparer le maximum de Français ».

Le ministère des PTT veut aménager le monopole de l'État

La mise en service du satellite Télécom 1, lancé le 4 août dernier, devrait être l'occasion, pour le ministère désigné aux PTT, d'offrir une gamme de nouvelles prestations aux entreprises et aussi de renouer à certaines des prérogatives que le monopole lui réserve en exclusivité. C'est ce qui ressort des déclarations faites par M. Jacques Donodoux, directeur général des télécommunications, à l'occasion de l'ouverture du SICOB.

Peut-on, à l'ère de la télématique et de la bureautique, se comporter comme en 1837, date à laquelle fut institué le monopole de l'État sur les télécommunications encore inscrites dans les textes aujourd'hui ? L'administration, en vérité, sait bien qu'elle ne pourra continuer à tout

faire au moment même où l'on invoque la dynamique de la communication comme stimulant économique. Mais comment permettre au secteur privé de pénétrer le domaine des télécommunications sans pour autant se livrer à une « déréglementation » sur le mode anglo-saxon, qui serait une porte ouverte aux géants américains qui n'attendent pas autre chose ? C'est à ce défi que M. Donodoux a donné un début de réponse en présentant, aux professionnels et aux journalistes, les services qui sont censés être faits aux télécommunications un « réel bond en avant » au point de « changer de dimensions ».

Un effort pour la formation des ingénieurs

(Suite de la première page.)

Deux types de difficultés peuvent freiner la réalisation de son vœu. D'une part, la sélection pratiquée des classes de première scientifique des lycées et qui se poursuit jusqu'à la classe préparatoire, dont le nombre augmente peu, empêche un plus grand nombre de jeunes d'accéder à des formations supérieures.

D'autre part, les professionnels et surtout les ingénieurs en activité ne souhaitent pas que cette corporation devienne trop nombreuse. La rareté permet de maintenir un nombre appréciable d'offres d'emplois et surtout un haut niveau de rémunération dès la sortie des écoles. Les associations d'anciens élèves des grandes écoles publiques, qui disposent d'un pouvoir important, sont rarement favorables à une ouverture plus large des portes. La commission des titres d'ingénieurs s'est d'ailleurs longtemps opposée à ce que les universités délivrent ce diplôme.

En ce qui concerne les IUT, un nombre de soixante-sept, qui forment des techniciens supérieurs en

deux années après le baccalauréat, le neuvième plan (1984-1988) a prévu au cours de chacune de ces six années une augmentation de mille étudiants. Des cents rentrées, sept nouveaux départements ont été créés, en informatique à Bayonne, Calais et Orléans, en génie électrique à Rouen et Nancy, en génie thermique à Evry et en mesures physiques à Saint-Etienne.

M. Roger-Gérard Schwartzberg, secrétaire d'Etat aux universités, est chargé d'appliquer les instructions du premier ministre en misant au mieux les moyens dont il dispose pour les grandes écoles, IUT et universités, en collaboration avec les autres ministères concernés.

M. Fabius souhaite aussi moderniser l'enseignement en ayant exécuté l'application du programme de formation des jeunes Français à l'informatique. Sur ce point, les chiffres annoncés par le premier ministre correspondent au plan mis en œuvre par le précédent gouvernement, sous l'impulsion du président de la République.

Il convient de distinguer la formation professionnelle de l'informati-

que et l'initiation à l'informatique, conçue comme une discipline au même titre que le français ou les mathématiques et appelée à devenir vite indispensable aux futurs citoyens qui sont aujourd'hui sur les bancs de l'école.

Dans l'enseignement primaire et secondaire, il s'agit bien d'une nouvelle discipline destinée à intégrer l'informatique à la vie des élèves et en même temps à rénover la pédagogie. L'éducation nationale a commencé à « changer de vitesse » en ce domaine, tant du point de vue quantitatif que qualitatif, depuis un an, conformément aux objectifs inscrits dans le IX^e Plan et qui seront très largement dépassés. Les 100 000 micro-ordinateurs qu'il était prévu d'installer dans les établissements scolaires d'ici à 1988 pourraient bien être... 200 000 environ.

Le ministère de l'éducation nationale et les collectivités territoriales y ont consacré en 1984 quelque 250 millions de francs.

En même temps, le précédent ministre de l'éducation nationale a ouvert vingt-cinq centres de formation, qui reçoivent des enseignants

en stage d'une année et à qui il revient ensuite d'assurer la formation de leurs collègues dans les établissements : 25 000 de ces derniers - M. Fabius a confirmé ces chiffres - en auront bénéficié à la fin de cette année. Au terme de l'application du programme ainsi lancé dès 1983, tout élève parvenu au terme de la scolarité obligatoire devrait avoir passé deux cents heures devant un clavier d'ordinateur. C'est bien entendu une prévision mathématique qui ne tient pas compte des disparités d'équipement entre les différentes régions ni des difficultés à élaborer en France des logiciels pédagogiques de qualité. Pour y remédier, l'Agence de l'informatique a financé sous le nom de Diane un système de création et de diffusion de logiciels pédagogiques, qu'elle commence à commercialiser ce mois-ci. Son ambition est de placer la France au premier rang en ce domaine.

CATHERINE ARDITTI
et SERGE BOLLOCH.

Certes, il ne s'agit pas de cette fameuse « intégration des services » promise par les techniciens (et qui inclura peut-être un jour l'image). Il s'agit d'une prise unique qui servira à l'établissement de leurs échanges en données informatiques ou de documents (télécopie, « courrier électronique »), voire même les conversations téléphoniques à condition de disposer d'un standard informatisé. Plusieurs abonnés différents pourront aussi correspondre entre eux.

M. Donodoux, en citant l'exemple d'une liaison qui reviendrait quatre fois moins cher qu'une communication téléphonique ordinaire, a souligné l'importance de Télécom 1 et le permet.

Mais la banalisation progressive des communications aux entreprises devrait, en outre, ouvrir la possibilité de créer de multiples services particuliers sur réseaux : le stockage d'informations, leur triage, les conférences multiplex avec échanges de documents, des transferts automatiques de fichiers, etc. Autant de prestations qui devront

être adaptées aux besoins spécifiques des utilisateurs, dont les contraintes seront forcément très variables d'une profession, ou d'une entreprise, à l'autre. Autant de domaines où l'administration se sent, à juste titre, mal placée pour agir.

Mais elle n'avait pas, jusqu'à présent, clairement indiqué sa politique. En poussant sa filiale de droit privé, France câbles et radio (FCR), sur la plupart des nouveaux créneaux du marché apparaissant avec le développement des communications, notamment en la chargeant de la commercialisation des services de Télécom 1, l'administration avait même plutôt donné le sentiment de vouloir tout se réserver. Tel ne devrait donc pas être le cas, si l'on en croit le responsable de la direction générale des communications (DGT). Celui-ci a même précisé que les utilisateurs du satellite pourront indifféremment s'adresser aux sociétés privées ou à FCR pour accéder à ses services.

Cette amorce marque un tournant important dans l'attitude des PTT par les débouchés qu'elle laisse entrevoir aux sociétés de services et constitue une clarification très attendue dans les milieux professionnels. Car elle a aussi fourni à M. Donodoux l'occasion de réaffirmer la ferme volonté des PTT de conforter son monopole sur les transmissions : « Nous concéderons des services à vendre, mais pas d'infrastructures ».

Enfin, elle répond implicitement à la contradiction que constitue la hausse récente de la taxe téléphonique, qui, en période de développement des capacités des réseaux, va à l'encontre de la logique de la baisse des prix et de la croissance du trafic : les entreprises pourront bénéficier du téléphone à moindre coût par le satellite. La marge de manœuvre des PTT sera cependant étroite : les recettes du téléphone constituent encore l'essentiel du chiffre d'affaires et des bénéfices réalisés par la DGT, recettes fournies en majorité par les entreprises.

ÉRIC RONDE.

METTEZ VOTRE SECRÉTAIRE DANS VOTRE POCHE.

Enfin, un nouveau secret que les portables COMPAQ introduisent en France une nouvelle gamme, les ordinateurs de bureau COMPAQ DESKPRO, conçus dans la même esprit d'innovation et de qualité et dotés de nouvelles technologies quasi exclusives.

COMPAQ a une volonté bien délibérée de continuer à inventer.

Si vous souhaitez cette volonté, contactez COMPAQ France - 91 rue de la République - Saint-Hippolyte - 75005 Paris - Tél. (01) 266.90.75.

GARDEZ VOTRE PATRON SOUS LA MAIN.

Enregistrer, spécialement conçu pour une meilleure gestion de votre temps : écoutez, directement par haut-parleur, ou par casque pour mieux vous isoler. Arrêtez si besoin est, et reprenez plus tard. Décidez en permanence du bon moment pour taper une lettre ou rédiger un rapport.

Voulez-vous laisser un message à votre tour ? Le Memo-System® Philips a aussi un micro. Pocket-Memos® et Memo-Systemes® Philips : de la mémoire pour deux.

POCKET-MEMOS ET MEMOS-SYSTEMES PHILIPS.

Mettez votre secrétaire dans votre poche : en déplacement, en réunion, en week-end : Pocket-Memo® Philips. Après un entretien, entre deux rendez-vous ou simplement pour qu'une idée ne s'envole pas : Pocket-Memo® Philips.

La taille réduite de ses cassettes, pouvant durer une heure, son micro et son haut-parleur incorporés en font un minuscule enregistreur qui vous accompagne partout. Votre Pocket-Memo® est toujours là, toujours prêt.

Et il rend votre secrétaire beaucoup plus disponible : il lui suffit d'insérer votre cassette enregistrée dans le Memo-System® Philips, quand elle le souhaite.

Gardez votre patron sous la main : sous forme de mini-cassettes. Et écoutez-le sur le Memo-System® Philips. Tout de suite, dans une heure ou quand ça vous arrange.

Le Memo-System® Philips est un lecteur-

enregistreur, spécialement conçu pour une meilleure gestion de votre temps : écoutez, directement par haut-parleur, ou par casque pour mieux vous isoler. Arrêtez si besoin est, et reprenez plus tard. Décidez en permanence du bon moment pour taper une lettre ou rédiger un rapport.

Voulez-vous laisser un message à votre tour ? Le Memo-System® Philips a aussi un micro. Pocket-Memos® et Memo-Systemes® Philips : de la mémoire pour deux.

J'ai désiré recevoir : une documentation complète ☐ la visite d'un attaché commercial ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Fonction : _____ Société : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Tél. : _____

Coupon à retourner à S.A. Philips Data Systems, Département Bureautique Distribution 5, square Max-Hymans, 75741 PARIS Cedex 15.

PHILIPS Data Systems

SICOB
NIV. 2. JUNE 1984

COMPAQ

SOCIAL

M. Marchelli approuve M. Fabius

(Suite de la première page.)

Je souhaiterais que les Français prennent bien les innovations de 1981 et celles de juillet 1984 dans les deux plateaux de la balance. Ils se rendront compte qu'il y a un changement tout à fait extraordinaire dans la politique gouvernementale sous l'égide du même président de la République. C'est un fait historique et fondamental qu'il faut prendre en considération. Notre attitude en découle : nous constatons une remise en cause de toute la dogmatique socialiste qui nous engage dans un renouveau vers une certaine forme de libéralisme. Refuser de voir un tel changement ne serait pas responsable.

Alors, c'est l'état de grâce ?

L'arrivée de M. Fabius ne règle pas tous les problèmes. Nous avons réagi négativement sur deux de ses prises de position, l'une sur l'évolution des salaires de l'encadrement, l'autre sur notre représentation au Conseil économique et social. Il est cependant nécessaire de distinguer les niveaux et les importances. Que M. Fabius dérape sur la politique salariale, que le gouvernement continue de combattre la CGC en mettant en cause notre représentativité, c'est très important, mais pas prioritaire par rapport à l'avenir économique et social du pays. Le renversement des orientations gouvernementales nous permet, d'espérer qu'en 1986, c'est-à-dire lors des prochaines élections législatives, nous n'allons peut-être pas ramasser la France à la petite cuillère. Notre responsabilité ne nous permet pas d'attendre en nous croisant les bras et en ricanant que le gouvernement ait accumulé suffisamment d'erreurs pour assurer le rejet du socialisme et le retour de l'opposition au pouvoir. Ce serait payer trop cher. Quels que soient les gouvernements, notre souci est d'obtenir les meilleurs résultats possibles au plan économique et social. Aujourd'hui, il faut se féliciter de voir, peut-être sous la contrainte, le président de la République et le parti politique qui le soutient devenir plus réalistes et engager une politique qui pourra amorcer le redressement du pays.

Vous êtes « représentation » au Conseil économique et social, approuvez comme un casus belli. Allez-vous manifester ?

Je ne le pense pas. Nous n'avons pas l'intention aujourd'hui de faire descendre les cadres dans la rue car leur place est dans les entreprises. Le combat que nous devons ouvrir est celui de l'amélioration de notre productivité, de notre compétitivité. Le 15 octobre, à l'occasion du quarantième anniversaire de la CGC, nous ferons le point des premiers résultats obtenus par l'action du gouvernement. Nous envisagerons alors soit une action d'accompagnement de la politique gouvernementale soit une mise en situation conflictuelle. Notre jugement sera dur et désagréable si nous considérons que les actions du gouvernement ne sont pas conformes aux premières déclarations de M. Fabius. Il sera relativement solidaire si nous considérons que le gouvernement va au-delà des habitudes classiques de tout pouvoir, c'est-à-dire : promettre et ne pas tenir.

Vous accordez un délai de grâce de trois mois à M. Fabius, mais deux fois déjà vous avez demandé la démission d'un premier ministre.

Notre démarche n'est pas systématique. Nous n'avons pas programmé de demander, chaque année, la tête du premier ministre. Toutefois, si M. Fabius n'apparaissait pas comme la dernière chance de la France au cours du présent septennat, s'il nous donnait à penser qu'en 1986 notre situation économique et sociale serait inférieure à celle d'aujourd'hui, alors nous le combattrions avec autant de force et de violence que nous l'avons fait pour M. Mauroy.

Vous ferez alors la courte échelle à l'opposition ?

On nous a reproché d'être pro-socialistes quand nous combattons M. Barre. On nous a reproché d'être chiraquiens ou giscardiens quand nous combattons M. Mauroy. Maintenant, les états-majors de l'opposition nous critiquent abondamment parce que nous sommes trop aimables avec M. Fabius.

Pas de véritable alternative ?

Vous êtes trop « décriés » ?

J'ai la chance d'être à la tête d'une organisation syndicale qui n'est pas liée à tel ou tel parti politique et qui peut donc s'exprimer en fonction de ses propres orientations. Imaginons qu'il y ait six mois l'opposition ait présenté à la nation un programme commun de gouvernement bien construit, cohérent, une véritable alternative à l'énorme pagaille que nous ont fait vivre les socialistes entre mai 1981 et juillet 1984, mes positions vis-à-vis de M. Fabius auraient peut-être été différentes. J'aurais pu lui dire : ce que vous proposez est bien, mais regardez le programme de l'opposition, il me semble de meilleure qualité pour l'avenir de la sidérurgie, de la construction navale, pour l'avenir de l'industrie et des salariés. J'aurais pu demander plus si ce programme de gouvernement existait, mais il n'y a rien. Nous sommes unijambistes : je n'ai aucun référentiel qui me permette de faire des comparaisons. J'essaie donc d'aider un homme de bonne volonté, M. Fabius, dans la mesure où il développe une politique économique qui reprend une grande partie de nos propositions.

Vous adhérez aux objectifs de modernisation industrielle de M. Fabius. Estimez-vous toujours que celle-ci passe par une baisse du niveau de vie des Français ?

Elle passe par une stagnation, voire une baisse du niveau de vie de tous les Français et pas seulement des cadres. Si on s'attache à augmenter indéfiniment le pouvoir d'achat du SMIC en bloquant les autres salaires, on va casser la dynamique interne des entreprises. L'ajournement du chômage, la forte détérioration de notre compétitivité en valeur relative ne peuvent s'inverser du jour au lendemain, surtout lorsqu'on est un pays extrêmement endetté. Il n'y a ni miracle ni baguette magique, c'est donc un effort de longue haleine que toute la nation va devoir faire durant les prochaines années.

« Oui mais... » à la flexibilité

Il y a quinze mois, vous aviez lancé un appel à un armistice social. Est-ce que vous le renouvelez ?

Il y a quinze mois personne ne voulait nous écouter. Nous avons maintenant un gouvernement qui reprend les lignes essentielles de notre appel. Nous sommes prêts à apporter notre contribution, nos efforts, mais à condition que l'on ne nous mène pas en bateau. L'heure est suffisamment grave pour que les organisations syndicales, si décriées par ailleurs, prennent une initiative. J'ai donc l'intention de proposer à toutes les organisations syndicales représentatives de se réunir au sommet pour traiter de l'emploi, qui nous tient tous à cœur, pour essayer, au-delà de nos divergences, de mener ensemble une action et de nous mettre d'accord sur des propositions. Tentons cette approche puisque nous partageons tous la priorité de lutter contre le chômage, et imposons au gouvernement et au patronat une ligne de conduite cohérente dans cette lutte.

L'économie française vous paraît-elle aujourd'hui s'engager dans la voie du redressement ?

Si je me fie au discours de M. Fabius, je dirai qu'après avoir plongé dans l'ornière l'économie de

notre pays possède une chance de se redresser dans les années à venir. Après le règne des farfelus, des creuseurs de déficits, des destructeurs d'entreprises, des collectivistes sauvages de mai 1981 à juillet 1984, la tendance actuelle devrait nous permettre d'aller à une certaine modernisation et au remaniage de notre tissu industriel. Si M. Fabius tient ses engagements, on peut atteindre 1,8 % de croissance du PIB pour 1985 malgré la diminution des grands contrats à l'étranger. Après la nuit la plus noire, c'est une lumière diffuse qui semble apparaître.

Après les « ouvertures » de la CFDT, puis de M. Delebarre au CNPF, puis de la flexibilité de l'emploi, comment voyez-vous l'avenir de la négociation en France ?

C'est une affaire importante. Je trouve que la position de la CFDT est d'autant plus courageuse qu'elle s'est définie en contradiction par rapport à une partie de sa base. Soyons réalistes. Nous sommes d'accord pour la flexibilité, mais nous ne sommes pas prêts à brader les conquêtes sociales des cinquante dernières années et à piétiner les avantages acquis des salariés. Il n'est pas possible de faire n'importe quoi sous prétexte que M. Gattaz ne cesse de parler de déreglementation. Nous sommes prêts à regarder comment faire reculer l'espace de pouvoir acquis par la puissance publique dans l'entreprise, à condition que nous accroissions l'espace de responsabilité des partenaires sociaux et économiques à la place de ce qui aura été abandonné par l'Etat. Cela doit se négocier très sérieusement, sans faire de cadeaux aux chefs d'entreprise. La conduite sociale des entreprises concerne les partenaires sociaux. Nous sommes prêts à prendre nos responsabilités en la matière à l'intérieur et à l'extérieur des entreprises, mais nous voulons aussi pouvoir dire notre mot quant aux orientations économiques.

Nous nous demandons s'il est bien utile d'avoir dans les entreprises de plus de cinquante salariés à la fois un comité d'entreprise, des délégués du personnel et des sections syndicales exerçant en parallèle. Pourquoi ne pas maintenir le comité d'entreprise avec son rôle sur les orientations économiques de l'entreprise, renforcer les pouvoirs des sections syndicales et alors supprimer les délégués du personnel ? C'est un exemple parmi d'autres. D'une manière générale, pourquoi ne pas avoir un peu d'imagination à partir du moment où les intérêts des salariés seraient pris en compte d'une manière sérieuse et efficace par les syndicats ?

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT.

ÉTRANGER

L'accord entre le FMI et l'Argentine

Les modalités du « memorandum d'entente » entre les représentants de l'Argentine et la mission du Fonds monétaire international à Buenos-Aires n'ont pas été révélées. Notre correspondant, Jacques Després, nous en expose ici les grandes lignes, telles qu'elles sont présentées par la partie argentine. Ce memorandum ne constitue pas encore l'accord en bonne et due forme avec le FMI, mais le rend, semble-t-il, probable. Deux hauts fonctionnaires argentins, qui ont voulu conserver l'anonymat, ont

déclaré au New York Times que l'Argentine ne doit pas compter sur un soutien des États-Unis pour renégocier sa dette extérieure avec les banques commerciales et le Fonds monétaire. Fautes à la veille de l'arrivée à Washington, de M. Bernardo Grinspun, ministre argentin de l'économie, ces déclarations sont interprétées dans les milieux financiers comme une pression sur celui-ci pour qu'il parvienne à un accord avec le FMI et les banques avant le 30 septembre.

Buenos-Aires estime avoir obtenu des concessions importantes

Buenos-Aires. — Après neuf mois de négociations ardues, les autorités argentines et les experts du FMI ont mis au point un programme d'ajustement qui sera soumis dans les prochains jours aux autorités du FMI (le Monde du 20 septembre). A ce programme est liée une demande de fonds au titre d'un accord de confirmation (Credit Stand-By) de 1.419 millions de dollars de tirage spécial (DTS) (1) sur 15 mois et de 200 millions de DTS au titre du financement compensatoire. Le feu vert du conseil d'administration du Fonds monétaire permettra à l'Argentine d'entamer la renégociation de sa dette extérieure auprès du Club de Paris et des banques commerciales.

De notre correspondant

Le refus de M. Alfonsín d'accepter les recettes habituelles du FMI se fondait aussi sur des arguments d'ordre politique. Pour le chef de l'Etat, la consolidation de la fragile démocratie argentine est incompatible avec le coût social d'une politique économique récessive. Cette double argumentation avait été développée dans la lettre d'intention adressée le 9 juin dernier par le ministre de l'économie, M. Bernardo Grinspun, au directeur du FMI, M. Jacques de Larosière. Le gouvernement argentin, tout en réaffirmant sa volonté d'honorer ses engagements internationaux, se déclarait prêt à mettre en œuvre son programme de relance de l'activité, d'augmentation du pouvoir d'achat et de réduction de l'inflation indépendamment des résultats des négociations avec le Fonds.

Allait-on vers la rupture ? Les pressions du gouvernement des États-Unis, d'une part, les « bons offices » du directeur français du Trésor et président du Club de Paris, M. Michel Camdessus, d'autre part, permirent cependant un rapprochement des points de vue. Les conversations entrèrent dans une nouvelle phase fin juin, pour aboutir à un « accord de principe », le 11 août, et finalement à la signature, le 18 septembre, du « memorandum d'entente ».

Après l'accord historique intervenu entre le Mexique et les banques commerciales, le compromis auquel sont parvenus l'Argentine et le FMI versait-il, lui aussi, dans l'histoire des relations financières internationales ? En acceptant le principe d'un ajustement non récessif, le FMI a abandonné l'optique strictement monétariste qui était jusque-là présente. L'idée selon

laquelle la contraction de la demande peut être évitée grâce à une répartition du poids de l'ajustement entre les différents secteurs de l'économie (la consommation, l'investissement, l'exportation), affirme l'un des conseillers économiques de M. Alfonsín.

De fait, le FMI a fait des concessions importantes. Les Argentins ont obtenu qu'une fraction des intérêts de la dette publique extérieure ne soit pas prise en compte dans le calcul des besoins de financement du Trésor. Les objectifs en matière de déficit budgétaire — intérêts extérieurs inclus — ont été fixés à 7,5 % du PIB en 1984 et à 5 % en 1985 contre 16,46 % à la fin de 1983.

La même méthodologie s'applique en ce qui concerne la balance des paiements. Il a été admis que l'excédent commercial ne couvre pas la totalité des intérêts de la dette publique, ce qui accroît les possibilités d'importation. La lettre d'intention, avait estimé les besoins de financement extérieur à 3,2 milliards de dollars pour 1984 et à 3,5 milliards pour 1985, chiffres qui selon le ministre de l'économie n'ont subi que de légères modifications dans le memorandum d'accord.

Autre concession du FMI : la progression du pouvoir d'achat. Les rémunérations des salariés du secteur public devraient augmenter en 1984 d'environ 8 %, comme le prévoit la lettre d'intention. Ce rythme devrait cependant se ralentir en 1985.

A bon compte, l'Argentine devrait enregistrer après trois années consécutives de récession une croissance de l'ordre de 4 % en 1984. C'est dans le domaine de la lutte contre la hausse des prix que le gouvernement argentin devra démontrer sa volonté de redressement. Il s'est en effet engagé à ramener le taux d'inflation, estimé à plus de 600 % à la fin de 1984, à 300 % en 1985. Chiffre considérable, dira-t-on (c'est la première fois que le FMI accepte un taux aussi élevé), mais qui représente tout de même une réduction de moitié. Pour atteindre cet objectif, la politique concertée des revenus chère à M. Alfonsín, mais aux résultats incertains, ne sera pas suffisante. Elle devra être accompagnée d'une stricte politique monétaire. L'accord traduit de la part du FMI une volonté d'adaptation aux particularités du pays en difficulté. Et dans le cas de l'Argentine, ce n'est pas chose facile.

JACQUES DESPRÉS.

(1) Un droit de tirage spécial, vaut actuellement environ 1 dollar.

LA LIMITATION DES IMPORTATIONS D'ACIER AUX ÉTATS-UNIS : Satisfaction en Europe déception au Japon

La Commission européenne se réjouit de la décision américaine de maintenir l'arrangement CEE-États-Unis sur les exportations européennes d'acier et de rejeter les recommandations de limitation des importations. (Le Monde du 20 septembre). La CEE estime que cet arrangement signé en octobre 1982 sera « maintenu tel quel » et s'en félicite. Cet accord limite à environ 5 % la part des aciers européens sur le marché américain.

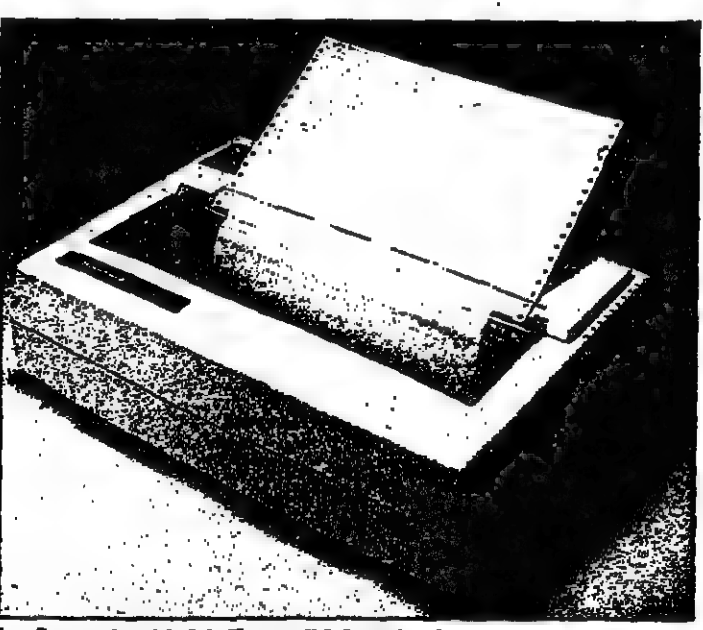
En revanche les japonais regrettent la décision américaine qualifiée de « protectionniste ». Les dirigeants des entreprises sidérurgiques nippones estiment détenir une part de marché de 6,5 % seulement parce qu'ils exportent de façon mesurée. Le gouvernement de Tokyo va demander des explications à Washington. Le Japon avait été cité par les autorités américaines parmi les pays avec lesquels des accords d'autolimitation de leurs exportations pourraient être signés d'ici à trois mois.

La balance commerciale du Brésil est sur le point de dépasser son objectif de 9 milliards de dollars d'excédent pour 1984. Selon le Banque du Brésil, cet excédent a atteint 8,64 milliards de dollars sur les huit premiers mois de 1984, les exportations s'étant élevées à 17,72 milliards et les importations à 9,08 milliards. De janvier à août 1983, le Brésil avait enregistré un solde positif de 4,29 milliards de dollars, les exportations ayant atteint 14,36 milliards et les importations 10,07 milliards. — (AFP.)

Compuprint Honeywell: l'imprimante que tous les ordinateurs aimeraient posséder.

L'impression est le moment final d'un travail. C'est la raison pour laquelle l'imprimante revêt une grande importance. Elle doit traduire immédiatement toutes les impulsions provenant de l'unité centrale de la façon la plus lisible, de la façon la plus silencieuse, et aussi silencieuse que nécessaire. Ces caractéristiques se retrouvent, toutes ensemble, dans les imprimantes Compuprint série I de Honeywell Information Systems Italia. Une ligne évoluée d'imprimantes matricielles à même de s'adapter avec aisance à tout ordinateur : microordinateurs, personnels et professionnels, systèmes compatibles.

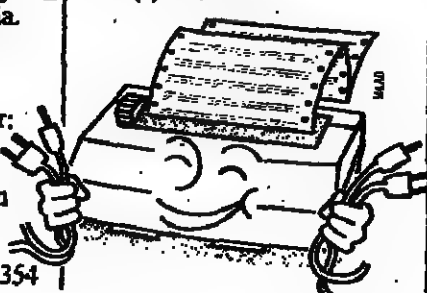
Compuprint est un témoignage de plus de l'avance des recherches de Honeywell Information Systems Italia dans la voie de l'élargissement de tous les services. Elle offre un vaste éventail de possibilités qui permet de trouver toujours la bonne réponse à toute exigence d'impression : de l'impression à haute vitesse, à l'impression de qualité courrier. Celle-ci est réalisée par un double passage de la nouvelle tête à neuf aiguilles qui garantit une plus grande définition



Les Compuprint série I de Honeywell Information Systems Italia s'adaptent parfaitement à tous les systèmes. Conçues à Programmi Milano, elles sont fabriquées dans les usines de Caluso en Italie. La série I est composée de quatre modèles : L11, L12, QC1, L13, QC1, 34 QC.

pour une meilleure expression graphique. Tous les ordinateurs aimeraient posséder une imprimante telle que Compuprint de Honeywell Information Systems Italia. Et beaucoup l'ont déjà. La représentation de Compuprint série I est assurée en France par : Honeywell Information Systems Italia - Matrix Printers Operation - 4-6 Avenue Ampère, 78390 Bois D'Arcy Tél. (3) 0433140 Tlx. 697354

et la distribution par : HEXAMATIC 70 Av. d'Argenteuil 92600 Asnières Tél. (1) 7904031



Dans le cadre de son département **ECONOMIE et GESTION.**

le CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS organise un enseignement intitulé :

« Aspects Socio-Economiques de la Technique Spéciale », qui a pour objet de présenter le développement spatial et d'analyser les liens qui existent entre ses aspects techniques et ses aspects socio-économiques.

Les cours ont lieu chaque mardi de 18 h 30 à 20 heures à partir du 23 octobre 1984.

Inscriptions reçues au CNAM, 292, rue Saint-Martin 75003 PARIS, du 7 au 29 septembre.

Le cours est ouvert aux auditeurs libres.

M. Dumas devant des industriels une « conception » de la coopération

Correspondant

Donc... invité par les dirigeants du groupe Krupp à s'exprimer devant un parterre de dirigeants industriels ouest-allemands, M. Roland Dumas a prononcé, le 19 septembre à Essen, un vigoureux plaidoyer pour « un espace industriel européen aux dimensions comparables à celui des États-Unis ».

Le ministre français des affaires européennes a égratigné au passage les réserves allemandes à l'égard des programmes européens de développement de la recherche, ainsi qu'un aspect incertain de la RFA, qui n'aurait d'être adaptée à la situation où nous devons nous situer en matière de marché européen mondial. Toutefois dans le cadre symbolique de la villa Krupp, il a appelé son auditoire à dépasser ses prévisions à l'endroit des coopérations entre les entreprises européennes et à cesser d'être en dogme le non-contrat européen de l'Etat.

Dans le domaine des technologies, notamment dans l'électronique, le ministre français s'est fait insister d'une « politique spécifique de grands équipements », et une « stratégie industrielle européenne fondée sur des projets conjugués de grande envergure ». Ainsi, dans le domaine des technologies, il faut savoir prendre des « risques financiers et technologiques », et ne pas s'en tenir à des « acquis trop complaisants ». Il faut que notre partenaire allemand ne nous étonne pas de nous voir proposer d'économiser les fonds publics.

Il a souligné M. Dumas, en conclusion, à tout, comme on le voit, la proposition française pour la coopération européenne et les échanges commerciaux et les échanges technologiques, les échanges en particulier dans le domaine de la recherche et du développement.

Avec Gestetner, n'hésitez pas à copier l'entreprise. La confiance de 100 années passées au service de l'entreprise, 1.800 hommes et femmes, c'est une qualité à ne pas laisser passer.

PHOTOCOPIEUR

555 من الاموال

ÉTRANGER

ÉNERGIE

Et l'Argentine

Un article du New York Times sur les négociations pour un accord de libre-échange entre l'Argentine et les États-Unis, a été publié hier. Les négociations ont été menées à Washington, de M. Bernardo Grinspo, ministre argentin de l'économie, et de M. Robert G. Allen, directeur du commerce extérieur américain. Les deux pays ont signé un accord de libre-échange, qui prévoit le doublement du volume des échanges de biens et de services à partir de 1987. L'accord est valable pour une durée de dix ans, renouvelable par tacite reconduction.

des concessions importantes

Le ministre argentin de l'économie, M. Bernardo Grinspo, a déclaré hier que l'accord de libre-échange avec les États-Unis représentait une étape importante dans le processus de libéralisation de l'économie argentine. Il a souligné que l'accord permettrait d'augmenter les investissements étrangers et de stimuler la croissance économique. Le ministre a également mentionné que l'accord prévoit des concessions importantes en matière de droits de douane et de quotas d'importation. Ces concessions s'appliqueront à une large gamme de produits, y compris les textiles, les vêtements, les chaussures et les produits agricoles. L'accord est considéré comme un tournant décisif dans la politique économique de l'Argentine, qui vise à intégrer l'économie nationale au marché mondial.

Le ministre argentin de l'économie, M. Bernardo Grinspo, a déclaré hier que l'accord de libre-échange avec les États-Unis représentait une étape importante dans le processus de libéralisation de l'économie argentine. Il a souligné que l'accord permettrait d'augmenter les investissements étrangers et de stimuler la croissance économique. Le ministre a également mentionné que l'accord prévoit des concessions importantes en matière de droits de douane et de quotas d'importation. Ces concessions s'appliqueront à une large gamme de produits, y compris les textiles, les vêtements, les chaussures et les produits agricoles. L'accord est considéré comme un tournant décisif dans la politique économique de l'Argentine, qui vise à intégrer l'économie nationale au marché mondial.

Le ministre argentin de l'économie, M. Bernardo Grinspo, a déclaré hier que l'accord de libre-échange avec les États-Unis représentait une étape importante dans le processus de libéralisation de l'économie argentine. Il a souligné que l'accord permettrait d'augmenter les investissements étrangers et de stimuler la croissance économique. Le ministre a également mentionné que l'accord prévoit des concessions importantes en matière de droits de douane et de quotas d'importation. Ces concessions s'appliqueront à une large gamme de produits, y compris les textiles, les vêtements, les chaussures et les produits agricoles. L'accord est considéré comme un tournant décisif dans la politique économique de l'Argentine, qui vise à intégrer l'économie nationale au marché mondial.

Le ministre argentin de l'économie, M. Bernardo Grinspo, a déclaré hier que l'accord de libre-échange avec les États-Unis représentait une étape importante dans le processus de libéralisation de l'économie argentine. Il a souligné que l'accord permettrait d'augmenter les investissements étrangers et de stimuler la croissance économique. Le ministre a également mentionné que l'accord prévoit des concessions importantes en matière de droits de douane et de quotas d'importation. Ces concessions s'appliqueront à une large gamme de produits, y compris les textiles, les vêtements, les chaussures et les produits agricoles. L'accord est considéré comme un tournant décisif dans la politique économique de l'Argentine, qui vise à intégrer l'économie nationale au marché mondial.

Le ministre argentin de l'économie, M. Bernardo Grinspo, a déclaré hier que l'accord de libre-échange avec les États-Unis représentait une étape importante dans le processus de libéralisation de l'économie argentine. Il a souligné que l'accord permettrait d'augmenter les investissements étrangers et de stimuler la croissance économique. Le ministre a également mentionné que l'accord prévoit des concessions importantes en matière de droits de douane et de quotas d'importation. Ces concessions s'appliqueront à une large gamme de produits, y compris les textiles, les vêtements, les chaussures et les produits agricoles. L'accord est considéré comme un tournant décisif dans la politique économique de l'Argentine, qui vise à intégrer l'économie nationale au marché mondial.

M. Dumas dénonce devant des industriels ouest-allemands une « conception trop comptable » de la coopération européenne

Correspondance

Bonn. — Invité par les dirigeants du groupe Krupp à s'exprimer devant un parterre de dirigeants industriels ouest-allemands, M. Roland Dumas a prononcé, le 18 septembre à Essen, un vigoureux plaidoyer pour « un espace industriel européen aux dimensions comparables à celui des États-Unis ».

Le ministre français des affaires européennes a égratigné au passage « les réserves allemandes » à l'égard des programmes européens de développement de la recherche, ainsi que la législation anticartel de la RFA, « qui mériterait d'être adaptée à cette situation où nous devons raisonner en parts de marché européen ou mondial ». Toutefois dans le cadre symbolique de la villa Hügel, berceau de la famille Krupp, il a surtout appelé son auditoire à dépasser ses préventions à l'encontre d'une coopération entre les entreprises européennes et à cesser d'ériger en dogme le non-interventionnisme de l'Etat.

Dans le domaine des technologies de pointe, notamment dans l'électronique, le ministre français s'est fait l'avocat d'une « politique spécifique de grande ampleur avec le soutien actif des pouvoirs publics », et d'une « stratégie industrielle européenne fondée sur des projets communautaires de grande envergure ». Airbus, Ariane, a-t-il dit, montrent qu'il faut savoir prendre des « risques financiers et technologiques », qu'on ne peut s'en tenir à des conceptions par trop comptables. Il arrive que notre partenaire allemand, que nous écoutons volontiers au demeurant, puisse se tromper par volonté d'économiser les fonds publics.

Il y a, a souligné M. Dumas, un commencement à tout, comme en témoigne la proposition française d'ouvrir 10 % des marchés nationaux aux firmes européennes et les succès remportés en particulier dans les secteurs militaire et aérospatial. A ce propos, il a laissé entendre qu'il

ne serait pas impossible de relancer un jour le projet de char franco-allemand, abandonné pour l'instant. Le ministre français a également souligné la nécessité de poursuivre les accords en matière de normalisation et de standardisation et proposé la création de coopératives de recherche financées par les entreprises concernées, avec, en plus, un budget annexe alimenté par les Etats membres.

HENRI DE BRESSON.

Les grèves dans la métallurgie auraient entraîné la perte de 10,5 millions de journées de travail

Francfort (AFP). — Les grèves dans la métallurgie ouest-allemande, qui ont bloqué en mai et juin la production automobile, ont eu des répercussions négatives sur le marché du travail, écrivent les experts de la Bundesbank dans le rapport mensuel publié le 19 septembre. D'une part, le conflit pour la semaine de travail de trente-cinq heures a empêché une augmentation des offres d'emplois au printemps. D'autre part, il a été un obstacle à la création de nouveaux postes de travail, les entrepreneurs préférant désormais automatiser au maximum leurs systèmes de fabrication.

En tout, les grèves, le lock-out et les fermetures d'usines, qui ont duré jusqu'à sept semaines, ont entraîné la perte de 10,5 millions de journées

de travail, écrit la Bundesbank. La production perdue est évaluée à 4 milliards de deutschemarks. Pour les salariés de la branche, le manque de revenus a représenté 2 milliards de deutschemarks, en grande partie compensés par les indemnités de grèves qui ont provoqué un trou équivalent dans les caisses des syndicats, notent les observateurs.

La Bundesbank relève des aspects positifs et des aspects négatifs à l'égard tarifaire qui a mis fin au conflit. Selon la Banque centrale, la durée de l'accord, valable jusqu'en 1986, est un facteur de stabilité sociale. En outre, l'introduction d'horaires variables, prévue également dans l'accord, est un élément important pour « assurer et augmenter » le nombre d'emplois. En revanche, la Bundesbank se montre critique au sujet de la hausse des coûts de production provoquée par la nouvelle durée du temps de travail à partir d'avril 1985. La diminution de 1,5 heure de la semaine de travail avec maintien du salaire signifie, écrit-elle, une augmentation moyenne de 3,9 % du salaire horaire.

AUX PAYS-BAS

Le gouvernement pénalise les prestataires d'allocations sociales

De notre correspondant

La Haye. — « L'économie est en train de s'approcher, lentement, mais sûrement, du bout du tunnel. Les sacrifices de ces dernières années n'ont pas été faits pour rien. » Tel était, le 18 septembre, le message du gouvernement néerlandais, lors de la présentation du budget pour 1985. Cet optimisme modéré tranchait sur le ton soucieux des discours du trône rédigés par le gouvernement de M. Ruud Lubbers les deux années précédentes.

La politique de réduction des dépenses publiques sera poursuivie, mais maintenue (moins 9,3 milliards de florins en 1985). En parallèle, ceux qui bénéficient d'allocations sociales, dont certains perdront jusqu'à 6 % de leur pouvoir d'achat. Le gouvernement a privilégié toutefois les salariés du secteur privé qui verront ainsi leur pouvoir d'achat augmenter de 2 %, grâce à des réductions de leurs cotisations sociales.

Cette distinction de plus en plus nette entre ceux qui travaillent et ceux qui dépendent d'une allocation était impensable il y a encore quelques années aux Pays-Bas. Mardi 18 septembre, le quotidien de centre gauche Het Parool accusait le gou-

vernement d'engendrer « une nouvelle lutte des classes » entre actifs et non-actifs. Le déficit budgétaire diminuera de 10,5 à 9,7 % du produit national brut (PNB) en 1985. Le ministre des finances, M. Onno Ruding, estime que le pourcentage est encore beaucoup trop élevé. De nouvelles réductions dans les dépenses publiques s'imposent encore si le gouvernement veut tenir sa promesse, à savoir la réduction du déficit à 7,7 % du PNB en 1986.

RENÉ DER STEEGE.

La Turquie achètera du gaz naturel soviétique à partir de 1987

De notre correspondant

Ankara. — La Turquie, elle aussi, achètera du gaz naturel à l'Union soviétique à partir de 1987. Aux termes d'un accord signé, le 18 septembre, à Ankara, entre le secrétaire d'Etat au trésor et au commerce extérieur, M. Pakdemirli, et le vice-ministre du commerce extérieur d'URSS, M. Komarov, les Soviétiques s'engagent à livrer 1,5 milliard de mètres cubes de gaz naturel par an. Ce chiffre est susceptible d'atteindre 6 milliards de mètres cubes dès 1990, alors que la durée prévue de l'accord est de vingt-cinq ans, renouvelable par tacite reconduction par période de cinq ans.

Le gaz soviétique qui transitera par la Bulgarie sera ensuite acheminé par un gazoduc jusqu'à Hamitab, en Thrace orientale et aussi dans plusieurs villes industrielles de la région de Marmara, comme Izmit et Gemlik. Il sera notamment utilisé comme source d'énergie dans des verreries, des cimenteries, des centrales thermiques, des usines de liquéfaction d'ammoniac. Le prix du gaz n'a pas été indiqué ; mais la Turquie le paiera en produits agricoles et en minerais.

Par ailleurs, le protocole commercial turco-soviétique pour 1985, signé également le 18 septembre, prévoit le doublement du volume des échanges qui devrait atteindre 600 millions de dollars au cours du prochain exercice. Les deux parties sont d'accord pour prévoir que, dès l'entrée en application du contrat de livraison de gaz, le volume des échanges commerciaux entre les deux pays pourrait facilement être porté à 3 milliards de dollars par an.

Les échanges entre les deux pays, effectués selon le système du troc (clearing) jusqu'en 1983 et depuis en devises fortes, allaient connaître un net fléchissement. Grâce à ces nouveaux accords, ils pourront s'étendre et se diversifier, estime-t-on en Turquie. Les Soviétiques, quant à eux, affichent un bel optimisme. M. Komarov soulignant volontiers que, par exemple, le volume des échanges de son pays avec la Finlande est de 7 milliards de dollars par an et qu'il n'y aurait aucun obstacle à développer la coopération économique entre Ankara et Moscou.

Les Soviétiques ont d'ailleurs contribué depuis les années 60 à la réalisation de plusieurs projets industriels importants en Turquie par le biais de l'assistance technique et de l'apport technologique (complexes sidérurgiques, raffineries, centrales thermiques, traitement de l'aluminium) à des conditions très avantageuses. Ankara, dont les échanges commerciaux se sont développés de façon spectaculaire au cours de ces dernières années avec les pays islamiques, mais aussi avec ceux de l'Occident, ne néglige pas pour autant ses relations avec ses voisins du camp socialiste.

La politique monétariste appliquée par le gouvernement de M. Euzal pousse également dans cette direction : la Turquie doit vendre à l'étranger le plus possible afin de restructurer son industrie de moins en moins protégée face à la concurrence internationale. Ainsi ses exportations qui représentaient moins de 2 milliards de dollars en 1976, doivent-elles atteindre, fin 1984, 7 milliards de dollars, estiment les autorités turques.

ARTUN UNSAL.

MAITRISE L'ENERGIE

A partir de septembre la Lettre mensuelle de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie paraît dans « Le Monde » mis en vente le mardi et daté du mercredi

Des aujourd'hui, notes la date du prochain numéro
MARDI 25 SEPTEMBRE
DANS LE « MONDE »
DATE 26 SEPTEMBRE

GESTETNER TEMOIGNAGE DE CONFIANCE.

Avec Gestetner, n'hésitez pas à placer votre confiance très haut : au zénith ! Pour Gestetner, la confiance n'est pas simplement une déclaration de principe, c'est une véritable philosophie d'entreprise. La confiance doit bénéficier Gestetner, nous l'avons gagnée tout au long des 100 années passées au service des entreprises : d'homme à homme. Partout en France, vous pouvez établir un contact direct avec Gestetner par l'intermédiaire de ses 42 succursales et y trouver conseils et assistance. 1.800 hommes et femmes de confiance, des produits dont la réputation de sérieux et de qualité n'est plus à faire, tout cela prouve que pour Gestetner la confiance n'est pas un vain mot.

PHOTOCOPIEURS GESTETNER : QUESTION DE CONFIANCE.

Gestetner

BAZANT/DS

montée des cours de l'air, tant à Paris qu'à Paris. baisse du dollar et des actions françaises - baisse des principales caractéristiques de la

Remontée des cours de l'air, suite de la séance qu'à Paris. baisse du dollar et de la livre des actions françaises : tableau des principales caractéristiques de la séance.

Le budget de la ville de 1.250 F a 100.000 F le second tour, tandis que le troisième tour a été de 607 F (+ 6 F) d'augmentation par an. A noter, et ce, depuis la mise en place de la « prime » du syndicat français de la pêche en pourcentage, entre le premier et le second tour, la baisse de 100 F.

cette pièce d'œuvre
 exprimé en fonction des cours du dollar
 tombée à 1 % jeudi (contre 1,23 %
 vendredi).
 Sur le marché des changes, le dollar
 monnaie américaine a baissé de 0,47 %
 officielle contre 0,5170 \$ l'once d'or
 tendu au dollar-titre : 10,454/47 \$
 10,774 mardi en fin de séance.
 Première valeur de la cotation : 10,774
 note. Après discussion à propos de la
 tandis que Chancel, l'économiste de
 l'île (en retrait la veille), Georges C. Chancel
 les l'après-midi. Mais Chancel, l'économiste
 venant progressivement 2 à 3 %.
 A l'univers, les reptiles dansent

Nouvelle faiblesse de l'immunité
1-18-71 et de Radiochimie, nouvelle

P.L.M. - Le groupe hôtelier **PLM-HYAT** International Hotels, filiale de la Compagnie internationale des wagons-lits et des trains (C.I.W.T.) et la chaîne hôtelière

ment à son programme d'expansion (Extrême-Orient, zone pacifique des États-Unis).

ATTACHED DOCUMENTS:

	18 sept.	19 sept.
Indice général	173,9	174
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE		

Dans la quatrième colonne, figurent les cours en pourcentages, des actions de la du jour par rapport à ceux de la

1487	1888	1889
1001	1003	1004
1411	1405	1406
1200	1201	1202

803	836	880
97 50	97	97
188 50	185 50	185 50
260	260	260

265	280	280
458	400	400
286	278	278
1388	1387	

Conf	935	920	922
Commun	650	845	845
CFAD	375	385	384
CFDE	652	642	640

171	Cat. Alcantal	250	255	254	+
172	Cat. Mediamer	1180	1175	1172	-
173	Cat. Alcantal	1026	1045	1045	+
174	Cat. Mediamer	117	117	117	+
175	Cat. Alcantal	220	221	221	+

Order No.	231 10	230 90	230 80
Caution-Low	855	856	857
Caution	25 50		
Caution-Slow	189	188	187

704	700	700
520	517	517
232	231	230
225	225	225

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

MERCE EXTÉRIEUR

excédent en août

FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

[illegible]

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

19 septembre
Reprise de l'or

Remontée des cours de l'or, tant à Londres qu'à Paris, baisse du dollar en résistance des valeurs américaines : celles-ci étant les principales caractéristiques de la séance de mercredi consacrée à la réponse des primes. Ces dernières ont été « levées » dans leur grande majorité, estiment les professionnels.

A 339,90 dollars l'once au premier « fixing » de la City, l'or international est en reprise sur 338,50 (336,50 dollars), alors que la situation reste tendue dans les mines d'or sud-africaines. A Paris, les transactions sont plus échauffées avec un volume d'affaires de 21,35 millions de francs et la parité ressort, sur notre place, à 337,15 dollars, contre 334,17 dollars mardi.

Le Franc **100 F** 126 F 145 F 200 F

ne d'argent a gagné 1 250 F à 105 500 F en second cours, tandis que le napoléon se traitait à 607 F (+ 6 F) également en second cours. A noter, à ce propos, la chute de la « prime » du napoléon (rapport, exprimé en pourcentage, entre le prix de cette pièce et celui de son poids d'or exprimé en fonction du cours du lingot), tombée à 1 % jeudi (contre 1,23 % la veille).

Sur le marché des changes, le repli de la monnaie américaine (9.4720 F en séance officielle contre 9.5170 F la veille) s'est étendu au dollar-titre : 10,45/48 F, contre 10,72/74 mardi en fin de séance.

Première valeur de la corbeille à être cotée. Avions Dassault a gagné 5,5 %, tandis que Crouzet, Pétales BP, Five Lille (en retrait la veille), Europe 1, Cetelem, Viniprex, Moët-Hennessy, Club Méditerranée gagnèrent 2 % à 7 %.

À l'étranger, les répts étaient modestes. Parmi les plus significatifs, Ball Equipement, Matra, Sodexho, Fraissinet, St-Louis, SFIM, BIS, CFDE reculent de 2 % à 4 %.

Nouvelle faiblesse de Promodès (- 1,8 %) et de Radiotechnique, sensiblement dans les mêmes proportions.

An total, le marché parisien reflétait en clôture une hausse de 0,08 %, alors qu'il cédait 0,04 % en début de séance.

LA VIE DES

Pour le groupe FLA-ETAP, il s'agit du premier accord de ce type. Il pourrait sans doute être répété, et M. J. B. Dupont, administrateur directeur général de la Compagnie internationale des wagons-lits et du tourisme international, précise qu'un engagement de coopération avec une importante chaîne indienne

INDICES QUOTIDIENS (1982Z, base 100 = 31 déc. 1981)		
	18 sept.	19 sept.
%/index françaises	115,2	115
%/index étrangères	94,5	92,7

C- DES AGENTS DE CHANGE
(C-102, 21-11-1982)

NEW-YORK

Nouveau recul

Après avoir déjà perdu près de 11 points la veille, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a encore cédé 13,25 points mercredi, pour tomber à 1 213,01, après l'échec d'une tentative de reprise en cours de séance. Parallèlement, les échanges ont continué à s'étoffer pour atteindre 119,97 millions d'actions, contre 107,76 millions la veille.

Traîner la majeure partie de la séance, les opérateurs ont trouvé des facteurs d'encouragement liés à la baisse des taux constatée sur le marché du dollar, mais au cours des dernières minutes de la séance, certains ont vu des signes de retour à la normale, un certain nombre d'investisseurs professionnels ont procédé à des dégagements, ce qui a entraîné la chute de la cote. Le secteur le plus affecté paraît être celui des valeurs de technologie, mais les automobiles ont également été déprimées par la grève de General Motors, où les négociations semblent marquer le pas (le titre a perdu 2 1/4 points, à 74 1/2). D'autre part, Texas Instruments a reculé de 5 points, à 70 3/4.

La communauté financière attendait avec impatience de connaître l'évolution du PNB américain, qui doit être annoncé jeudi, et certains commentateurs n'hésitent pas à parler, déjà, d'une phase de récession pour le premier trimestre 1985, voire d'une révision en baisse des estimations de résultats pour de nombreuses sociétés américaines, ce qui a pesé sur les cours en fin de séance.

VALEURS	Cours du 18 sept.	Cours du 19 sept.
Alcoa	34	34
A.T.T.	19	19 1/4
Boeing	55 3/4	57 1/8
Casas Martiniana Bank	44 3/4	43 1/2
De Pont de Neveco	50 3/8	50 1/8
Emerson Kodak	74	71 3/8
Exxon	44 1/4	44 1/2
Ford	45 5/8	45 3/8

[illegible]

LA VIE DES SOCIÉTÉS

FLM. — Le groupe hôtelier FLM-ETAP International Hotels, filiale de la Compagnie internationale des wagons-lits et du tourisme (CIWLT) et la chaîne suédoise Sara Hotels ont conclu, mercredi 19 septembre, un accord de coopération en vue de conjuguer leurs efforts en matière de réservation. La chaîne Sara, exploitée M. Matti Sarkis, président de Sara Hotels, cherchait un « grand frère » pour s'associer ultérieurement à son programme d'expansion (Extrême-Orient, zone pacifique des États-Unis).

Pour le groupe PLM-ELAP, il s'agit du premier accord de ce type. Il pourrait sans doute être répété, et M. J.-B. Dupont, administrateur directeur général de la Compagnie internationale des wagons-lits et du tourisme, précise qu'un engagement de coopération avec une importante chaîne indo-

INDICES QUOTIDIENS (1982Z, base 100 = 31 déc. 1981)		
	18 sept.	19 sept.
%/index françaises	115,2	115
%/index étrangères	94,5	92,7

C- DES AGENTS DE CHANGE
(C-102, 21-11-1982)

alsienne a été pris. M. Dupont a également confirmé la vente par FTR (Institut italien pour la reconstruction industrielle) de sa participation au capital des Wagons-Lits (12%). Interrogé sur l'identité du futur actionnaire, il a simplement déclaré ne se faire « aucune inquiétude quant à la qualité du nouveau partenaire ».

Les premiers chiffres mondiaux avec une centaine d'établissements à cette enseigne (totalisant quelque deux mille machines), implantés dans vingt et un pays. Au titre du premier semestre 1984, le groupe PLM a réalisé un chiffre d'affaires de 366 millions de francs, en augmentation de 16 % sur 1983 (dont 264 millions de francs dans l'hôtellerie proprement dite, 98 millions dans la restauration et 35 millions dans les remontées mécaniques).

Quant au groupe Wagons-Lits qui cofinancie PLM-ETAP, il a enregistré, durant la même période, un chiffre d'affaires de 11,9 milliards de francs belges (dont 8,8 milliards dans l'hôtellerie et 22,9 milliards dans le tourisme, deux secteurs en régression, respectivement de 16 % et 22 %, d'une année à l'autre).

indice général	173,9	19 sept.
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE		
Offre privée du 20 septembre	12 7/8 %	
COURS DU DOLLAR A TOKYO		
dollar (en yens)	245,28	20 sept.
	245,50	

Sara Hotels, pour sa part, compte trente établissements de première catégorie situés, pour la plupart, en Scandinavie, mais avec une exception de taille comme l'ouverture prochaine du « Golden Flower » dans la ville de Xian, un des premiers hôtels de Chine populaire à être géré par un groupe européen.

BOURSE DE PARIS Comptant 19 SEPTEMBRE

[illegible]

VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	Prime	cours		Prime	cours		Prime	cours
Actions	47 70	48 18	Grainval	710	720	Ugoine Compagnie	15	15 80
Act. Peugeot	308	308	Grainval Ind.	218	218	Ugoine Ind.	630	630
A.G.F. (S. Car.)	5630	5650	Grainval Ind.	435	490	Ugoine Ind.	15	15 80
Act. Ind. Moteurs	73	73	Grainval Ind.	235	255	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ind. Moteurs	168	177	Grainval Ind.	218	218	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ind. Moteurs	138	138	Grainval Ind.	82	82	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ind. Moteurs	340	339	Grainval Ind.	235	255	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ind. Moteurs	30 80	30 80	Grainval Ind.	218	218	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ind. Moteurs	558	560	Grainval Ind.	82	82	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ch. de Fer	8 25	8 25	Grainval Ind.	235	255	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ch. de Fer	54	53	Grainval Ind.	218	218	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ch. de Fer	8 25	8 25	Grainval Ind.	82	82	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ch. de Fer	54	53	Grainval Ind.	235	255	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ch. de Fer	8 25	8 25	Grainval Ind.	218	218	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ch. de Fer	54	53	Grainval Ind.	82	82	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ch. de Fer	8 25	8 25	Grainval Ind.	235	255	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ch. de Fer	54	53	Grainval Ind.	218	218	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ch. de Fer	8 25	8 25	Grainval Ind.	82	82	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ch. de Fer	54	53	Grainval Ind.	235	255	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ch. de Fer	8 25	8 25	Grainval Ind.	218	218	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ch. de Fer	54	53	Grainval Ind.	82	82	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ch. de Fer	8 25	8 25	Grainval Ind.	235	255	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ch. de Fer	54	53	Grainval Ind.	218	218	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ch. de Fer	8 25	8 25	Grainval Ind.	82	82	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ch. de Fer	54	53	Grainval Ind.	235	255	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ch. de Fer	8 25	8 25	Grainval Ind.	218	218	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ch. de Fer	54	53	Grainval Ind.	82	82	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ch. de Fer	8 25	8 25	Grainval Ind.	235	255	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ch. de Fer	54	53	Grainval Ind.	218	218	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ch. de Fer	8 25	8 25	Grainval Ind.	82	82	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ch. de Fer	54	53	Grainval Ind.	235	255	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ch. de Fer	8 25	8 25	Grainval Ind.	218	218	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ch. de Fer	54	53	Grainval Ind.	82	82	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ch. de Fer	8 25	8 25	Grainval Ind.	235	255	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ch. de Fer	54	53	Grainval Ind.	218	218	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ch. de Fer	8 25	8 25	Grainval Ind.	82	82	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ch. de Fer	54	53	Grainval Ind.	235	255	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ch. de Fer	8 25	8 25	Grainval Ind.	218	218	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ch. de Fer	54	53	Grainval Ind.	82	82	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ch. de Fer	8 25	8 25	Grainval Ind.	235	255	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ch. de Fer	54	53	Grainval Ind.	218	218	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ch. de Fer	8 25	8 25	Grainval Ind.	82	82	Ugoine Ind.	630	630
Act. Ch. de Fer	54	53	Grainval Ind.	235	255	Ugoine Ind.	630	

[illegible][illegible]

U.S.V.	177	121	168	160	819	Europe-United	428	424	435	6970	6713	84
U.S.V.	480	480	480	480	480	Europe-United	277	277	277	4512	4512	0
U.S.V.	890	890	890	890	890	Europe-United	1086	1086	1086	1822	1822	0
U.S.V.	890	890	890	890	890	Europe-United	179	179	179	282	282	0
U.S.V.	104	104	104	104	104	Europe-United	881	881	881	1401	1401	0
U.S.V.	87	87	87	87	87	Europe-United	367	367	367	594	594	0
U.S.V.	134	134	134	134	134	Europe-United	121	121	121	196	196	0
U.S.V.	422	422	422	422	422	Europe-United	103	103	103	166	166	0
U.S.V.	627	627	627	627	627	Europe-United	103	103	103	166	166	0
U.S.V.	440	440	440	440	440	Europe-United	103	103	103	166	166	0
U.S.V.	249	249	249	249	249	Europe-United	103	103	103	166	166	0
U.S.V.	177	121	168	160	819	Europe-United	428	424	435	6970	6713	84
U.S.V.	480	480	480	480	480	Europe-United	277	277	277	4512	4512	0
U.S.V.	890	890	890	890	890	Europe-United	1086	1086	1086	1822	1822	0
U.S.V.	890	890	890	890	890	Europe-United	179	179	179	282	282	0
U.S.V.	104	104	104	104	104	Europe-United	881	881	881	1401	1401	0
U.S.V.	87	87	87	87	87	Europe-United	367	367	367	594	594	0
U.S.V.	134	134	134	134	134	Europe-United	121	121	121	196	196	0
U.S.V.	422	422	422	422	422	Europe-United	103	103	103	166	166	0
U.S.V.	627	627	627	627	627	Europe-United	103	103	103	166	166	0
U.S.V.	440	440	440	440	440	Europe-United	103	103	103	166	166	0
U.S.V.	249	249	249	249	249	Europe-United	103	103	103	166	166	0

175/80	182/50	148	142	61	Handwritten	804/81	634/65	646/68	464/78
217/10	202/50	310	310	176/80	Handwritten	132/36	146/40	226/58	216/58
288/28	282/28	226	214	500	Handwritten	280/85	276/18	367/19	360/50
14/40	58	118	118	448/438	Handwritten	424/07	424/18	322/11	357/54
202/50	202/50	355	355	980/880	Handwritten	103/83	101/80	154/58	186/74
521/63	520/63	86	86	14	Handwritten	339/63	361/58	338/28	333/30
610	630	177	177	281	Handwritten	348/53	318/58	680/67	946/78
126/12	120/12	82/40	81	18	Handwritten	230/30	219/38	811	787/75

[illegible]

— Bonds	800	800	119	80	119	80	65	65	473	51	U.A.P. Investors	354	88
— Income	431	430	46	47	46	47	46	46	382	48	U.A. Associates	111	110
— Ins. Prov.	170	165	94	94	94	94	94	94	208	48	Unitrust	217	250
— Life	145	145	46	46	46	46	46	46	127	21	Unitrust	718	683
— Mort. Vlt.	1680	1670	3	3	3	3	3	3	730	70	Unit-Grants	881	1088
— Vtd. Vlt.	1100	1100	1	1	1	1	1	1	386	38	Unit-Grants	603	631
— Vtd. Vlt.	271	269	280	280	280	280	280	280	625	587	Unit-Grants	1148	1056
— Vtd. Vlt.	441	441	244	244	244	244	244	244	1259	126	Unit-Grants	1148	1056
— Vtd. Vlt.	221	221	221	221	221	221	221	221	1259	126	Unit-Grants	1148	1056

[illegible]

Règlement mensuel

[illegible][illegible][illegible]

Comstar	1580	1576	1800	1120	Lucerne	1050	1005	1010	+ 1	138	S.A.G.E.	141	140	140	- 0 73	38	Hochst	37 30	38 06	35 40	- 2 45	600	West End	451	452	454	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600	651	694 70	- 2 16	420	West Heid	394	398	398	+ 0 04
Cofico	935	930	925	1128	Lucembour	975	981	981	+ 118	390	Shell	343	340	340	- 0 70	800	Holland Ait.	600									

[illegible][illegible]

1

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- IDÉES**
2. **LIJ**: 1500 jours, d'André Bergeron. - Lettres au Monde.
- ÉTRANGER**
3. **DIPLOMATIE**
- La cérémonie franco-allemande en présence de MM. Mitterrand et Kohl: LIBRE OPINION: «Au-delà de Verdun», par Joseph Rouss.
- 3-4. **AMÉRIQUES**
- La Grenade: des élections pourraient avoir lieu fin octobre.
4. **AFRIQUE**
5. **PROCHE-ORIENT**
- La Liban du Sud encagé (II), par François Chéreau.
6. **ASIE**
7. **EUROPE**
- POLITIQUE**
- 8-9. La réunion du comité central du PCF.
10. Le communiqué officiel du conseil des ministres.
- SOCIÉTÉ**
14. Le débat sur l'euthanasie.
16. Les «locations d'utérus».
17. **SPORTS**: les coupes d'Europe de football.
20. **BIBLIOGRAPHIE**: Ce que je crois, de Claude Imbert.
- LE MONDE DES LIVRES**
21. Anatole France est de retour.
22. LA VIE LITTÉRAIRE.
23. ROMAN: les débuts de Bernard-Henri Lévy dans la fiction.
24. LETTRES ÉTRANGÈRES: le romanisme inquiet de John Updike.
25. HISTOIRE - AU FIL DES LECTURES.
- CULTURE**
26. THÉÂTRE: Die Nacht au Festival d'automne; Andromaque à la Bourse.
- DANSE: entretien avec le directeur du Théâtre Contemporain.
28. COMMUNICATION.
- ÉCONOMIE**
31. L'OUVERTURE DU JOJOX-SICOB.
32. SOCIAL.
- 33-35. ÉTRANGER: L'accord entre l'Argentine et le FMI.
- 33-34. ÉNERGIE.
34. COMMERCE EXTÉRIEUR: fort essor en août.
- RADIO-TELEVISION (28)**
- INFORMATIONS**
- SERVICES (19)**
- Météorologie; Mots croisés; Journal officiel; Loto; Loterie; Tacotax.
- Assurances classiques (29); Car-net (18); Programmes des spectacles (27); Marchés financiers (35).

Le numéro de « Monde » daté 20 septembre 1984 a été tiré à 511 197 exemplaires

(Publié)

Ordinateurs 15 portatifs, 9 domestiques chez Duriez

TARI, Canon, Casio, Commodore, Epson, Hewlett-Packard, Olivetti, Oric, Sharp, Sinclair, Thomson, avec accessoires. Plus de 1000 logiciels. Librairie spécialisée pour tout apprendre facilement. Vente par correspondance: Catalogue-Banc d'essai contre 3 T. à 2,10 F (gratuit sur place). Duriez, 132, Bd St-Germain, M° Odéon.

TENNIS ACTION 734.36.36

STAGES LONGUE DURÉE 10 jours - 4 ou 6 semaines - 9 CENTRES A PARIS

Admission: Entrée - tous niveaux - 15 à 18 ans - 100 F (incluant l'assurance) - P. de Neuilly - Paris - 10ème - P. de Neuilly - Paris - 10ème - P. de Neuilly - Paris - 10ème

A B C D E F G

Au Liban Négociations en vue d'un retrait des forces israéliennes

Les milieux officiels de l'ONU se montraient mercredi 19 septembre prudents sur les résultats des négociations menées actuellement au Proche-Orient par le secrétaire général adjoint de l'ONU, M. Brian Urquhart, en vue d'un retrait des forces israéliennes du Liban.

Le but officiel de la tournée du « patron » des « casques bleus » des Nations unies est de préparer le rapport que le secrétaire général de l'ONU présentera au Conseil de sécurité au milieu du mois prochain en vue du renouvellement du mandat de la force d'intermédiation des Nations unies au Liban (FINUL), qui expire le 19 octobre. Le retrait des forces israéliennes du Liban est évidemment au cœur du problème, et il est lié à l'accroissement du rôle de la FINUL au Liban. Il avait déjà été discuté au début de l'été par M. Javier Pérez de Cuellar lui-même lors de la tournée qu'il avait entreprise au Proche-Orient. Mais Israël était alors en pleine crise gouvernementale. La formation d'un gouvernement d'unité nationale en Israël a permis à M. Urquhart de reprendre l'examen du dossier non seulement avec les autorités israéliennes, mais aussi avec celles du Liban et celles de Syrie.

M. Urquhart, qui a quitté New York jeudi dernier, s'est d'abord rendu à Jérusalem, puis à Beyrouth et Damas. Mercredi, il est retourné à Jérusalem où il a été reçu par le premier ministre, M. Shimon Pérès; mais les commentaires des milieux officiels israéliens, tels qu'ils ont été rapportés par la presse, n'ont pas suscité l'optimisme à l'ONU sur le résultat de ces conversations.

Au cours d'une conférence de presse lundi, le secrétaire général de l'ONU avait indiqué que le rôle de la FINUL ne pourrait être étendu qu'avec le départ des forces israéliennes. « Tant qu'il n'y a pas de mouvement, avait-il dit, je ne vois aucune raison d'accroître ces forces ».

A Beyrouth-Est UN ATTENTAT CONTRE L'ANNEXE DE L'AMBASSADE AMÉRICAINE AURAIT FAIT 10 MORTS

Beyrouth (AFP-Reuter). - Une explosion s'est produite, ce jeudi matin 20 septembre, peu avant midi à l'annexe de l'ambassade des Etats-Unis récemment installée à Awkar dans la banlieue nord-est de Beyrouth, secteur à population essentiellement chrétienne.

Un important incendie s'est déclaré, il y aurait au moins dix morts la plupart de nationalité libanaise. L'origine de l'explosion n'est pas connue, mais on croit savoir que des sources policières qu'elle a été provoquée par une voiture piégée stationnée près de l'immeuble qui abrite la plus grande partie des diplomates américains depuis juillet dernier.

L'attentat a été revendiqué par l'Organisation clandestine Jihad islamique dans un appel téléphonique au bureau de l'AFP à Beyrouth.

Le problème des otages des milices. - Le conseil des ministres libanais, réuni mardi 18 septembre, en « conclave » à Bikfaya (nord-est de Beyrouth), a décidé, au terme de ses travaux, d'exiger des diverses milices que « soit commencée la libération des personnes enlevées au cours de la guerre civile libanaise », a annoncé le premier ministre libanais, M. Rachid Karamé.

Il a précisé que cette opération doit se faire en coordination avec le Comité pour les personnes enlevées, formé par l'Etat, et le Comité quadripartite de sécurité, comprenant des représentants des principales milices. Le conseil des ministres a également décidé de mettre au point un projet de loi châtiant lourdement toute personne se livrant à des actes d'enlèvement, a ajouté M. Karamé. - (AFP).

Le championnat du monde d'échecs KARPOV FAIT REPORTER LA QUATRIÈME PARTIE

Surprise - une de plus - au championnat du monde. Alors qu'il avait facilement gagné la troisième partie du match, lundi à Moscou, Karpov a fait reporter la quatrième partie, qui devait se dérouler mercredi 19 septembre, au vendredi 21 septembre. Il a ainsi utilisé le premier des trois time-out (temps de repos) auxquels chacun des deux joueurs a droit pendant les vingt-quatre premières parties. Kasparov a déjà pris un premier time-out avant la troisième partie.

Il est rare de voir un joueur manquant au score faire reporter une partie. Aucune explication n'est donnée de la décision du champion du monde, mais elle a été surprise et c'est sans doute le but recherché - son challenger, décidé, dès mercredi, à combler son retard. Dans un match d'échecs, tout ne se joue pas sur l'échiquier.

TIREZ BIEN PLUS DE VOTRE **IBM PC** **ORDI**

30 F chez votre marchand de journaux

DERNIÈRE SEMAINE JUSQU'AU LUNDI 24 **SOLDE 55%** **TAPIS**

Maison de l'Iran 65, Champs-Élysées 8° - 225.62.30 Ouvert même le dimanche après-midi

55. Champs-Élysées 8° - 225.62.30 Ouvert même le dimanche après-midi

M. GATTAZ OPPOSÉ A LA CRÉATION DE DÉLÉGUÉS INTERENTREPRISES

Dans une interview au *Républicain lorrain*, daté du 20 septembre, M. Yves Gattaz se déclare opposé à une des ouvertures de la CFDT, dans le cadre de la négociation sur la flexibilité de l'emploi, concernant la création de délégués interentreprises. Pour le président du CNPF, cette proposition « risque d'entraîner autant de contraintes que d'allègements ».

A propos de la négociation en cours, M. Gattaz affirme qu'elle « sera un test de maturité des partenaires sociaux et de leur volonté de tout mettre en œuvre contre le chômage (...). Je ne crois pas que la réduction du temps de travail puisse créer des emplois. Au contraire ! Sauf cas d'espèce négociés entreprise par entreprise ».

Le dollar dans l'expectative

Le dollar s'est mal comporté, jeudi 20 septembre, au volée de ses cours de la veille, s'établissant à 9,48 F contre 9,47 F et 3,89 DM contre 3,88 DM.

Les milieux financiers internationaux attendent la publication jeudi à New-York, des chiffres de la croissance du PNP américain pour le troisième trimestre 1984 (du moins, les estimations officielles). Si la croissance de PNP dépasse 3,5 % à 4 %, le dollar monte, si elle s'inscrit en dessous de ces pourcentages, il peut baisser.

ARBITRAGES DANS L'AUDIOVISUEL • Télévision du matin • Pas de Régie française des espaces

M. Georges Filloud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, a donné, jeudi 20 septembre, certaines précisions sur plusieurs dossiers audiovisuels en suspens.

La télévision du matin. - M. Filloud a présenté les arbitrages du gouvernement pour les émissions matinales auxquelles toutes les chaînes de la façon suivante: Antenne 2 pourra occuper la tranche 7 heures-9 heures du matin, du lundi au vendredi; TF 1 se voit attribuer les matinées du week-end et, comme prévu, la *Monde* daté 16-17 septembre, cette chaîne ne sera plus dans l'obligation de relayer entre 19 h 15 et 19 h 40 les émissions régionales.

Elle pourra ainsi, si elle le souhaite, programmer son journal télévisé du soir plus tôt, à condition toutefois de ne pas modifier sa grille des programmes et de continuer à diffuser la première émission de la soirée à partir de 20 h 30. FR 3, quant à elle, pourra diffuser une émission destinée aux enfants le dimanche matin. Tous ces nouveaux programmes, a précisé M. Filloud, devront être financés par le budget des chaînes, grâce à des réductions sur les frais de fonctionnement.

L'exploitation des temps d'antenne à la télévision sera occupée par les programmes (treize mille heures par an pour les trois chaînes). Contrairement à ce qui avait été prévu à l'origine, ce n'est pas une Régie française des espaces, qui sera créée pour répartir les émissions qui concernent des entreprises, des institutions ou des associations entre les chaînes de service public de télévision. Cette mission sera confiée pour « un certain temps » à la Régie française de publicité (RFP), en collaboration avec ses différentes filiales. Une « commission consultative d'accès », présidée par les responsables de la RFP, et un « comité de gestion » veilleront aux règles de contenu et examineront les projets de « locations d'espaces ». Les chaînes disposeront d'un droit de veto avant le passage à l'antenne. Les ressources qu'elles pourront en retirer devront être consacrées à la création. Ce système devrait être opérationnel dès le mois d'octobre.

La publicité sur les radios locales privées. - Libéralisme total et « réalisme » sont les deux principes qu'a retenus M. Filloud. Les messages publicitaires ne seront limités ni dans la forme, ni dans la durée, ni à des secteurs particuliers (à l'exclusion du tabac et de l'alcool, comme le prévoient déjà d'autres textes), - donc incluant la grande distribution au moins, précise-t-on, pour une « période expérimentale ». Une soupape destinée à rassurer la presse régionale est cependant prévue, en confiant au premier ministre la possibilité de déterminer « la liste des secteurs économiques qui ne peuvent donner lieu à la collecte de ressources et à la diffusion de messages publicitaires », par circulaire.

PREMIERS INCIDENTS APRÈS L'ACCORD TF 1-FOOTBALL

Le récent accord signé entre les responsables du football français et TF 1 (*le Monde* du 18 septembre) a eu des effets immédiats mercredi soir 19 septembre sur les projets d'Antenne 2 et de FR 3-Metz concernant les matches de Coupe d'Europe: l'équipe d'A 2 s'est vu refuser l'accès du stade de Bordeaux (qui recevra Bilbao) et FR 3-Metz n'a pu obtenir l'autorisation de filmer la rencontre Metz-Barcelone, pour en diffuser des extraits en direct.

Même si le brutal refus opposé à Antenne 2 par le président des Girondins de Bordeaux fait partie d'un contentieux - un incident comparable avait eu lieu au cours de la saison dernière, donc avant l'accord avec TF 1, - le fait d'empêcher une équipe de journalistes de filmer un match - à Bordeaux comme à Metz - pose le problème du droit à l'information.

Un huisser commis par A 2 a constaté le refus opposé par les dirigeants du club bordelais.

C. D.

Sur le vif Faux frères

Moi, ici, dans mon coin, je ne fais pas de politique. Il y a des pages pour ça. Il y a des spécialistes. Il y a quand même des trucs que je ne comprends pas. Alors, je pose la question. Comme l'enfant d'éphant de Kipling. Dans un pays démocratique, un syndicat se bat pour quoi? Et contre quoi? Ce n'est pas très clair.

Prenez les mineurs soviétiques. Ils organisent des manifestations, des grèves, en faveur des mineurs britanniques. D'ailleurs, il n'y a pas que les mineurs. De Minsk à Vladivostok, le peuple tout entier est prêt de passer à la caisse et de verser son obole aux grévistes anglais.

Vous me direz: et alors? Rien de plus normal. Le syndicalisme, il n'y a pas de frontière pour ça, d'est international. Travailleurs de tous les pays, unissez-vous. Bon, OK, d'accord. Mais à ce moment-là, pourquoi s'est-on arrêté à Varsovie un leader de Solidarité accusé de haute trahison pour avoir accepté de l'argent des syndicats étrangers? Dont le CFDT. Quand les Anglais touchent des roubles, ils vont au pub, c'est le fête. Quand les Polonais touchent des francs ou des marks, ils vont en cabane.

Et attendez, ce n'est pas fini. Il y a plus bizarre encore à mes yeux. Ce sont les déclarations racasseuses, outragées, de Scargill, le patron des mineurs en colère outre-Manche, contre ces salopards de Polonais, ces faux frères de Solidarité. Pour lui, pas de problème, il l'a dit - et ça a d'ailleurs fait pas mal de bruit - au pays du socialisme on ne fait pas de grève. Moi, je trouve ça un peu fort de café.

La dictature du prolétariat interdit - c'est logique - les syndicats. La dictature des généraux aussi. A gauche et à droite de la planète, c'est du pareil au même. Les mecs n'ont pas le droit de moufter. Silence dans les rangs. Et dans les coins - il n'y en a pas tellement - où c'est autorisé, il y a des syndicats qui s'emploient à ce que ça ne soit plus, autorisé.

Avouez que ce n'est pas logique. A moins que ce soit la logique du système. Ah non, pas le nôtre, pour une fois. L'autre.

CLAUDE SARRAUTE.

LE SÉNAT AMÉRICAIN ADOPTE DE NOUVELLES DISPOSITIONS BANCAIRES

Par quatre-vingt-neuf voix contre cinq, le Sénat américain a adopté une série de nouvelles dispositions bancaires qui autoriseraient - sous réserve de l'adoption définitive par le Congrès - les banques locales à établir des sortes de systèmes inter-États dans le cadre d'accords régionaux alors qu'elles ne peuvent actuellement élargir leur zone de compétence au-delà de l'État où elles sont installées.

De la même façon, les sociétés holding à caractère bancaire seraient autorisées à obtenir leurs propres institutions bancaires.

En revanche, le Sénat s'est opposé à la création des nouvelles « banques bancaires » à savoir des établissements financiers créés justement par certaines banques américaines pour échapper à la réglementation qui restreint leur champ d'activité hors de l'État où ils sont implantés. Enfin, ce texte prévoit que les banques ne peuvent pas racheter leurs propres actions à des cours élevés afin de s'opposer à une tentative de reprise généralement formulée sous la forme d'offre publique d'achat.

Rappelons qu'un autre texte - jugé plus restrictif par les spécialistes - est actuellement soumis à la Chambre des représentants, mais la discussion en séance plénière n'a pas encore commencé sur ce document.

COUT DU SAUVETAGE DE LA CONTINENTAL ILLINOIS: 16 MILLIARDS DE DOLLARS

M. Fernand Saint-Germain, président de la commission bancaire de la Chambre des représentants, a estimé, mardi 18 septembre, que le coût du sauvetage de la Continental Illinois dépasserait pour les banques et l'Etat américain les 16 milliards de dollars.

En effet, le « conclave ministériel » qui s'est tenu quatre jours avant à Bikfaya est parvenu à parer même de l'attention à mettre sur pied l'organisme - paracommunautaire - dont en mars dernier le ministère interlibanais de Lame avait adopté le principe. Vite que vaille, une « drôle de pub », parvenue d'attentes ministérielles, une certaine normalisation, semble mener vers le règlement des problèmes de fond.

Qu'il s'effectue sous la tutelle triviale, après l'échec des Occidentaux à briser cette dépendance, correspond à un rapport de forces désormais bien établi, et sans doute pour longtemps. Sur ce point, comme sur tant d'autres, les Libanais de toutes confessions ne se font guère d'illusions.

M. Roland Dumas invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes et porte-parole du gouvernement, sera l'invité du « Grand Jury RTL-le Monde » le 19 septembre, à partir de 18 heures, et sera interrogé par André Perron et Bernard Bruguier. Les questions seront posées par RTL-le Monde.

ONDE SIRS

QUARANTE ET UNÈME

LIB l'em de M. i

« Drôle de paix »

Après de l'effroyable, nous sommes en octobre 1984. Contingent américain de la 6e armée américaine à Beyrouth. Deux cent quarante hommes, marins, pénitent en un instant, l'attente de jeudi fait place, figure: vingt-trois morts, deux blessés - deux citoyens de l'Etat-Unis. La composition des équipes parafonctionnelles - les unités d'ailleurs parafonctionnelles - de la comptabilité nationale - l'effacement de Washington - la scène libanaise depuis le début du réajustement de ses relations. C'est aujourd'hui le 20 septembre 1984.

Paradoxalement, à Beyrouth, même le dernier est dans les exploits suicidaires de la « guerre sainte libanaise ». « Guerre sainte » par de très grandes conséquences. Les Libanais sont tous en peine d'arriver eux-mêmes à la protection des ambassadeurs étrangers. Et ils n'ont pas plus l'habitude de voir les Etats-Unis défendre à leur tour les Libanais et leurs diplomates, et surtout à leur tour dans un type d'attitude qu'ils ne savent, théoriquement, ni prouver ni soutenir. Il y a quelque chose de très étrange dans tout cela. Beyrouth-Ouest est une personnalité musulmane de ce libanais qui s'autoproclame redoutable pour la médiation libanaise de médiation, qui se déroule au Liban.

Sur ce plan, l'explosion ministérielle à l'annexe de l'ambassade américaine intervient dans un contexte bien sûr de la situation libanaise, mais surtout avec l'explosion libanaise du Sud. Les ministres de l'attentat ont vu en direct répliquer ainsi au vote opposé par Washington à la demande d'exécution, assortie d'une condamnation vigoureuse de l'attentat, qui était présentée au Conseil de sécurité de l'ONU. Et la situation au Liban de l'Etat-Unis de se dégrader - en vingt ans de la vie avec une condamnation d'une inadmissible opération de représailles aveugles, la prise politique et militaire à Beyrouth même est plutôt en voie de consolidation.

En effet, le « conclave ministériel » qui s'est tenu quatre jours avant à Bikfaya est parvenu à parer même de l'attention à mettre sur pied l'organisme - paracommunautaire - dont en mars dernier le ministère interlibanais de Lame avait adopté le principe. Vite que vaille, une « drôle de pub », parvenue d'attentes ministérielles, une certaine normalisation, semble mener vers le règlement des problèmes de fond.

Qu'il s'effectue sous la tutelle triviale, après l'échec des Occidentaux à briser cette dépendance, correspond à un rapport de forces désormais bien établi, et sans doute pour longtemps. Sur ce point, comme sur tant d'autres, les Libanais de toutes confessions ne se font guère d'illusions.

Louis Féraud

rive gauche **ANTHONY** 142, bd St Germain Paris 6°

rive droite **Louis Féraud** Palais des Congrès Porte Maillot

N°1 DE LA FOURRURE D'OCCASION

la Qualité du Neuf au Prix de l'Occasion

achat • dépôt • vente • échange

service après-vente complet

LES DEUX OURSONS

106 Bd de Grenelle 75017 Paris 15° M° La Motte Picquet 575.10.77

DERNIÈRE SEMAINE

JUSQU'AU LUNDI 24 **SOLDE 55%** **TAPIS**

Maison de l'Iran 65, Champs-Élysées 8° - 225.62.30 Ouvert même le dimanche après-midi

1501 1501